



Paris, le 13 octobre 2009 - N°258/D130

## Commission DÉMOGRAPHIE et QUESTIONS SOCIALES

### Avant-projet de programme statistique 2010

#### Avertissement

Le décret du 20 mars 2009 relatif au Cnis et au Comité du secret statistique conforte le rôle du Cnis pour organiser la concertation entre les utilisateurs et les producteurs de la statistique publique. Il prévoit la mise en place de commissions thématiques en remplacement des formations existantes pour permettre une meilleure adéquation aux thèmes majeurs du débat économique et social. La Commission Démographie et questions sociales prend essentiellement la suite de la formation Démographie, Conditions de vie. La commission concernera plus précisément l'observation des populations, de leurs revenus et de leur patrimoine, du pouvoir d'achat et de la mesure des prix à la consommation, des conditions de vie sous ses différents aspects. Elle sera particulièrement attentive à l'observation des disparités entre catégories d'individus ou de ménages. Elle aura comme préoccupation première d'éclairer la diversité et les inégalités de situations des ménages au-delà des observations moyennes concernant les différents aspects du domaine.

Page

**DELEGATION INTERMINISTERIELLE A LA VILLE** ..... 3

#### **INSEE**

- Direction des statistiques démographiques et sociales	
- Département de la démographie	7
- Mission Répertoires et mouvement de la population	7
- Mission Base permanente d'équipements	8
- Divisions « Organisation du Recensement et Relations Extérieures » et « Méthodes et Traitements des Recensements »	9
- Cellule infrastructures géographiques	11
- Unité des études démographiques et sociales	12
- Cellule statistiques et études sur l'immigration	12
- Division enquêtes et études démographiques	13
- Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages	
- Division prix à la consommation	16
- Division conditions de vie des ménages	19
- Division logement	24
- Division revenus et patrimoine des ménages	29

**INSTITUT NATIONAL D'ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES - INED** ..... 33

**MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION**

- Département des études, de la prospective et des statistiques .....	39
<b>MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER</b>	
- Service de l'observation et des statistiques - Partie logement .....	46
<b>MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE L'INTEGRATION, DE L'IDENTITE NATIONALE ET DU DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE</b>	
- Département des statistiques, des études et de la documentation .....	52
<b>HAUT COMISSAIRE A LA JEUNESSE</b>	
- Direction de la jeunesse, de la formation populaire et de la vie associative	
- Mission des études, de l'observation et des statistiques .....	57
 Pour information :	
- programmes présentés à la Commission Services publics et services aux publics	
<b>INSTITUT NATIONAL DES HAUTES ETUDES DE SECURITE</b>	
- Observatoire national de la délinquance - OND .....	61
<b>MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE</b>	
<b>MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE</b>	
- Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance - DEPP et Sous-direction des systèmes d'information et études statistiques - SIES.....	69
<b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES SOLIDARITES</b>	
- Sous-direction de la statistique et des études.....	79
<b>MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES RELATIONS SOCIALES, DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITE ET DE LA VILLE</b>	
<b>MINISTRE DE LA SANTE ET DES SPORTS</b>	
- Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) .....	85

## Délégation interministérielle à la ville

### 1. Exposé de synthèse

Le Département Observation Évaluation (DOE) de la Délégation interministérielle à la ville (DIV) développe un système d'information sur les quartiers de la politique de la ville et contribue à l'évaluation de cette politique publique.

L'infrastructure d'observation actuelle de la DIV repose pour l'essentiel sur des exploitations territoriales des enquêtes du système statistique public et de sources administratives.

Elle permet en particulier de mettre à disposition des partenaires nationaux et locaux, des données d'observation sur les périmètres géographiques de la politique de la ville : les Zones urbaines sensibles (ZUS), les Zones de redynamisation urbaine (ZRU), les Zones franches urbaines (ZFU) et, plus récemment, les quartiers en Contrat urbain de cohésion sociale.

Elle alimente également de nombreuses études, publiées en particulier dans le rapport annuel de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (Onzus) dont le DOE assure le secrétariat permanent.

Les politiques de la ville sont mises en œuvre sur cinq champs prioritaires :

- l'accès à l'emploi et le développement économique ;
- l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie ;
- la réussite éducative et l'égalité des chances ;
- la citoyenneté et la prévention de la délinquance ;
- l'accès à la santé.

Elles s'appuient en grande partie sur la mise en œuvre des politiques de droit commun, mais aussi sur quelques dispositifs spécifiques.

L'évaluation de cette politique s'articule donc très naturellement sur ses cinq axes et les outils statistiques sur lesquels s'appuie la Div pour mener à bien cette évaluation relèvent pour l'essentiel de la responsabilité de l'Insee ou des services statistiques ministériels compétents sur ces différents champs.

En matière d'emploi, sont principalement mobilisés l'enquête Emploi et les DEFM, mais aussi les travaux d'évaluation des politiques de l'emploi, et en particulier des dispositifs du plan de cohésion sociale, menés par la DARES.

En matière de développement économique la disponibilité du fichier Sirene, géoréférencé par l'INSEE sur les quartiers ZUS et ZFU, alimente nombre d'études.

C'est aussi un fichier géo-référencé par l'Insee, celui des revenus fiscaux localisés de la DGI, qui fournit la première information mobilisée en matière de revenus. Les fichiers sur les bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire et les allocataires CAF le complètent. L'enquête annuelle Revenus Fiscaux de l'INSEE est également utilisée.

L'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) est chargée, sous la tutelle de la DIV, de la mise en œuvre des programmes de rénovation urbaine. Le suivi de ces programmes est complété par une enquête annuelle auprès des chefs de projet locaux sur l'avancement physique des opérations de rénovation. Les fichiers de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) en charge de la promotion du développement et de la qualité du parc de logement social, sont également mobilisés par la DIV. L'enquête logement de l'INSEE complète le dispositif, du côté des bénéficiaires.

Dans le champ de la réussite éducative, les données sur la réussite scolaire sont issues des fichiers de la DEPP. Ces données, concernent essentiellement les élèves scolarisés dans des établissements publics situés dans les Zones urbaines sensibles : effectifs selon le genre, l'origine sociale, la nationalité ; retards scolaires et redoublements, réussite aux examens nationaux (DNB et BAC). Des données sur la situation des établissements publics situés en Zus, également issues de fichiers de gestion de l'Éducation Nationale, sont également mobilisées.

Le dispositif portant sur la question de l'égalité des chances dans l'accès à l'emploi, outre les éléments précités, est complété, en 2009 et 2010, par la mise en place d'un partenariat entre le CEREQ et la DIV pour développer deux études sur les liens entre ségrégation urbaine et insertion professionnelle des jeunes à partir des données géoréférencées des enquêtes Génération 1998 et 2004 du CEREQ.

En matière de prévention de la délinquance, la principale source administrative mobilisée est l'état 4001, statistique du ministère de l'Intérieur sur les crimes et délits constatés par les services de police et de gendarmerie. L'enquête nationale de victimation, « Cadre de vie et sécurité », conduite par l'INSEE et l'OND permet de mesurer auprès des habitants la perception de leur quartier et de ses problèmes et les faits de délinquance dont ils ont été victimes.

Le fichier Adeli des professionnels de santé permet une analyse de la démographie médicale et paramédicale dans les quartiers de la politique de la ville. Ont été également exploitées les données collectées en région parisienne auprès de la cohorte SIRS 2005 (Santé, inégalités et ruptures sociales), de l'enquête Décennale Santé 2003 ou des Bilans de santé scolaire (enquêtes triennales en milieu scolaire – Drees, Depp, Dgesco, InVS).

La prochaine disponibilité des résultats du nouveau recensement de la population, à des niveaux géographiques fins, et en particulier sur les ZUS, ZFU et CUCS, va permettre une actualisation des données démographiques de structures, maintenant anciennes, dont nous disposons sur les contours de la politique de la ville. La révision de la liste des Zus prévue en 2009 va s'appuyer sur ces données. Les investissements réalisés par l'Insee en matière de géographie, vont en outre être l'occasion de disposer de données sur un périmètre plus précis des territoires.

La DIV attend également beaucoup de l'élargissement de la politique de géoréférencement des sources administratives mené par l'Insee et les SSM.

En matière de production statistique, le département s'engage dans la mise en place d'un panel de la politique de la ville qui viendra compléter son infrastructure d'évaluation. Ce panel permettra, à partir de 2010, d'assurer le suivi d'une cohorte de ménages résidant dans une vingtaine de quartiers de la politique de la ville. Ce suivi, vise à mieux comprendre les trajectoires de ces ménages et à identifier l'impact sur leurs conditions de vie des politiques menées localement, ainsi qu'à porter un regard de long terme sur l'effet de ces politiques. Un autre enjeu de ce dispositif est de continuer à observer les ménages qui quittent les quartiers.

Le DOE met également en place en 2009 un système de remontées locales. Une consultation des instances locales d'évaluation sur le jugement qu'elles expriment sur le fonctionnement des CUCS, viendra par exemple alimenter une évaluation nationale.

## **2. Travaux nouveaux pour 2010**

### **2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an**

La Délégation Interministérielle à la Ville souhaite mettre en place en 2009 (première vague de collecte en 2010), auprès des habitants d'un certain nombre de quartiers de la politique de la ville, une enquête, sous forme de suivi de cohorte, sur leurs conditions de vie, revenus et perception des politiques publiques (voir détail en annexe 2).

### **2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2010**

Le dispositif d'observation de la DIV s'appuie en grande partie sur l'exploitation de fichiers administratifs à des fins statistiques. Les moindres contraintes en matière de secret et l'exhaustivité de ces sources permettent en effet de disposer d'éléments détaillés à des niveaux géographiques fins. La politique d'exploitation croissante de ces sources, que ce soit par l'Insee ou par les SSM, et le développement du géoréférencement, enrichira les informations mobilisables par la DIV sur son champ de compétences. Sont prévus à court ou moyen terme l'exploitation des fichiers de gestion de l'ACSé (en particulier le suivi des Ateliers Santé Ville) et le suivi CNAF de l'appel à projet sur la garde d'enfant.

### **2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010**

La politique de développement du géoréférencement systématique des sources administratives sera poursuivie. Pour cela le DOE structure progressivement son offre de service pour l'aide à la localisation d'adresses et investit dans les outils de géocodage, ainsi que dans une équipe de chargés de mission apte à prendre en charge ces opérations.

En 2010, la mise à disposition des données du recensement à des niveaux géographiques fins sera l'occasion de dresser un panorama actualisé des territoires de la politique de la ville.

### 3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
<b>Exploitation d'enquêtes</b>			
Emploi	Insee		
Logement	Insee		
SRCV	Insee		
ERF(S)	Insee/DGFiP/Cnaf/Cnav/CCMSA		
CVS	Insee		
Enquête ANRU sur les livraisons	ANRU		
<b>Exploitation de fichiers administratifs</b>			
DEFM	Pôle Emploi /Insee		
Fichiers de suivi des dispositifs de politique de l'emploi ou de la politique de la ville ciblée sur l'emploi (exonérations ZFU)	Dares		
SIRENE	Insee		
Revenus fiscaux localisés	DGI/Insee		
Fichiers CNAM	CNAM/Insee		
Fichiers CAF localisés	CNAF/Insee		
Fichiers de gestion de l'ANRU	ANRU		
	ANRU		
Fichiers de gestion de l'ANAH			
Fichier Adeli des médecins	DREES		
Fichiers de gestion de l'EN	DEPP		
État 4001	DGPN/DGGN		

### 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

La mise en place, en 2009, sur le site SIG-Ville d'une plate-forme de saisie par internet destinée aux collectivités territoriales pour qu'elles alimentent le système d'information de la DIV, s'accompagne d'une volonté de capitalisation au service des collectivités.

Ainsi la remontée des actions entreprises par les collectivités locales dans le cadre des financements qu'elles reçoivent au titre de la dotation de solidarité urbaine, des ZUS et des CUCS, qui permettra des exploitations ultérieures en vue de mieux comprendre l'action des collectivités en matière de politique de la ville, sera conçue de manière à alimenter le rapport que ces collectivités doivent établir sur leurs financements.

### 5. Aspects particuliers du programme 2010

#### 5.1. Aspects « régionaux et locaux »

La politique de la Ville est mise en œuvre localement sur 751 ZUS et environ 1500 quartiers CUCS. Ces quartiers sont définis à une échelle infra-communale. C'est donc l'échelle à laquelle s'expriment l'ensemble des besoins, dans les domaines de la démographie, du développement économique, de l'éducation, du logement, des revenus et conditions de vie,....

Le site SIG-Ville diffuse aux acteurs locaux de la politique de la ville les informations statistiques utiles à la conduite des politiques locales, dans le respect des règles de diffusion fixées par les producteurs de données.

#### 5.2. Aspects « environnement et développement durable »

RAS

### **5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :**

La DIV a engagé une démarche d'évaluation nationale de la politique de la ville appuyée sur un programme pluriannuel d'études coordonné par l'Observatoire national des ZUS.

Les travaux retenus portent essentiellement sur l'identification des effets propres de la politique de la ville et de ses programmes, ainsi que sur le développement d'une infrastructure d'observation raisonnée en fonction de l'objectif d'évaluation (mise en place d'un suivi de cohortes de ménages à partir de 2010).

Les évaluations entreprises en 2009 traitent des effets propres des dispositifs géographiquement ciblés de développement économique sur l'emploi, la création d'activité et les retombées pour les habitants (études menées avec le département des études économiques de l'INSEE, appel à projet de recherche avec la DARES) ; les projets de réussite éducative sont également au cœur des études d'évaluation nationales pour les années 2009 et 2010.

D'autres programmes seront étudiés, en particulier les effets de la rénovation urbaine sur le peuplement des quartiers à partir de la disponibilité des données du recensement à l'échelle infra communale au premier semestre 2010. Le programme défense deuxième chance (EPIDE) fait aussi l'objet d'une évaluation d'impact par expérimentation sociale menée conjointement avec la DARES.

### **5.4. Aspects « européens »**

RAS

## **6. Diffusion des travaux**

Le DOE établit annuellement à l'automne, le *rapport de l'Observatoire National des ZUS*, rédigé avec la collaboration de différents partenaires.

Les études et travaux qu'il réalise ou pilote peuvent également faire l'objet de publications. Selon le format ils font l'objet d'un *Onzus Infos* (4 à 8 pages) ou d'un *Document de l'Onzus*.

## **7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013**

Sans objet (pas de programme à moyen terme 2009-2013 de la DIV)

### **Annexe : liste des publications diffusées effectivement en 2008-2009**

Documents de l'Onzus n°1, *Les disparités sociales et territoriales de santé dans les quartiers sensibles* – En cours d'édition

Rapport 2008 de l'Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles – Octobre 2008

*Observation locale et politique de la Ville : note stratégique et guide méthodologique* – Septembre 2008

Onzus Infos n°1, *Le niveau de vie des habitants des zones urbaines sensibles : enquêtes sur les revenus fiscaux des ménages, 2002-2005* – Juillet 2008

**INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales**  
**Département de la démographie**  
**Mission répertoires et mouvement de la population**

## **1. Exposé de synthèse**

La refonte de la base de répertoires des personnes, qui rassemble le RNIPP et le fichier électoral, a pour objectifs principaux la mise à niveau des modalités de gestion et des variables de la base et l'amélioration des services rendus aux administrations utilisatrices et aux partenaires (communes, organismes de la sphère sociale). Elle doit s'accompagner de la poursuite de la dématérialisation des échanges avec les fournisseurs (les communes en particulier) et les partenaires (organismes sociaux). Deux projets connexes sont en cours : refonte de la production des statistiques d'état civil et refonte de l'échantillon démographique permanent.

Après un test important à l'automne 2009, l'année 2010 sera celle du déploiement de la nouvelle application BRPP, des nouvelles chaînes de production des statistiques d'état civil, et des chaînes d'alimentation de l'EDP.

## **2. Travaux nouveaux pour 2010**

**La mise en place de la nouvelle application s'effectuera en 2010, à l'exception des services aux utilisateurs qui seront mis en place en 2011. Opérations répétitives**

- Collecte et exploitation des bulletins de l'état civil
- Réalisation de l'enquête d'exhaustivité de l'état civil
- Gestion du fichier électoral et du RNIPP
- Enrichissement de l'EDP à partir des bulletins des enquêtes annuelles de recensement et de l'état civil.

**INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales**  
**Département de la démographie**  
**Mission Base permanente d'équipements**

## **1. Exposé de synthèse**

L'INSEE et le SCEES ont à plusieurs reprises réalisé ensemble un inventaire des équipements des communes, la dernière fois en 1998. D'autre part, l'INSEE a réalisé une enquête équipements urbains en 1994. Dans une démarche consistant à tirer parti des sources administratives, l'INSEE a mis en place une base permanente d'équipements, qui fournit les équipements figurant dans différentes sources administratives (Sirène, Finess – équipements sanitaires et sociaux, adeli – professions libérales de la santé, etc.), avec une localisation fine des équipements dans les communes de plus de 10000 habitants et dans les communes dont l'Insee dispose d'une cartographie numérisée. Pour chaque équipement, sont collectés l'adresse et, si possible, un indicateur de capacité. Cette base associe plusieurs SSM (DEPP du ministère de l'éducation et DREES en particulier).

## **2. Travaux nouveaux pour 2010**

L'année 2010 verra l'ajout dans la base des données sur les équipements sportifs et les gendarmeries, suite aux accords conclu en 2009 avec les administrations concernées.

## **3. Opérations répétitives**

Avant d'introduire un équipement dans la base permanente, des tests seront réalisés pour apprécier la capacité à définir l'équipement et la qualité des sources administratives permettant d'obtenir l'information. D'autre part, la base fera l'objet de mises à jour annuelles, diffusées sur insee.fr.



**INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales**  
**Département de la démographie**  
**Divisions « Organisation du Recensement et Relations Extérieures » et « Méthodes et Traitements des Recensements »**

## **1. Exposé de synthèse**

La rénovation du recensement de la population a connu en 2004 sa première année de mise en œuvre. Les enquêtes qui se sont déroulées depuis confirment l'entrée en régime de croisière des nouvelles modalités de recensement. Les protocoles de collecte et de traitement sont désormais rôdés, les populations légales de chaque circonscription administrative sont publiées par décret à la fin de chaque année et les premiers résultats détaillés ont été diffusés.

Par rapport aux prévisions du programme à moyen terme 2004-2008, le recensement de la population a avancé selon le rythme prévu :

Sur la base des cinq premières enquêtes annuelles de recensement ont été établies et diffusées en 2009 les statistiques détaillées, à tous les échelons de l'Iris à la France entière et les enquêtes annuelles se poursuivent. En outre en 2009 a eu lieu le recensement de la Nouvelle-Calédonie.

## **2. Travaux nouveaux pour 2010**

En 2010 ces opérations seront reconduites quasiment à l'identique, avec cependant une nouveauté de calendrier : les enquêtes auprès des ménages ordinaires et auprès des communautés auront lieu au même moment, en janvier-février.

Un second test de l'enquête complémentaire « famille et logement », qui sera associée à l'enquête de recensement de 2011, sera mené en 2010 : il portera sur l'ensemble du protocole, et portera sur environ 30 000 personnes réparties dans 5 régions.

On préparera en 2010 quelques évolutions du questionnaire du recensement, nécessaires notamment pour se conformer aux normes internationales.

## **3. Opérations répétitives**

L'entrée du nouveau recensement en régime de croisière ouvrira une série annuelle d'enquêtes de recensement menées selon des modalités qui ont été décrites de manière détaillée dans le programme statistique pour 2004 et ne sont donc rappelées ici que dans leurs grandes lignes.

Ces enquêtes ont lieu chaque année par sondage dans les communes de 10 000 habitants ou plus et seront conduites de manière telle que, en cinq ans, le territoire de chaque commune aura été entièrement pris en compte.

Simultanément, chaque année, un cinquième des communes de moins de 10 000 habitants fera l'objet d'une enquête de recensement exhaustive, de sorte que, en cinq ans, toutes ces communes auront été recensées.

Les protocoles de collecte du nouveau recensement ont été élaborés en tenant compte de la répartition des rôles entre l'Insee et les communes telle que le précise la loi : l'Insee organise et contrôle la collecte des informations, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) préparent et réalisent les enquêtes de recensement.

La commission nationale d'évaluation du recensement propose régulièrement les adaptations qui lui semblent nécessaires, suit les mises en œuvre de ces recommandations et se prononce sur les modifications aux textes réglementaires qui encadrent le recensement.

## 4. Allégement de la charge statistique des entreprises

Sans objet pour le recensement de la population.

## 5. Aspects particuliers du programme 2010

### 5.1 Aspects régionaux et locaux

Le recensement de la population est une source statistique extrêmement attendue par les utilisateurs d'information régionale et locale, y compris infra-communale. Les résultats du recensement sont donc abondamment utilisés par de multiples acteurs de la vie économique et sociale.

En 2010, comme en 2009, l'ensemble des résultats statistiques seront mis à disposition sur [insee.fr](http://insee.fr), de l'Iris à la France entière, selon des formats variés adaptés à différents publics.

Un dispositif particulier, réservé aux acteurs publics locaux, permettra d'établir des statistiques sur des zones infra communales décrites « à la demande » comportant plus de 1 000 logements.

### 5.2 Aspects « environnement »

Les résultats statistiques produits par le nouveau recensement apportent les mêmes informations que celles issues du recensement général de la population de 1999.

### 5.3 Aspects européens

Le recensement permettra comme par le passé de répondre aux obligations européennes en matière de données portant sur les individus et les logements issues des recensements. Le recensement français est conforme au recensement qui est désormais prescrit au niveau européen par de règlement adopté en juin 2008, qui laisse aux états membres le choix de la méthode de recensement. Ce règlement est en revanche prescriptif sur la date de fourniture des données et sur les sujets à aborder.

Des ajustements devront certainement être apportés au questionnaire pour se conformer à certaines modalités de variables, en cours de discussion dans le cadre d'un règlement d'application.

## 6. Liste des publications

Quatre « Insee-Première », parus en janvier 2009, présentent les analyses nationales fondées notamment sur les enquêtes de recensement de 2004 à 2008.

- [Insee première n°1220, janvier 2009](#) : « Bilan démographique 2008 - Plus d'enfants, de plus en plus tard »
- [Insee première n°1219, janvier 2009](#) : « Enquêtes annuelles de recensement de la population 2004 à 2007 - Formation et emploi des jeunes dans les régions françaises »
- [Insee première n°1218, janvier 2009](#) : « Recensement de la population de 2006 - La croissance retrouvée des espaces ruraux et des grandes villes »
- [Insee première n°1217, janvier 2009](#) : « La population légale des communes - 63 235 568 habitants au 1er janvier 2006 »

Ils ont été accompagnés par analyses publiées simultanément dans tous les régions janvier 2009

En juillet 2009, l'ensemble des résultats statistiques détaillées, aux niveaux communaux et infra communaux, ont été mis à disposition sur internet à l'adresse suivante : <http://www.recensement-2006.insee.fr/home.action>

A cette occasion ont été diffusés un Insee Première (« [Recensement de la population de 2006 - Les migrations entre départements : le Sud et l'Ouest toujours très attractifs](#) », juillet 2009 - n°1248) et plusieurs études régionales.

**INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales**  
**Département de la démographie**  
**Cellule infrastructures géographiques**

## **1. Exposé de synthèse**

La cellule Infrastructures géographiques est responsable de la gestion de l'information géographique à l'Insee : elle gère l'évolution des découpages communaux, les bases d'information géographique infracommunale, ainsi que les zonages statistiques élaborés par l'Insee. Pour les besoins de la rénovation du recensement de la population, elle a mis en place dans les communes de 10 000 habitants ou plus un répertoire d'immeubles localisés (RIL), permettant d'associer à chaque construction à usage d'habitation ou d'activité une adresse et une localisation. Le RIL s'inscrit dans la démarche de service public de mise en place du référentiel à grande échelle (RGE), menée sous maîtrise d'œuvre de l'Institut géographique national.

## **2. Travaux nouveaux pour 2010**

L'extension du RIL aux communes qui franchissent le seuil des 10 000 habitants, débutée en 2009 aboutira en 2010 après enrichissement et expertise par les communes pour les communes des groupes 3,4,5 qui passeront au sondage en 2011. Les travaux seront engagés pour les communes qui passeront au sondage en 2012, ainsi que pour celles dont la population diminue et qui passeront donc à une collecte exhaustive.

Redéfinition des unités urbaines, cohérente avec les populations légales issues du nouveau recensement.

## **3. Opérations répétitives**

Mise à jour annuelle du RIL, à partir de sources administratives et collaboration avec les communes.  
Mise à jour du code officiel géographique.

## **6. Liste des publications**

Code Officiel Géographique, mise à jour 2009. Le Code Officiel Géographique est accessible sur le site internet de l'Insee, à la rubrique « nomenclatures ».

**INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales**  
**Unité des études démographiques et sociales**  
**Cellule statistiques et études sur l'immigration**

## **1. Exposé de synthèse**

L'essentiel des travaux de la cellule en 2010 portera sur l'exploitation de l'enquête TeO, notamment en participant à la rédaction d'un ouvrage à paraître en 2011 dans les collections de l'Ined. Sous réserve des disponibilités, d'autres études sur les populations immigrées seront entamées conformément aux orientations inscrites dans le programme à moyen terme 2009-2013.

## **2. Travaux nouveaux pour 2010**

### **2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an**

Pas d'enquêtes nouvelles

### **2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2010**

Néant

### **2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010**

2010 sera la deuxième année d'application du nouveau règlement sur les statistiques de migrations, et verra la poursuite des travaux sur les flux migratoires, en lien avec la division « enquêtes et études démographiques ».

## **3. Opérations répétitives**

Réponses aux demandes institutionnelles intérieures et extérieures (ONU, OCDE...)

## **4. Allègement de la charge statistique des entreprises**

## **5. Aspects particuliers du programme 2010**

### **5.1. Aspects « régionaux et locaux »**

### **5.2. Aspects « environnement et développement durable »**

### **5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :**

### **5.4. Aspects « européens »**

## **6. Diffusion des travaux**

## **7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013**

### **Annexe : liste des publications diffusées effectivement en 2008-2009**

« L'activité des immigrés » Jacqueline Perrin-Haynes, *Insee Première* n°1212

**INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales**  
**Unité des études démographiques et sociales**  
**Division enquêtes et études démographiques**

## **1. Exposé de synthèse**

En 2010, la division poursuivra ses travaux réguliers de comptabilité démographique (production des estimations de populations nationales, régionales et départementales, production des indicateurs démographiques nationaux). Elle continuera à participer à l'exploitation du recensement et de ses enquêtes annuelles, en lien avec ses productions statistiques habituelles.

Elle poursuivra également les projets non réguliers déjà engagés :

- l'enquête handicap/santé (production du fichier de production et de recherche associant le volet « ménages » collecté en 2008, et le volet « institutions », collecté en 2009, poursuite des post-enquêtes associées au volet « ménages ») ;
- la refonte de l'échantillon démographique permanent (production de la nouvelle base d'études restructurée prévue pour fin 2010 ou début 2011) ;
- l'enquête Famille et logements (réalisation d'un test de protocole à grande échelle avec l'enquête annuelle de recensement 2010) ;
- projections démographiques.

## **2. Travaux nouveaux pour 2010**

### **2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an**

Aucune opération nouvelle ou rénovée n'est prévue.

### **2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2010**

Aucune opération nouvelle ou rénovée n'est prévue.

### **2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010**

Aucune opération nouvelle ou rénovée n'est prévue.

### 3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
<b>Enquêtes</b>			
Enquête Villes	Division des enquêtes et études démographiques		Enquête auprès des communes pour la production des indicateurs démographiques mensuels
<b>Exploitation de fichiers administratifs</b>			
Suivi de mortalité de différents échantillons de mortalité	Division des enquêtes et études démographiques		
<b>Autres travaux répétitifs</b>			
Production des estimations de population nationale, régionale et départementale au 1er janvier (i.e. répartition par sexe, âge et situation matrimoniale au niveau national).			
Production des indicateurs démographiques nationaux, annuels			
Production des indicateurs démographiques nationaux, mensuels			

### 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet.

### 5. Aspects particuliers du programme 2010

#### 5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Rien à signaler.

#### 5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Rien à signaler.

#### 5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

Rien à signaler.

#### 5.4. Aspects « européens »

Rien à signaler.

### 6. Diffusion des travaux

Les estimations de population et les indicateurs démographiques sont publiées sur le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr).

En 2010, production d'un fichier de production et de recherche de l'enquête handicap-santé, champ complet (volet « ménages » et volet « institutions »).

Publication des résultats des projections démographiques.

## 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Refonte de l'échantillon démographique permanent	Division des enquêtes et études démographiques	Mise en œuvre fin 2010	Spécifications détaillées en 2009	En cours
Enquête Famille et Logements	Division des enquêtes et études démographiques	Enquête avec l'enquête annuelle de recensement de 2011	Test de questionnaire en 2009 et de protocole en 2010	Test de questionnaire réalisé. Préparation du test 2010 en cours.
Nouvelles projections démographiques	Division des enquêtes et études démographiques	Publication fin 2010		Début de la concertation au 2e semestre 2009
Enquête sur le handicap et la santé	Division des enquêtes et études démographiques (avec la DREES)	Diffusion du volet ménages en 2009. Diffusion du volet institutions en 2010		Préparation des fichiers de diffusion du volet ménages en cours. Collecte du volet institutions fin 2009

### Annexe : liste des publications diffusées effectivement en 2008

Bilan démographique 2007, *Insee première*, n°1170, janvier 2008.

La situation démographique en 2006, *Insee résultats*, n°84SOC, août 2008.

Statistiques d'état civil - décès en 2006, *Insee résultats*, n°78SOC, mars 2008.

Statistiques d'état civil - mariages en 2006, *Insee résultats*, n°75SOC, janvier 2008.

Statistiques d'état civil - naissances en 2006, *Insee résultats*, n°74SOC, janvier 2008.

Statistiques d'état civil - naissances en 2007, *Insee résultats*, n°85SOC, août 2008.

Contribution aux *Tableaux de l'économie française* (INSEE) et à *France portrait social* (INSEE).

L'activité des femmes est toujours sensible au nombre d'enfants, *Insee première*, n°1171 - janvier 2008 (F. Daguet, O. Chardon avec les EAR)

Les familles monoparentales : des difficultés à travailler et à se loger, *Insee première*, n°1195 - juin 2008 (F. Daguet, O. Chardon, E. Vivas, EAR).

Les relations des parents séparés avec leurs enfants adultes, *Insee Première* N°1196 - juin 2008 (E. Vivas, Enquête ERFI).

Mourir avant 60 ans, le destin de 12 % des hommes et 5 % des femmes d'une génération de salariés du privé, *France Portrait social 2008* (R. Bouhia, panel DADS enrichi du suivi de mortalité).

**INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales**  
**Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie**  
**des ménages**  
**Division des prix à la consommation**

## 1 - Exposé de synthèse

L'accent est mis sur l'amélioration de la méthodologie de **l'indice des prix à la consommation** et sur une diffusion plus diversifiée et mieux adaptée à la demande. En liaison avec les travaux menés au niveau européen, une attention particulière sera portée sur le traitement du logement dans l'indice des prix.

## 2 - Travaux nouveaux pour 2010

### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

#### Enquête de comparaison de niveau de prix entre les DOM et la métropole.

Les besoins d'information sur les différences en niveau entre les prix pratiqués en France métropolitaine et les DOM sont importants. La dernière enquête portant sur cette question date de 1992. Le but de la nouvelle étude est de refaire un point complet sur cette question. Elle utilisera en partie les données collectées dans le cadre de l'indice des prix à la consommation mais aussi celles d'une enquête spécifique. La collecte pour cette nouvelle enquête est actuellement prévue à l'automne 2009. L'exploitation des résultats et leur publication sont prévues au premier semestre 2010.

### 2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2010

#### Projet exploitation des données issues des systèmes d'information de la grande distribution

Les systèmes d'information des acteurs de la grande distribution contiennent de nombreuses informations pouvant être utilisées pour les comparaisons spatiales de prix, pour le calcul des prix moyens conformément aux recommandations du rapport Quinet de façon à se rapprocher d'une notion de coût de la vie, pour le suivi des produits éco-labellisés et, plus généralement, dans le cadre de la fabrication de l'indice des prix. Le but de ce projet est de mettre en place une exploitation de ces données dans un cadre opérationnel. Dans un premier temps, débutant en septembre 2009, un important travail permettra de définir l'étendue, la méthodologie et l'organisation de cette exploitation.

### 2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010

#### 2.3.1) Mise en place d'un indice expérimental sur les dépenses des propriétaires occupants

Dans le cadre européen, la France participe à la mise en place de projets pilote sur le suivi des prix liés aux dépenses des propriétaires occupant leurs logements. Les achats immobiliers sont actuellement exclus de l'indice car considérés comme de l'investissement. L'expérience lancée vise à élaborer un indice dans ce domaine avant d'étudier son éventuelle intégration dans l'IPC. La production de ce nouvel indice utilisera prioritairement les sources existantes. L'expérimentation sous l'égide d'Eurostat devrait aboutir à la publication début 2010 d'une première étude. Les travaux se poursuivront en vue du passage à une production courante.

#### 2.3.2) Atterrissage du projet de rénovation de l'indice DOM

La rénovation de l'indice des prix dans les DOM qui fait suite au projet métropolitain doit aboutir début 2010 avec l'adoption des outils métropolitains de collecte et de traitement des données. Cela se traduit par le recours à la saisie portable pour les enquêteurs et l'utilisation du poste de gestion et des outils qualitatifs pour les gestionnaires. L'ensemble permettra une intégration complète des DOM dans le processus de production.

#### 2.3.3) Amélioration de la qualité de l'IPC

- L'animation et la formation du réseau régional (collecte et production) seront poursuivies en liaison avec la Division "Coordination des activités d'enquête et des méthodes de collecte".



- La méthodologie de l'IPC sera améliorée sur divers points :

\* développement des méthodes hédoniques pour le traitement des effets qualité lors des remplacements, en particulier dans les biens durables et l'habillement et de manière plus générale amélioration des méthodes de remplacement de produit en liaison avec l'échantillonnage.

\* rénovations ou améliorations méthodologiques sur certains indices tarifaires (de manière générale sur les produits à évolution rapide et tarification complexe).

### 3 - Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
<b>Enquêtes</b>			
Collecte des prix	INSEE-DSDS		
Enquête auprès des opérateurs de télécommunications	INSEE-DSDS		
<b>Exploitation de fichiers administratifs</b>			
<b>Autres travaux répétitifs</b>			
Production des indices de prix (IPC, IPCH, IGPD...)	INSEE-DSDS		

### 4 - Allègement de la charge statistique des entreprises

Aucune évolution particulière n'est envisagée.

### 5 - Aspects particuliers du programme 2010

#### 5.1. Aspects « régionaux et locaux »

*Comparaisons spatiales de niveaux de prix.* Pour répondre à des besoins locaux portant sur les différences de prix en niveaux, notamment dans les DOM, une enquête spécifique doit être menée. Voir le point 2.1.

#### 5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Rien à signaler.

#### 5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

Rien à signaler.

#### 5.4. Aspects « européens »

Le processus d'harmonisation européenne des indices de prix se poursuivra en 2010.

La France continuera les travaux portant sur l'indice des dépenses des propriétaires occupants. Ce projet pluriannuel devrait se poursuivre et s'approfondir en vue d'une production courante.

Par ailleurs, dans le cadre d'un "plan d'action" élaboré par Eurostat, un ensemble de travaux à caractère méthodologique a été entrepris pour progresser sur les deux dossiers délicats de l'échantillonnage et de l'ajustement de qualité. Ces travaux entrepris sur la base du cas par cas ont déjà débouché sur des propositions d'amélioration des méthodes de calcul de l'IPCH mais se poursuivront.

### 6 - Diffusion des travaux

L'indice des prix continuera à être élaboré et diffusé mensuellement.

Cette diffusion passe par deux informations rapides (indice des prix à la consommation et indice des prix dans la grande distribution) et par internet où l'on trouve toute la gamme des indices produits : indices de référence détaillés, indices CVS, inflation sous-jacente, IPCH de la France et de ses partenaires.

Seront également mises à jour les données servant au simulateur d'indice des prix personnalisé (mise à jour mensuelle) et les études sur les indices des prix par catégories de ménages (mise à jour annuelle).

Par ailleurs, la BDM est actualisée le jour de la publication des indices.

## 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Indice des propriétaires occupants	INSEE-DSDS			En cours
Exploitation des données de caisses	INSEE-DSDS		Démarrage du projet en septembre 2008	Non commencé
Remplacement des outils de collecte	INSEE-DSDS			Non commencé
Rénovation des indices des produits frais	INSEE-DSDS		Travaux préliminaires en cours	En cours
Amélioration des traitements des effets qualité	INSEE-DSDS			En cours
Comparaisons spatiales de prix	INSEE-DSDS		Enquête prévue pour l'automne 2009	Avancé, en cours
Intégration de Mayotte dans l'IPC	INSEE-DSDS		Mission d'évaluation prévue en 2009	Non commencé

### Annexe : liste des publications diffusées effectivement en 2008-2009

- Une publication mensuelle « Informations Rapides » diffusant l'indice des prix à la consommation.
- Une publication mensuelle « Informations Rapides » diffusant l'indice des prix dans la grande distribution.
- « Prix à la consommation – moyennes annuelles 2007 et 2008 », Informations Rapides n°18, janvier 2009.
- Participation au chapitre «revenus des ménages », in « France, portrait social 2007/2008 » novembre 2008.
- Insee- Première N° 1191 de mai 2008 : « [Les variations de prix des produits alimentaires](#) ».

**INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales**  
**Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie**  
**des ménages**  
**Division conditions de vie des ménages**

## 1. Exposé de synthèse

Le programme 2010 de la division confirme les opérations prévues précédemment et annoncées dans sa contribution au moyen terme 2009-2013.

Cinq enquêtes seront collectées :

- l'enquête Emploi du temps 2009. Elle débute en septembre 2009 et finit en août 2010. Elle prolonge l'enquête Emploi du temps de 1998. Elle comprend en outre un module consacré aux décisions dans le couple. Il produira des données qui permettront d'avancer dans la mesure statistique des inégalités à l'intérieur du ménage (proposition n° 40 du rapport "Niveaux de vie et inégalités sociales" CNIS, 2008).
- l'enquête Budget des familles 2010-2011. La collecte débutera en octobre 2010. Elle s'inscrit dans la série des enquêtes de budget entamée en 1979 et en conformité avec l'accord informel passé avec Eurostat en vertu duquel une enquête de ce type doit être réalisée tous les cinq ans environ.
- l'enquête annuelle "Technologies de l'information et de la communication 2010". La collecte aura lieu en avril et mai. L'enquête répond au règlement européen relatif aux statistiques sur la société de l'information (2004/808).
- l'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages.
- l'enquête de victimation "Cadre de vie et sécurité". Réalisée en collaboration avec l'Observatoire national de la délinquance, elle sera collectée, comme les années précédentes, de janvier à mars.

Par ailleurs, la division se consacrera, au cours de l'année, à la préparation de deux autres opérations :

- l'enquête Sans-domicile 2012. Elle aura lieu au début de l'année 2012. Elle prolonge l'opération réalisée en 2001. Elle s'inscrit dans le souci de contribuer à la mise sur pied d'un système cohérent et efficace de mesure des situations de mal-logement ou de privation de domicile, qui est un objectif du moyen terme 2009-2013. La préparation de l'enquête s'appuiera notamment sur l'exploitation d'une enquête méthodologique sur les sans-abri réalisée à Toulouse en janvier et février 2009.
- la 4<sup>ème</sup> vague de l'enquête SHARE. Les vagues précédentes de ce panel d'individus de 50 ans et plus, qui a débuté en 2004, avaient été réalisées dans plusieurs pays, dans le cadre d'un projet financé principalement par la Commission européenne et piloté par un consortium d'institutions de recherche. Ce dispositif est amené à changer, avec une prise en charge nationale du financement de l'enquête, dans chaque pays concerné. L'engagement de la division dans la préparation de l'enquête est conditionné par la confirmation de ce financement.

## 2. Travaux nouveaux pour 2010

### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

L'enquête Budget des familles 2010-2011 débutera en octobre 2011. Il s'agit de la 7<sup>ème</sup> édition de l'enquête (après celles de 1979, 1985, 1989, 1995, 2001, 2006). Elle reprend les principales caractéristiques des précédentes, que partagent d'ailleurs la plupart des enquêtes étrangères sur le budget des ménages :

- collecte par carnet de compte rempli par le ménage durant une période fixée ;
- collecte des dépenses les plus importantes par interrogation directe en face à face.

L'enquête 2010-2011 introduit cependant un changement important : le questionnaire, réalisé jusque là en trois visites, est allégé pour être passé en deux visites d'une heure. Il s'agit ainsi, en allégeant la charge d'enquête supportée par les ménages, d'améliorer les taux de réponse.

Une partie de l'allègement est obtenue par la réduction du questionnement sur les revenus que permet l'appariement du fichier de collecte avec les fichiers fiscaux (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, ...) et sociaux (fichiers des allocataires des CAF).

## 2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2010

Comme cela vient d'être dit l'enquête Budget des familles 2010-2011 sera appariée aux fichiers fiscaux (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, ...) et sociaux (fichiers des allocataires des CAF).

Un appariement analogue est réalisé pour l'enquête Emploi du temps 2009.

## 2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010

Pas de remarque

## 3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
<b>Enquêtes</b>			
Cadre de vie et sécurité	CDV		Annuelle - janvier à mars - prioritaire
Technologies de l'information et de la communication	CDV		Annuelle - avril/mai prioritaire
Conjoncture auprès des ménages mensuelle	CDV		Mensuelle prioritaire
<b>Exploitation de fichiers administratifs</b>			
<b>Autres travaux répétitifs</b>			

## 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet

## 5. Aspects particuliers du programme 2010

### 5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Trois des enquêtes collectées en 2010 (Technologies de l'information et de la communication, Emploi du temps, Budget des familles) concernent aussi les DOM. Il n'est en revanche pas prévu d'extension locale pour les enquêtes de la division en 2010.

### 5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Il est prévu d'intégrer dans le questionnaire de l'enquête Budget des familles 2010-2011 des questions complémentaires sur l'utilisation des moyens de transports. Elles doivent permettre de déterminer l'ensemble de la consommation énergétique du ménage.

L'enquête recueille par ailleurs les tickets de caisse correspondant aux dépenses du ménage durant la fenêtre d'observation. Elle pourra donc, le cas échéant, collecter les informations sur l'empreinte carbone des produits, si cet affichage est en vigueur à la date de l'enquête.

### 5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

Sans objet.

### 5.4. Aspects « européens »

La division réalise une enquête sous règlement (Technologies de l'information et de la communication). Deux autres de ses enquêtes font l'objet d'une harmonisation conduite par Eurostat sur la base du volontariat des pays membres (Emploi du temps, Budget des familles).

La division pourrait se voir confiée la prise en charge, complète ou partielle, des opérations prévues par le programme européen d'enquêtes EPSS, susceptible de se mettre en place à partir de 2010.

## 6. Diffusion des travaux

Il n'est pas prévu de modification dans la politique de diffusion de la division ainsi que dans les supports utilisés. Les enquêtes réalisées donneront lieu à un fichier de production et de recherche mis à disposition des chercheurs par l'intermédiaire du Centre Quêtelet. Les travaux de la division seront publiés sous les formes usuelles (Insee-Première, Insee-Résultats, France Portrait Social, mise en ligne sur insee.fr, articles dans des revues scientifiques).

Publications 2008-2009 : voir annexe

## 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Les enquêtes prévues par le programme moyen terme de 2008 restent programmées sans changement notable, notamment de calendrier. En particulier, la réalisation de la quatrième vague du panel Share, dont le financement devient national, devrait pouvoir être confirmée d'ici la fin de l'année.

La mise en place du dispositif européen d'enquêtes sociales (EPSS) promu par Eurostat pourrait débuter dès 2010. Les formes de la participation du service à la réalisation de ce programme sont actuellement à l'étude.

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Budget de famille	CDV	Début : octobre 2010	Réduction à deux visites	
Cadre de vie et sécurité	CDV	janvier - mars	Enquête annuelle	
Technologies de l'information et de la communication	CDV	avril-mai	Enquête annuelle, téléphonique pour partie.	Enquête complémentaires prévues pour redresser le biais d'échantillonnage
Emploi du temps - décision dans le couple	CDV	septembre 2009 - septembre 2010		
Share	CDV	2011	4 <sup>ème</sup> vague du panel	
Sans domicile 2012	CDV	Janvier-février 2012		
CAMME	CDV	janvier à décembre	mensuelle	

## Annexe : liste des publications diffusées effectivement en 2008-2009

- J. Accardo et al., "L'inflation accélère et touche davantage les ménages modestes et ruraux", in *France Portrait Social 2008*.
- P. Godefroy, "L'approche de la pauvreté en condition de vie, complément de l'approche monétaire", in *Insee-référence Revenus et patrimoine 2009*.
- T. Le Jeannic, "Les violences faites aux femmes", *Insee Première*, n° 1180 (avec L. Tournyol du Clos).
- T. Le Jeannic et al., "Protéger son logement contre le vol et contre ses peurs", *Insee Première*, n° 1177
- T. de Saint Pol, "La consommation alimentaire des hommes et des femmes vivant seul", *Insee Première* n° 1194
- M. Theulière, "Qui compte en francs, qui compte en euros", *Insee Première*, n° 1181.
- José Ribera, "Les vacances en 2004", *Insee-résultats*
- T. de Saint Pol (2008). « Obésité et milieux sociaux en France : les inégalités augmentent, Bulletin épidémiologique hebdomadaire, Institut de veille sanitaire, n°20, pp.175-179, 13 mai.
- T. de Saint Pol (2008). Compte-rendu « Le pouvoir des grands. De l'influence de la taille des hommes sur leur statut social » (N. Herpin), *Revue française de sociologie*, 49-2, pp.440-443, avril-juin.
- T. de Saint Pol (2008). « Organisation du travail dans la semaine des individus et des couples actifs : le poids des déterminants économiques et sociaux », avec L. Lesnard, *Notes & Documents*, 2008-02, Paris, Sciences Po/CNRS
- T. de Saint Pol (2008). « Peut-on parler d'inégalités sociales en matière d'obésité ? », *Réalités en nutrition*, n°12, septembre.
- T. de Saint Pol (2008). « De la coopération à la collaboration : petite histoire de la construction d'une enquête sur la pauvreté et l'exclusion sociale en Pologne », (avec D. Verger), *Courrier des statistiques*, n°124, mai-octobre.
- T. de Saint Pol, L. Lesnard (2009), « Organisation du travail dans la semaine des individus et des couples actifs : le poids des déterminants économiques et sociaux », *Économie et Statistique*, n° 414, pp.53-74.
- T. de Saint Pol (2009), « L'Indice de masse corporelle (IMC) ne doit pas s'utiliser sans limites », *Lettre du Crest*, n°74, mars.
- T. de Saint Pol (2009), « Évolution of obesity and change in social inequalities in France », *Document de travail du Crest*, Insee.
- T. de Saint Pol (2008), « Santé et pauvreté en France : une persistance des inégalités ? », *Protection sociale et mutualité en Europe*, Actes des VIe rencontres européennes de la MGEN, pp. 55-68.
- S. Ponthieux, « Les travailleurs pauvres comme catégorie statistique - Difficultés méthodologiques et exploration d'une notion de pauvreté en revenu d'activité », INSEE, Document de travail de la DSDS.
- S. Ponthieux, « Public and private employment and the gender wage gap in 8 European countries », avec Dominique Meurs, in ETUI-REHS *Privatisation and marketisation of services - social and economic impacts on employment, labour markets and trade unions*.
- S. Ponthieux, « Les analyses du capital social : apports et controverses », *Informations Sociales* n°147.
- S. Ponthieux, « Les travailleurs pauvres », avec Émilie Raynaud, in ONPES, *Les travaux de l'Observatoire 2007-2008*.

### Publications rattachées à la division

- Brousse Cécile, Firdion Jean-Marie, Marpsat Maryse, 2008, *Les sans-domicile*, Paris : La Découverte, coll. Repères, n°523.
- Nivière Delphine, Marpsat Maryse, Renard Éric, 2008, « Le logement des bénéficiaires de minima sociaux », *Travaux de l'Observatoire 2007-2008*, 385-411.
- Marpsat Maryse, 2008, « Bilan des sources et méthodes des statistiques publiques concernant les personnes sans domicile », *Travaux de l'Observatoire 2007-2008*, 413-432.
- Marpsat Maryse, Maurel Élisabeth, 2008, « Le logement, une dimension de la pauvreté en conditions de vie », *Regards croisés sur l'économie*, numéro spécial « Pour en finir avec la pauvreté : mesures, mécanismes et politiques », n°4, 70-82, septembre.

- Nivière Delphine, Marpsat Maryse, Renard Éric, 2008, « Les difficultés de logement des bénéficiaires de minima sociaux », *Études et Résultats*, n°630, avril.
- Marpsat Maryse, 2008, « L'enquête de l'Insee sur les sans-domicile : quelques éléments historiques », *Courrier des Statistiques*, n°123, janvier-avril, 53-64.
- Marpsat Maryse, 2008, *The INED research on homelessness, 1993-2008, volume 1*, Paris : INED, Document de travail n°156,
- Marpsat Maryse, M., Pichon P., « La genèse de la recherche en France : composer avec le mouvement associatif, observer et analyser des situations vécues et des rapports sociaux, caractériser et compter », in Pascale Pichon (dir.), *Comparer l'incomparable ? Les personnes à la rue : Belgique, France, Québec*, à paraître aux Presses de l'Université de Louvain en octobre 2008.
- Marpsat M., « Combiner les méthodes et les points de vue. De l'enquête statistique au journal intime d'Albert Vanderburg », in Pascale Pichon (dir.), *Comparer l'incomparable ? Les personnes à la rue : Belgique, France, Québec*, à paraître aux Presses de l'Université de Louvain en octobre 2008.

**INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales**  
**Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie**  
**des ménages**  
**Division logement**

## **1. Exposé de synthèse**

La Direction des statistiques démographiques et sociales a confié à la division Logement une expertise du dispositif d'observation de l'Insee dans le domaine du logement, en vue d'une exploitation cohérente des différentes sources d'information disponibles, autour des thèmes du mal-logement et du développement durable. Cette expertise, dont les travaux démarrent en mars 2009, conduira à préciser les contours d'un dispositif cible à partir de 2010. La prochaine enquête Logement doit notamment évoluer pour tenir compte de la mise à disposition en cours du recensement et de la source annuelle que constitue SRCV.

La qualité de la connaissance de l'évolution conjoncturelle des loyers sera améliorée par la collecte d'une partie des données auprès d'un échantillon de bailleurs sociaux. La phase d'initialisation de ce nouveau dispositif d'enquête (échantillonnage, recueil des données sur les bailleurs interrogés) est prévue fin 2010, pour une collecte de données à partir de 2011.

Compte tenu de l'amélioration des taux de couverture des bases notariales, la publication des indices du logement ancien pourra être avancée d'environ un mois dès mi-2009. Les publications s'orienteront vers une mise en avant des données corrigées des variations saisonnières. Le rebasage des indices (base 2005) est l'occasion d'envisager des indices mensuels. Le Conseil scientifique des indices Notaires-Insee apportera également son expertise pour la mise en place d'indices de prix des logements neufs.

## **2. Travaux nouveaux pour 2010**

### **2.1. Expertise du dispositif d'observation de l'Insee sur le logement**

Le nouveau recensement, dont les premiers résultats seront disponibles en mars 2009, fournira des informations sur le confort et le peuplement des logements. Le dispositif SRCV (Statistiques sur les ressources et les conditions de vie) propose un suivi annuel des taux d'effort et de certains indicateurs sur les conditions de logement. L'enquête Logement, dont la dernière en date a été réalisée en 2006, rend compte de façon détaillée de l'équipement du logement, de son environnement et des dépenses des ménages. Il s'agit de faire une évaluation des forces et faiblesses de ces diverses sources et de leur positionnement les unes par rapport aux autres.

De plus, le dispositif d'observation actuel présente des limites, notamment dans sa difficulté à rendre compte des mécanismes et processus qui mènent aux inégalités dans le domaine de l'habitat et aux situations marginales de logement. Il est également sollicité pour répondre à la demande d'une information plus détaillée au niveau local, plus fréquente et ciblée (indicateurs à périodicité annuelle).

C'est pourquoi la division Logement engagera en 2009 une expertise du dispositif d'observation existant dans le domaine du logement, pour évaluer sa capacité à répondre à ces problématiques et les usages qui en sont faits. Cette expertise conduira à préciser les contours d'un dispositif cible à partir de 2010 et en particulier les préconisations pour la prochaine enquête logement en terme de questionnement et d'échantillonnage

### **2.2. Enquête Logement 2012**

La prochaine enquête logement est programmée pour 2012. Si cette date est confirmée, elle implique un démarrage des consultations relatives au format de l'enquête et au contenu du questionnaire dès le dernier trimestre 2009.

Plusieurs partenaires ou utilisateurs de l'enquête ont exprimé des demandes d'évolution du questionnaire pour renforcer certaines dimensions de la connaissance des difficultés de logement (hébergement



contraint, insalubrité, indécence) ou des problématiques de développement durable et de rénovation des logements (complément physique d'évaluation de la performance thermique de l'habitat). L'enquête fait aussi l'objet d'une demande forte de la part des Comptes nationaux et du Compte satellite du logement ainsi que de nombreux chercheurs, sur les thématiques de la ségrégation urbaine, de l'hébergement contraint, de la mobilité ou des dépenses énergétiques.

Ces problématiques rejoignent celles visées par l'expertise demandée sur les différentes sources sur le logement que produit l'Insee. La future enquête Logement en tiendra compte, en articulation avec les sources annuelles que constituent le recensement et de SRCV.

### **2.3. Enquête Loyers & Charges auprès des bailleurs sociaux**

L'Insee calcule l'indice des loyers, qui entre dans la composition de l'indice des prix à la consommation, à partir des données qu'il collecte auprès de ménages locataires dans le cadre de l'enquête trimestrielle « Loyers & Charges ». Des travaux ont été engagés pour en améliorer la qualité.

Dans le parc privé, l'Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne (Olap) donne des évaluations comparables à celles de l'enquête Loyers & Charges. Les mesures de l'Olap ne satisfont cependant pas les conditions pour un suivi conjoncturel (l'enquête de l'Olap est annuelle et les délais de mise à disposition sont de plusieurs mois). Toutefois, l'Insee s'engagera dans une collaboration approfondie avec l'observatoire, dans le but de vérifier dans le temps la qualité des données collectées dans Loyers & Charges et dans l'enquête Logement.

Pour le secteur social, l'expression des besoins d'une nouvelle enquête auprès d'un échantillon de bailleurs sociaux en remplacement de l'enquête auprès des ménages a été remise au Comité des investissements de l'Insee pour avis fin avril 2009. Des contacts sont pris avec des bailleurs pour étudier la faisabilité sur le terrain et préparer l'étude préalable. La phase d'initialisation de l'enquête (échantillonnage, recueil des données sur les bailleurs interrogés) est prévue en 2010, pour une collecte de données à partir de 2011.

### **2.4. Indices de prix des logements**

Compte tenu de l'amélioration des taux de couverture des bases notariales, la publication des indices du logement ancien pourra être avancée d'environ un mois dès mi-2009. Les publications s'orienteront vers une mise en avant des données corrigées des variations saisonnières. Des indices en nouvelle base seront diffusés à partir de 2010. Enfin, le rebasage est l'occasion de réfléchir, dans le cadre du Conseil scientifique des indices Notaires-Insee, à la mise en place d'indices mensuels.

La division compte sur le recrutement d'un attaché fin 2009 pour accompagner les notaires dans la mise en place des indices mensuels mentionnés ci-dessus et relancer également l'expertise, demandée au Conseil scientifique des indices Notaires-Insee, des travaux menés pour le compte d'Eurostat par la division des Prix à la consommation, sur un indice de prix des logements neufs.

### 3. Opérations répétitives

Thèmes et opérations	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
Enquête Loyers et charges	Division logement		Le tirage de l'enquête se fera dans le nouveau recensement à partir de mai 2009. Certains aménagements du plan de sondage vont en découler. En particulier le nouveau tirage ne permettant pas de stratification par tranche d'unité urbaine, il n'est plus possible d'exclure du tirage les communes rurales. On a prévu d'augmenter dans un premier temps l'échantillon entrant de 250 logements.
Études à partir de l'enquête Logement 2006 - Insee Première	Division logement		Insee-Première sur l'accession à la propriété, les dépenses en logement, les loyers.
Travaux de recherche à partir de l'enquête Logement 2006	Division logement / chercheurs		La division intégrera dans son programme de travail les travaux de chercheurs qui souhaitent disposer d'appariements au niveau communal avec des indicateurs de spatialisation ou de caractérisation géographique, pour travailler dans des domaines en lien direct avec les problématiques du développement durable : ségrégation urbaine, arbitrages entre logement et transport, etc.
Mise à disposition de données sur le logement à partir de l'enquête Logement, du recensement et de SRCV	Division logement / Ined		Tableaux mis progressivement en ligne sur insee.fr. Faute de moyens, la division a renoncé en effet à mettre à disposition les résultats de l'enquête Logement 2006 sous la forme d'un Insee-Résultats.
Indices Notaires-Insee	Division logement/Notaires/Conseil scientifique des indices Notaires-Insee		Surveillance et validation du calcul des indices Notaires-Insee des prix de l'immobilier, effectué par les notaires
Bilan annuel Logement et compte satellite du logement	Division logement		Estimation du parc de logements et de son évolution

### 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

La division n'a pas d'enquêtes auprès des entreprises en l'état actuel de son dispositif d'observation. Le projet de collecte de loyers auprès des bailleurs sociaux en constitue une. Ce projet vise à améliorer la qualité du recueil des loyers en interrogeant le bailleur plutôt que le ménage.

Environ 150 bailleurs sociaux sur un millier seront interrogés pour une trentaine de relevés chacun. Une des cibles principales assignées au projet est de partir des systèmes d'information des bailleurs afin de réduire la charge de collecte au strict minimum.

De plus le dispositif a vocation à converger à terme avec le projet de rénovation de l'enquête sur le parc locatif social du Meeddad.

## 5. Aspects particuliers du programme 2010

### 5.1. Aspects régionaux et locaux

Certaines parties de l'enquête Logement peuvent faire l'objet d'un tirage représentatif au niveau régional ou local, si la demande existe, comme ce fut le cas en 2006. Cependant, il n'est pas possible de multiplier ces extensions ni d'atteindre une représentation infra-régionale systématique pour des raisons de coûts.

En revanche, la division exploitera les données du recensement rénové dans le cadre de son projet d'expertise des sources mentionné au point 2.1 ci-dessus.

### 5.2. Aspects environnement et développement durable

Le questionnaire de l'enquête Logement 2012 pourra comprendre comme ses prédécesseurs un questionnement sur les dépenses d'énergie dans l'habitat des résidences principales.

En partenariat avec le Meeddat, l'Insee envisage un module d'interrogation complémentaire sur les consommations d'énergie du ménage et une évaluation de la qualité thermique du logement par des experts du bâtiment.

### 5.3. Aspects évaluation des politiques sociales publiques

Dans le cadre de l'expertise mentionnée au point 2.1, la division mènera des travaux d'évaluation des situations marginales de logement. Elle suivra notamment les préconisations énoncées par le groupe de travail sur les situations marginales de logement, qui a associé tout au long de l'année 2008 des experts en provenance de nombreux organismes (Meeddat, Insee, Anah, CGDD, Cnaf, Drees, INVS, etc.) et dont le rapport est en cours de finalisation.

### 5.4. Aspects européens

Le projet de mesure des consommations d'énergie et d'évaluation de la qualité thermique des logements envisagée avec le Meeddat s'appuie sur les expériences de pays européens.

Les indicateurs européens sur les conditions de logement disponibles aujourd'hui sur le site d'Eurostat (surpeuplement, nombre de pièces par personne, part des charges financières dues aux coûts de logement) sont ceux du panel européen des ménages, interrompu en 2001, et de l'enquête budget de familles. La comparaison des indicateurs obtenus par ces sources et des sources alternatives est un des axes de l'expertise mentionnée au point 2.1.

## 6. Diffusion des travaux

### 6.1. Enquête Logement 2006

Un fichier de production et de recherche est disponible auprès du réseau Quételet. Des tableaux seront diffusés sur le web de l'Insee. Des études sont publiées sur les différents supports de l'Insee ou avec des partenaires extérieurs et des chercheurs.

### 6.2. Indices des Loyers

Les indices sont diffusés par le biais des publications habituelles de l'indice des prix à la consommation.

### 6.3. Indices Notaires-Insee des prix des logements anciens

Les indices sont mis en ligne sur le web (rubrique « indices et séries statistiques » et banque de données macro-économiques) et publiés dans Infos-Rapides. Ils font également l'objet d'une diffusion par les notaires, à laquelle est associé l'Insee.

### 6.4. Bilan annuel logement

Les principaux résultats sont repris dans le rapport annuel de la commission des Comptes du logement. Le changement de base avec la disponibilité d'un cycle complet d'enquêtes annuelles de recensement pourrait être l'occasion d'une publication plus ciblée et à plus large diffusion.

## 7. Suivi des travaux prévus au programme A moyen-terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Expertise du dispositif d'observation de l'Insee sur le logement	Division logement / Ined	Remise d'un rapport en mars 2010	Le rapport contient un bilan du dispositif d'observation existant et des propositions sur les contours du dispositif vers lequel il serait souhaitable de s'orienter	Commencé depuis mars 2009
Mise à disposition de l'enquête Logement 2006	Division logement		Tableaux sur insee.fr et études	Commencé depuis juillet 2008
Préparation de l'enquête Logement 2012	Division logement	Fin 2012	Lancement fin 2009	Non commencé
Enquête Loyers & Charges auprès des ménages	Division logement		Enquête trimestrielle	Opération répétitive
Enquête Loyers & Charges auprès des bailleurs sociaux	Division logement	Pré-enquête en 2010, mise en production début 2011		Commencé depuis septembre 2008
Indice des loyers	Division logement		Publication dans l'indice des prix à la consommation	Opération répétitive
Indices Notaires-Insee	Division logement/Notaires/Conseil scientifique des indices Notaires-Insee			Opération répétitive
Projection de ménages et de logements	Division logement	Travaux à prévoir en 2010	Dans la continuité des projections de population	Non commencé

### A N N E X E : Publications diffusées en 2008-2009

Layla RICROCH, Bénédicte CASTERAN : « Les logements en 2006 : le confort, s'améliore mais pas pour tous », *Insee-Première n°1202 (juillet 2008)*

Catherine ROUGERIE, Pierrette BRIANT : « Les logements sont plus confortables qu'il y a vingt ans et pèsent davantage sur le revenu des ménages », *France Portrait Social (Edition 2008)*

Sophie O'PREY : « La non-réponse partielle aux variables financières de l'enquête Logement 2006 : mise en œuvre de nouvelles procédures de redressement et comparaison de méthodes d'imputation », *Document de travail F0901 (janvier 2009)*

**INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales**  
**Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie**  
**des ménages**  
**Division revenus et patrimoine des ménages**

## 1. Exposé de synthèse

La mise en œuvre des recommandations du rapport Freyssinet se poursuivra en 2010.

La quatrième livraison des résultats de l'enquête sur les revenus fiscaux et sociaux portera sur les revenus de 2008. Les travaux de rénovation de l'enquête Revenus fiscaux et sociaux, ainsi que ceux visant à une meilleure connaissance des distributions de revenus au niveau local seront poursuivis en 2010. En effet, des investigations amorcées en 2009 pour rapprocher les données fiscales et sociales sur une base plus large que celle de l'enquête revenus fiscaux devraient conduire à des propositions et à des tests de faisabilité pendant l'année 2010.

En 2010, on disposera de deux vagues du panel des statistiques sur les ressources et les conditions de vie rendues plus cohérentes avec les données de l'enquête sur les revenus fiscaux. En 2010, pourront être exploités pour la première fois le 1<sup>er</sup> groupe d'indicateurs sociaux portant sur la santé et la participation sociale, relations professionnelles et vie associative intégré à SRCV suite à la refonte et collecté en 2008. Par ailleurs, le module complémentaire de SRCV2008 portant sur l'endettement et l'accès aux services bancaires fera l'objet d'études. Enfin, sur le terrain, le module complémentaire à SRCV 2010 portera sur le partage des ressources au sein du ménage. Après une collecte des données fin 2009 - début 2010, les premiers résultats de l'enquête Patrimoine sur les taux de détention devraient être disponibles au cours du second semestre 2010. Cette enquête est pour la première fois collectée dans les DOM, avec deux extensions à La Réunion et en Guadeloupe. Elle s'inscrit dans un processus de meilleure couverture des DOM par les sources sur les revenus et le patrimoine. Dans cette même orientation, un rapprochement des revenus fiscaux et sociaux sera expérimenté pour La Réunion.

Comme nous y invite le rapport Quinet, l'exercice consistant à chercher à réconcilier les statistiques macroéconomiques (le compte de revenu des ménages de la comptabilité nationale) et les statistiques microéconomiques (l'enquête sur les revenus fiscaux et sociaux et le panel SRCV notamment) sera poursuivi en collaboration avec le département des comptes nationaux.

## 2. Travaux nouveaux pour 2010

Les travaux nouveaux devront faire l'objet d'une présentation la plus précise possible. Sont concernés :

### 2.1. Le module secondaire SRCV sur le partage des ressources au sein du ménage

L'objectif de ce module secondaire est de mieux connaître la répartition des ressources entre les membres du ménage et donc les inégalités au sein des ménages.

Les principaux thèmes abordés portent à la fois sur la répartition des rôles en ce qui concerne les dépenses et sur la répartition des rôles dans les activités quotidiennes :

- Partage entre ressources à usage personnel et ressources à usage du ménage
- Gestion commune ou non des ressources
- Autonomie financière : compte en banque, achats courants ...
- Prise de décision en cas de dépense importante
- Partage des tâches : temps passé à travailler ou à faire des travaux domestiques et temps de loisir.

### 2.2. La rénovation de l'enquête sur les revenus fiscaux et sociaux

Le projet de refonte de l'enquête sur les revenus fiscaux et sociaux (ERFS) a démarré début 2009 et se poursuivra tout au long de l'année 2010.

Malgré les avancées que vont constituer le passage aux prestations sociales réelles et la prise en compte des loyers et revenus du patrimoine imputés, l'enquête sur les revenus fiscaux et sociaux restera marquée par deux limitations : un échantillon trop petit qui ne permet pas d'établir des statistiques

localisées, y compris au niveau régional ; une mauvaise connaissance des hauts revenus. La rénovation de cette enquête visera à s'affranchir de ces limitations à l'horizon de l'année 2011.

Deux pistes seront explorées avec un objectif d'articulation entre les deux : l'adossement à l'échantillon démographique permanent rénové et un appariement sur une base très large des données sociales et de l'exhaustif fiscal. L'appariement avec l'enquête Emploi sera maintenu en raison de la richesse d'information procurée par la mise en perspective des données de revenu avec celles sur la situation sur le marché du travail. En effet, cette source est la source de référence pour répondre aux questions d'évaluation ex ante.

Enfin, dans le cadre de l'adossement à l'échantillon démographique permanent, un échantillon complémentaire de ménages pourrait être tiré parmi les hauts revenus de l'exhaustif fiscal, pour lesquels les informations collectées lors du recensement de la population seraient récupérées.

### 3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
<b>Enquêtes</b>			
SRCV	DRPM		
<b>Exploitation de fichiers administratifs</b>			
Enquête revenus fiscaux et sociaux	DRPM		Appariement entre enquête emploi en continu et données fiscales
<b>Autres travaux répétitifs</b>			
Insee-Références sur les revenus et le patrimoine des ménages	DRPM		
INSEE Resultats ERFS	DRPM		

### 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

sans objet

### 5. Aspects particuliers du programme 2010

**Quatre aspects, transversaux à vos projets 2010, seront isolés** dans cette partie afin de faire le point sur les avancées et les projets en matière de données régionales et locales, de données sur l'environnement et le développement durable, d'évaluation des politiques publiques et de comparaisons européennes.

#### 5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Les fichiers fiscaux localisés continueront à être produits.

Le projet de refonte de l'enquête revenus fiscaux et sociaux, ainsi qu'un appariement entre les données fiscales et sociales s'inscrivent dans cet objectif d'amélioration de la connaissance localisée des inégalités de niveaux de vie et de la pauvreté.

L'enquête Patrimoine sera collectée pour la première fois dans les DOM fin 2009 - début 2010, avec des extensions à La Réunion et en Guadeloupe. Les premières exploitations pourront être conduites fin 2010. L'extension de l'enquête revenus fiscaux et sociaux aux DOM s'appuiera sur les tests conduits en 2009 à La Réunion, mais restent tributaires de la qualité de la source fiscale dans les DOM.

**5.2. Aspects « environnement et développement durable »**

sans objet

**5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :**

Sans objet

**5.4. Aspects « européens »**

L'ensemble du dispositif SRCV est réalisé et coordonné dans un cadre européen. Chaque année, en janvier, un règlement de la Commission définit les variables cibles secondaires associées au module secondaire pour l'enquête suivante. Ce règlement n'est pas encore paru au moment de la rédaction du présent avant-projet.

**6. Diffusion des travaux**

La politique de diffusion par la division sur les revenus et patrimoine s'articule autour d'un Insee-Références sur le thème des revenus et du patrimoine. Sa périodicité sera dorénavant annuelle : la deuxième édition de cet ouvrage est prévue en mai 2009. Des Insee-Résultats annuels consacrés à l'enquête revenus fiscaux et sociaux compléteront cette approche par la mise à disposition de tableaux statistiques détaillés portant sur l'enquête la plus récente et l'actualisation de séries longues. Des publications, plus ponctuellement, viendront éclairer différents aspects : *Insee Première*, contributions à *Économie et Statistique*, publications à partir de SRCV et des données de panel.

**7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013**

Un suivi des orientations/réalisations pour la période 2009-2013 doit être dressée dans le cadre du tableau ci-dessous, en se limitant aux aspects essentiels. En ce début de moyen terme, il s'agit de dégager des appréciations sur les modifications éventuelles (reports, ajouts, suppressions, retards) par rapport au programme à moyen terme examiné en 2008.

Ne pas entrer, sauf exception justifiée, dans des bilans détaillés d'opérations.

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Enquête Patrimoine	Division RPM	Collecte en 2009 Extension aux DOM Meilleure couverture des hauts patrimoines	Examen au comité du label de mai 2009	
Module secondaire de SRCV sur les privations matérielles	Division RPM	Collecte en mai 2009		
Refonte de l'enquête Revenus fiscaux et sociaux	Division RPM	Premiers résultats en 2011		
Décontraction du compte des ménages	Département des comptes nationaux	Publication dans L'économie Française édition 2009		
Enquête Revenus fiscaux et sociaux	Division RPM	Premiers résultats en juin n+2		
SRCV	Division RPM			

**Annexe : liste des publications diffusées effectivement en 2008-2009**

- « Les niveaux de vie en 2006 » - Insee - Première n°1203 - juillet 2008
- « La prise en compte des revenus du patrimoine dans la mesure des inégalités » - Économie et Statistiques n°414, janvier 2009
- « L'inflation accélère et touche davantage les ménages modestes ou ruraux » - France, portrait social - novembre 2008
- « Indicateurs d'inégalités sociales » - France, portrait social - novembre 2008 et mis en ligne sur le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr)
- « Du revenu salarial au niveau de vie » - Insee-Références Revenus et patrimoine - à paraître en 2009
- « Le patrimoine des ménages retraités » - Insee - Références Revenus et patrimoine - à paraître en 2009
- « Les nouvelles mesures des revenus dans les enquêtes Revenus fiscaux et sociaux - Insee - Références Revenus et patrimoine - à paraître en 2009
- « Des disparités importantes d'évolution de niveaux de vie » - Insee - Références Revenus et patrimoine - à paraître en 2009
- « Inégalités de niveau de vie et mesures de la pauvreté en 2006 » - Insee - Références Revenus et patrimoine - à paraître en 2009
- Deux Insee-Résultats devraient également paraître au premier semestre 2009 : un numéro double mettant en perspective l'enquête Revenus fiscaux et sociaux avec l'enquête Revenus fiscaux pour l'année 2005, et un numéro simple sur les résultats de l'enquête Revenus fiscaux et sociaux en 2006
- Un numéro spécial d'Économie et Statistiques sur le patrimoine des ménages devrait paraître en 2009



## Institut national d'études démographiques - INED

### Étude des relations familiales et intergénérationnelles (ERFI). Version française de GGS

Dans le cadre du projet international d'études longitudinales et comparatives « Generation and Gender Surveys » (GGS) lancé en 2000 par la Population Activities Unit (PAU) de la Commission Économique des Nations Unies pour l'Europe (<http://www.unece.org/ead/pau/ggp/>), l'INED a réalisé en partenariat avec l'INSEE la première et la seconde vagues de l'enquête française (à l'automne 2005 et 2008), baptisées « Étude des relations familiales et intergénérationnelles » (ERFI) : 10 079 personnes, femmes et hommes âgés de 18 à 79 ans, ont été interrogées en 2005 et parmi elles, environ 6 550 ont répondu à la seconde vague (cf. <http://www-erfi.ined.fr> pour plus de détails). Il est prévu d'interroger ces mêmes personnes une dernière fois en 2011, soit 6 ans après la première interrogation.

Au cours de l'année 2010,

- 1/ l'INED assurera la diffusion et la coordination de l'exploitation des données de panel (2005-2008) ;
- 2/ sur le plan méthodologique, il étudiera l'attrition observée entre les deux premières vagues afin d'évaluer la pertinence de la troisième et dernière vague prévue en 2011 ;
- 3/ en parallèle, il continuera à assurer le suivi des personnes qui ont accepté d'être ré interrogées en 2011, en limitant au mieux l'attrition par différentes mesures (gestion et actualisation régulière des adresses, fidélisation des enquêtés par envoi de premiers résultats) ;
- 4/ l'INED restera actif sur le plan international en continuant de s'impliquer dans les différents groupes de travail et de suivi des enquêtes GGS (notamment en s'impliquant dans le groupe de développement et de rédaction du questionnaire de la troisième vague, en présentant l'avancée de l'enquête et les résultats lors des réunions annuelles du Generations and Gender Programme) ;
- 5/ L'INED assure notamment le rôle important de « diffuseur » des données des différents pays ayant réalisé l'enquête.

Mais, principalement, 2010 sera l'année de la préparation de l'enquête de la 3ème vague.

Dans sa forme, le questionnaire de la troisième vague sera assez proche de celui des vagues précédentes, mais probablement plus court : quelques questions ne seront pas posées en 2011 (parents et foyer parental durant l'enfance d'ego, histoires conjugales passées, difficultés à procréer, opinion sur le système de retraite français, calendrier rétrospectif des séquences d'activité-inactivité depuis le 16ème anniversaire du répondant) ;

Cette troisième vague devrait porter sur environ 5 000 personnes ayant déjà répondu aux deux premières vagues (et donc âgées de 24 à 85 ans en 2011).

### Étude longitudinale française depuis l'enfance (ELFE)

Le projet de cohorte nationale d'enfants ou « ELFE » (Étude Longitudinale Française depuis l'Enfance) se développe. Une Convention de GIS a été signée en mars 2006 entre l'INED, l'INSERM, l'INSEE, l'InVS, la Drees, la DGS et la DEPP. La CNAF a aussi signé la Convention en décembre 2006, et d'autres partenaires pourront être associés au projet ultérieurement. Il s'agit d'une étude longitudinale qui devrait débuter en 2010 portant sur un échantillon de grande taille, environ 20 000 enfants suivis depuis leur naissance jusqu'à l'âge adulte. Le projet actuel résulte de la fusion entre un projet à dominante sociodémographique et un projet orienté santé-environnement (lancé dans le cadre du Plan national Santé-environnement de juin 2004, et confié à l'InVS). L'INED a été choisi comme opérateur du GIS, et l'équipe de projet, qui comprend notamment le directeur du projet, un secrétaire général, trois coordinateurs sectoriels (sciences sociales, santé, santé-environnement), plusieurs spécialistes (en informatique, biostatistique...), trois secrétaires-gestionnaires..., est accueillie à l'INED. Une quinzaine de « responsables thématiques » (démographie-famille, éducation-socialisation, économie-précarité, développement, alimentation-nutrition, expositions chimiques, recours aux soins...) ont par ailleurs été désignés, coordonnant le travail de plusieurs dizaines d'équipes en sciences sociales, en santé et en environnement ayant répondu à un appel à projet.

L'échantillon s'appuiera sur l'EDP rénové. L'observation commencera en maternité, se poursuivra par des enquêtes à domicile réalisées par l'INSEE (la première 6-8 semaines après l'accouchement), des entretiens téléphoniques (y compris à 6-8 semaines auprès du père) et d'autres modes d'observation

(carnets...). Des examens de santé sont prévus vers les 6 et 12 ans de l'enfant, dans le cadre des enquêtes de santé en milieu scolaire réalisées par la Drees ou par d'autres voies.

On envisage aussi d'utiliser des données externes, en provenance d'organismes tels les Caisses d'Allocations Familiales, le SNIIRAM ou l'Éducation Nationale. Pour mettre en évidence les expositions environnementales, des prélèvements biologiques seront effectués en maternité et le dépôt à domicile de certains types de capteurs est prévu. Les informations disponibles sur la qualité de l'air et de l'eau à un niveau géographique fin seront aussi utilisées.

L'accord des familles sera demandé pour chaque type de collecte, en fonction des réglementations en vigueur et sous le contrôle des instances compétentes (CNIS, CNIL, CCTIRS, CPP...).

Le début de la collecte a été reporté de 2009 à 2010. Les premières collectes (en maternité et à domicile) auront donc lieu à partir de juillet 2010. Deux enquêtes pilotes ont été réalisées en avril et octobre 2007 dans toutes les maternités d'un ensemble de départements, pendant 3 jours consécutifs chaque fois. Le test d'octobre incluait des prélèvements biologiques, et les deux échantillons ont été enquêtés à domicile deux mois après la naissance des enfants. D'autres tests sont en cours pour valider des outils spécifiques. Un nouveau test du protocole et du questionnaire sous Capi sera organisé en septembre 2009. Parallèlement, le questionnaire à un an a été testé par téléphone fin 2008 auprès des familles recrutées en 2007 par un prestataire extérieur.

Le CNIS a rendu un premier avis d'opportunité fin 2006. Une réunion d'information supplémentaire a eu lieu sous l'égide du CNIS le 6 juin 2007 où un second avis d'opportunité favorable a été donné. Le CCTIRS (Comité Consultatif sur le Traitement de l'Information en Matière de Recherche dans le Domaine de la Santé) a rendu un avis favorable début mars 2007 sur le test d'octobre 2007, ainsi que le CCP de Créteil. La CNIL avait également donné un avis favorable pour les tests de 2007. Ces opérations de déclaration seront renouvelées pour l'enquête de 2010 au cours de l'année 2009. L'enquête de 2010 sera présentée au Comité du Label courant 2009.

### **Enquête MFV (Migration Famille Vieillesse) aux Antilles, à la Guyane et la Réunion**

Les migrations et le vieillissement sont pour les Départements d'Outre-mer des défis majeurs, même si leurs effets se font (et se feront) sentir selon un calendrier et une intensité spécifiques à chacun. Si les migrations demeurent partout importantes, elles connaissent des changements profonds dans leurs dynamiques, leur rythme et le profil de leurs protagonistes. Plus nouvelle est l'accélération du vieillissement de la population. Les Antilles y seront confrontées à échéances plus brèves que La Réunion, mais le processus est désormais inéluctable pour ces trois départements insulaires. Si la Guyane paraît peu concernée, c'est principalement parce qu'elle est le département français qui accueille la plus forte proportion d'immigrants. Point nodal de ces dynamiques : la famille et ses changements. Elle est au cœur des stratégies migratoires et elle occupe une place centrale dans l'évolution des formes de solidarités intergénérationnelles.

Pour l'étude des histoires familiales, l'enquête s'intéresse à toutes les situations d'unions (légalles ou de fait, cohabitantes ou non cohabitantes). Le questionnaire proposé permet de reconstituer l'historique complet des comportements familiaux et leurs évolutions. Cette étude comparée des dynamiques familiales en Martinique, en Guadeloupe, en Guyane et à La Réunion constitue une première puisque l'Enquête-famille n'a à ce jour jamais été étendue aux DOM, à l'exception de l'expérience très concluante conduite à La Réunion en 1997. Une attention particulière sera également accordée aux relations croisées entre trajectoire scolaire et professionnelle et trajectoire migratoire de chacun.

Il s'agit d'une nouveauté dans le dispositif de la statistique publique Outre-mer. En effet, les enquêtes qui traitent de ces sujets sont toutes représentatives à l'échelle métropolitaine et non nationale.

Une des ambitions de l'enquête « *Migrations, Famille et Vieillesse* » est de pallier ces manques. L'enquête sera conduite en population générale et la taille de l'échantillon permettra des travaux d'analyses différentielles au sein de sous-populations particulières (populations précaires, jeunes ou futurs retraités, migrants de retour,...). Son élargissement aux personnes âgées de 79 ans, autorise l'étude des évolutions des comportements avec une profondeur historique importante et permet ainsi d'apprécier les mutations sociologiques d'une génération à l'autre.

Il s'y ajoutera – pour la première fois à cette échelle - des possibilités de comparaisons systématiques entre les quatre DOM et avec la métropole, voire avec d'autres pays disposant de données similaires (régions ultrapériphériques européennes, autres territoires des Caraïbes et de l'Océan indien). Dans le cas particulier de La Réunion, l'antériorité de l'enquête 'Démo 97' sera fortement valorisée, en complétant les séries de l'enquête MFV par celles obtenues il y a 10 ans.

A tous ces titres, l'enquête MFV constitue une première pour les études sociodémographiques conduites Outre-mer. Ce projet répond ainsi aux préconisations formulées par le CNIS d'une meilleure prise en compte des réalités des DOM par le dispositif national de la statistique publique. Une exigence notifiée par le Conseil dans un de ses avis, soulignant son souci de voir « *adapter, quand cela est nécessaire, les statistiques nationales aux besoins spécifiques de ces territoires et, en particulier, aux besoins d'évaluation des politiques publiques.* » C'est dans cette perspective que s'inscrit l'accord cadre entre le Secrétariat d'État à l'Outre-mer (SEOM) et l'INSEE.

Un test papier a été réalisé à La Réunion en juillet 2008, et un test Capi a été réalisé en janvier 2009 à La Réunion et en février 2009 en Guyane. Le test Capi prévu en février 2009 en Guadeloupe a dû être reporté compte tenu de la grève générale qui a paralysé le département à cette période. L'enquête a été présentée au CNIS et au Comité du label en novembre et décembre 2008. Un autre test sera mené en juin 2009 en Guadeloupe et en Martinique.

La collecte aura lieu d'octobre 2009 à mars 2010 dans les quatre DOM. L'échantillon sera tiré en 2 temps. Tout d'abord sera réalisé un tirage de 4 000 adresses par DOM (16 000 au total). Dans chaque ménage sera interrogé un individu (par tirage d'un individu Kish). La population enquêtée est celle des 18 – 79 ans. Par ailleurs est prévu un tirage des migrants de retour dans l'avant dernière vague de l'enquête emploi de chaque DOM à qui on passera le même questionnaire qu'au premier échantillon. Cette méthode permet d'après des premières estimations d'obtenir entre 1 000 et 1 500 migrants de retour.

### **Enquête « Famille et logements » associée au recensement en 2011**

L'INED participe à la nouvelle enquête Famille de l'Insee qui sera associée au recensement de 2011. Outre l'étude des transformations des situations familiales, l'enquête devrait permettre l'approfondissement de thèmes particuliers.

Ainsi, l'enquête famille rénovée intègre des thématiques en lien avec la multi-résidence : étendue et caractéristiques des réseaux individuels et familiaux, formes de vie commune, diversité des configurations familiales.

Des premiers tests de différentes versions du questionnaire, un bulletin de 4 pages, auto-administré, ont eu lieu à l'automne 2008 et début 2009, par l'Ined et l'INSEE. Si nécessaire un autre test du questionnaire pourra être envisagé par l'Ined avant de finaliser le questionnaire. Une « répétition générale » sera effectuée par l'INSEE en 2010 et la collecte aura lieu en 2011 dans le cadre de l'Enquête annuelle de recensement.

### **Enquête Fin de vie, étude sur les décisions médicales de fin de vie en France**

Une enquête, dénommée Eureld (European End-of-Life Decision), a été effectuée auprès de médecins, en 2002, dans six pays d'Europe – Belgique (Flandres), Danemark, Italie (quatre régions), Pays-Bas, Suède et Suisse- afin de préciser la fréquence et les caractéristiques des décisions médicales de fin de vie, c'est-à-dire des décisions susceptibles d'abrèger la vie des patients. Selon les résultats de cette enquête, la mort a été précédée par au moins une décision médicale de fin de vie dans une proportion allant de 23% des décès en Italie à 51% en Suisse (cf. *Population et Sociétés n° 430*). Le présent projet vise à effectuer une enquête du même type en France. La mort concerne désormais massivement des personnes âgées, alors que, au début du XXe siècle, plus de la moitié des décès intervenaient avant 60 ans ; elle a lieu majoritairement à l'hôpital, alors qu'au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale la plupart des décès avaient lieu au domicile ; elle met un terme à un processus qui s'étale, de plus en plus souvent, sur des mois voire des années, avec l'importance prise par les maladies chroniques. En 2005, le vote de la loi 2005-370 du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie a tenté de répondre aux attentes de la population, confrontée à ce nouveau contexte de la mort et a mis en place un encadrement juridique de la fin de vie (Assemblée Nationale, 2005).

Face à une situation complexe, il est important de faire un état des lieux concernant l'incidence des décisions médicales de fin de vie en France, et de pouvoir comparer la situation dans notre pays avec celle d'autres pays européens. L'idée est de s'inspirer fortement du même dispositif d'observation que dans les pays où l'enquête Eureld a déjà été effectuée, tout en réalisant quelques adaptations, pour tenir compte, notamment, de la législation française en matière de protection des données individuelles, et des modalités de l'observation statistique des décès.

Une enquête pilote, pour laquelle le CCTIRS et la CNIL ont donné leur accord, s'est déroulée d'octobre 2008 à mars 2009, en deux temps : relevé d'informations issus des bulletins de décès concernant environ 800 décès survenus en septembre auprès de quatre DDASS, puis enquête par internet auprès des

médecins certificateurs de ces décès. Après avoir tiré les enseignements de cette enquête pilote, l'enquête grandeur réelle est prévue pour 2010.

### **Enquête sur la formation des couples dans les années 2000**

L'INED a lancé le projet d'une nouvelle enquête à horizon 2010 portant sur les histoires conjugales : la formation des unions, la diversification de leurs formes (notamment avec le développement des unions non cohabitantes et des recompositions familiales) et les processus des séparations. L'INED envisage de s'intéresser aux personnes seules comme en couple et, dans ce dernier cas, d'interroger éventuellement les deux membres du couple séparément. Toutes les formes d'unions seront prises en compte quel qu'en soit le degré de formalisation (mariage, pacs, concubinage, union libre, couple cohabitant ou non...). Outre la formation du couple actuel (ou dernier), on s'attachera aussi à décrire au mieux l'histoire conjugale passée des répondants et, le cas échéant, de leur conjoint actuel. Les séparations, sur lesquels il y a peu de données sociodémographiques, seront également étudiées.

En 2010-2011 auront lieu :

- 1/ Une enquête pilote (en début d'année 2010) ;
- 2/ La collecte des données (en fin d'année 2010 ou 2011).

Cette enquête permettra de combler un manque de données récentes dans ce champ disciplinaire, la dernière étude portant spécifiquement sur le thème remontant à plus de vingt ans (Enquête sur la formation des couples, M.Bozon, F.Héran, 1983-84). Elle sera plus large en terme de champ d'étude (seules les personnes de nationalité française de moins de 45 ans vivant en couple cohabitant depuis au moins 2 mois étaient interrogées en 1983-1984). Il s'agira a priori d'une enquête téléphonique, menée auprès de plusieurs milliers de personnes en France.

### **Enquête REMIMA (Minorités et MAjorité dans la population française) en partenariat avec l'Université Paris Descartes et le GEPECS (Groupe d'Étude Pour l'Europe de la Culture et de la Solidarité). Une enquête exploratoire à partir des représentations du nombre**

Les débats actuels sur la définition et la mesure de la « diversité » de la population vivant en France portent, pour l'essentiel, sur la légitimité d'une telle démarche et sur les procédures susceptibles d'être mises en œuvre. Cette recherche s'inscrit dans ce champ de préoccupations mais elle porte sur les représentations que les Français se font des composantes de la population vivant en France et de leur évolution. Dans quelle mesure perçoit-on aujourd'hui la population en termes de populations « minoritaires » et « majoritaires » et quelles références fait-on à la dimension numérique dans les représentations que l'on peut avoir de ces populations ? Le questionnaire n'impose pas une définition de ce que pourrait être les phénomènes minoritaire et majoritaire en France mais incite les enquêtés à les décrire par touches successives fondées sur des appréciations numériques. Selon l'hypothèse retenue, les représentations numériques de ces phénomènes traduisent le processus de « cristallisation » des catégories utilisées et reflètent des normes, des valeurs et des stéréotypes. Cette enquête permettra aussi d'apprécier les opinions sur la légitimité, les démarches et les critères d'évaluation numérique des populations minoritaires.

Cette recherche qui a consisté, dans un premier temps, en une analyse de la littérature disponible sur ce thème et une série d'entretiens semi-directifs s'appuie sur une enquête quantitative auprès d'un échantillon national représentatif de la population âgée de 20 à 70 ans. L'enquête a obtenu l'autorisation de la CNIL en juin 2008. L'enquête pilote a été conduite, avec l'appui d'un prestataire, en décembre 2008 auprès de 230 personnes. Les résultats et les enseignements de l'enquête pilote sont en cours d'analyse. L'enquête grandeur réelle sera réalisée en 2009-2010, par un prestataire, auprès de 4 000 personnes à l'aide d'un questionnaire téléphonique.

### **Enquête ELAP (Etude Longitudinale sur l'accès à l'Autonomie après le Placement), le devenir, à l'âge adulte, des jeunes placés**

Le projet d'enquête ELAP vise à étudier le devenir de jeunes ayant fait l'objet d'un placement par l'Aide Sociale à l'Enfance ou par la Protection Judiciaire de la Jeunesse, durant les 5 années qui suivent leur sortie de placement.

A l'horizon 2010, l'INED envisage de suivre un échantillon de 1000 jeunes « placés » de manière à étudier les processus d'autonomisation (économique, résidentielle, familiale...) dans cette population. 3 vagues d'enquêtes sont ainsi vraisemblablement envisagées sur une durée totale de 5 ans : un premier contact avec les jeunes quelques mois avant leur majorité (lorsqu'ils sont encore pris en charge par la Protection de l'Enfance), une deuxième vague d'enquête plusieurs mois plus tard et enfin, une dernière vague (après les années charnières pour l'accès à l'« autonomie »).

Pour préparer au mieux cette étude longitudinale qui présente des difficultés spécifiques (enquête auprès de mineurs, forte mobilité après la fin des placements...), une étude de faisabilité est prévue en 2009. Elle doit servir à appréhender les questions éthiques, juridiques et méthodologiques (attrition, outils de suivi d'une population jeune et mobile) que peut poser la réalisation d'une enquête longitudinale de ce type en préparant et en testant, à petite échelle, le protocole d'enquête envisagé.

L'étude de faisabilité consiste à conduire un test en deux vagues auprès d'un échantillon de 100 jeunes « placés » : une première vague, dite d'inclusion, lorsqu'ils sont encore mineurs et sous protection ; la seconde six mois après, lorsque tous sont majeurs et qu'une grande partie d'entre eux sont sortis de placement.

#### **Enquête INED-CNAOP : Étude sur les mères de naissance qui demandent le secret de leur identité lors de leur accouchement**

Chaque année près de six cents femmes remettent leur enfant à la naissance en vue de son adoption. La plupart demandent le secret de leur accouchement et de leur identité, mais certaines établissent le lien de filiation. La loi du 22 janvier 2002 a prévu un dispositif d'accompagnement et d'information des femmes qui remettent leur enfant dès sa naissance. Un correspondant départemental du CNAOP (Conseil National pour l'Accès aux Origines Personnelles) les invite à laisser leur identité, éventuellement sous pli fermé, et des renseignements relatifs à leur santé, à leurs origines (âge, nationalité et pays de résidence, situation familiale et rang de naissance de l'enfant, profession et/ou niveau d'études), les raisons et circonstances de la remise de l'enfant pour son adoption et des renseignements sur le père de naissance.

L'objectif de cette étude, réalisée en partenariat avec le CNAOP, est de cerner le profil de ces femmes à partir des renseignements qu'elles ont laissés. Les correspondants du CNAOP seront invités à remplir pour chaque accouchement survenu entre le 1/07/2007 et le 1/07/2009 un questionnaire totalement anonyme (ni nom ni date ni lieu), puis à le transmettre au Secrétariat général du CNAOP. Après avoir vérifié qu'il ne contient aucun élément identifiant, celui-ci le transmet à l'INED qui effectue l'analyse des données.

L'étude est limitée aux femmes qui ont été rencontrées par un correspondant du CNAOP et qui accepteront de laisser « ouvertement » des renseignements. Pour les femmes qui n'en auront pas laissé, les correspondants rempliront un court questionnaire reprenant les données administratives déjà recueillies sur la demande de secret et sur une éventuelle reprise ultérieure de l'enfant, afin que l'INED puisse évaluer la représentativité de l'étude.

Le 31/12/2008, 390 questionnaires ont été transmis à l'INED. A la fin de l'année 2009, nous devrions disposer de l'ensemble des questionnaires ayant pu être recueillis, pour exploitation en 2010.

#### **Systèmes de suivi démographique (SSD) en Afrique sub-saharienne (anciennement « observatoires ») au Sénégal et au Mali**

L'INED mène au Sénégal et au Mali (deux sites d'observation au Sénégal - Bandafassi et Mlomp - et un au Mali) des suivis démographiques de populations rurales. Ces recherches ont en commun de suivre sur le long terme (depuis 20 à 40 ans, selon le site) et exhaustivement des populations clairement délimitées.

Les observatoires sénégalais font l'objet depuis 2009 d'une collaboration renforcée entre l'INED et l'IRD (qui a également un observatoire au Sénégal, celui de Niakhar), la collecte dans les trois sites sénégalais, les deux de l'INED et le troisième de l'IRD, étant dorénavant à la charge de l'IRD, l'INED ne venant plus qu'en appui technique pour cette tâche. Les analyses sont de leur côté menées le plus souvent conjointement par les deux instituts à partir des données des trois sites. L'objectif est une gestion commune des trois sites et une amélioration de leur valorisation via notamment des études comparatives.

Le site malien fait l'objet en 2009 d'une nouvelle phase d'actualisation des données, conformément au programme d'enquête à périodicité quinquennale. Cette collecte inclut un recensement, une enquête renouvelée (appariement du nouveau recensement avec ceux des précédents passages) et une enquête biographique. Elle a été accompagnée par une opération de sensibilisation et de restitution auprès de la population comprenant d'une part la diffusion d'un montage audiovisuel en langue locale sur les objectifs et le déroulement des enquêtes, d'autre part la présentation et l'enregistrement de sketches préparés par les villageois sur les thématiques de l'enquête. L'essentiel des activités de codage et de saisie de ces nouvelles données sera réalisé au deuxième semestre 2009. Les activités 2010 comprendront des compléments d'enquêtes (finalisation des enquêtes quantitatives, entretiens qualitatifs), la numérisation des questionnaires de la dernière vague, la préparation des bases de données pour analyse et mise à disposition.

### **Enquête nationale biographique sur les pratiques spatiales des résidents en France**

La mise en place en septembre 2007 d'un groupe de travail sur les données disponibles en matière de mobilité résidentielle au sein de l'Unité « Mobilité, logement et entourage » de l'INED, a pour objectif de préparer une enquête biographique nationale visant à mieux appréhender les pratiques spatiales des résidents en France. Outre les grandes étapes de l'histoire résidentielle des individus de la décohabitation à la retraite, plusieurs axes sont envisagés, tels que les périodes transitoires (hébergement, séjour en institutions, situations précaires, etc.) ; les liens entre mobilité quotidienne et résidentielle et les pratiques de double résidence (enfants de divorcés, semi-cohabitants, couples à temps partiel, retraités, immigrés, etc.). Le projet devrait être formalisé d'ici 2010 pour une enquête en 2011-2013 selon un calendrier à négocier.

## Ministère de la Culture et de la communication Département des études, de la prospective et des statistiques

### 1. Exposé de synthèse

Les projets statistiques du DEPS pour 2010 se situent dans la continuité des travaux qui auront été réalisés en 2009 : participation à des groupes de travail européens sur l'harmonisation des statistiques culturelles, travaux « répétitifs » au sens du Cnis (poursuivis d'années en années), exploitations complémentaires de fichiers issus d'enquêtes récentes nécessitant un approfondissement qualitatif, gestion d'enquêtes non renouvelées et de périodicité annuelle, etc.

Le DEPS suivra également deux enquêtes pilotées par d'autres services, qui doivent débiter en 2010 et auxquelles il est étroitement associé, du fait de son expertise (notamment pour ce qui est de l'élaboration du questionnaire et/ou des critères aboutissant à la méthode d'échantillonnage) : ESA spectacle vivant, pilotée par l'Insee, et enquête ELFE, coordonnée par l'Ined.

Il n'y aura, en revanche, aucune enquête nouvelle ni renouvelée *directement* pilotée par le DEPS en 2010, pour des raisons de calendrier : ce n'est en effet qu'à partir de 2011 que le DEPS lancera à nouveau certaines de ses enquêtes phares, de périodicité supérieure à un an, renouvelées ou pas, comme celle sur les dépenses culturelles des collectivités locales, ou encore sur les pratiques culturelles des Français. Aucune demande d'opportunité n'est donc faite par le DEPS pour 2010.

Les projets de travaux statistiques décrits dans le programme à moyen terme 2009-2013 du DEPS, soumis au Cnis fin 2008, restent d'actualité.

### 2. Travaux nouveaux pour 2010

#### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Le DEPS suivra deux enquêtes nouvelles, pilotées par d'autres services, devant débiter en 2010 et auxquelles il est étroitement associé, du fait de son expertise (notamment pour ce qui est de l'élaboration du questionnaire et des critères aboutissant à la méthode d'échantillonnage) :

- ESA spectacle vivant, pilotée par l'Insee, et dont le principe d'extension du champ (à divers secteurs sociaux et culturels, dont celui du spectacle vivant) a été validé par le Cnis en 2008. Le travail préparatoire (test du questionnaire auprès d'entreprises, formation des enquêteurs Insee) est en cours ;
- Enquête ELFE, panel français de naissances :  
Ce panel, désigné « ELFE », est piloté par l'INED, l'Insee, l'Inserm, la DEPP/Éducation Nationale, etc. Il s'appuiera sur l'Échantillon démographique Permanent de l'Insee (EDP, panel démographique résultant de l'utilisation du recensement et de l'État civil). Il est constitué des enfants nés à certaines périodes définies de l'année 2009 (cf. [www.elfe2009.fr](http://www.elfe2009.fr)). L'enquête elle-même devrait démarrer en 2010. Le DEPS est partenaire du projet et occupe une part active au sein du groupe ayant pour thématique « socialisation – éducation » (dans le cadre d'une convention pluriannuelle avec le GIS ELFE), afin de développer des recherches et études sur les premiers phénomènes de transmission culturelle (effet des incitations précoces sur la constitution de dispositions culturelles, que ces incitations soient familiales, scolaires, liées à l'environnement relationnel, ou provenant des institutions productrices de culture publiques – musée, théâtre, école de danse, etc. – et privées – notamment les industries culturelles). Le ministère de la Culture et de la Communication est le pilote des propositions du sous-module « pratiques éducatives et culturelles » de l'enquête prévue au 1 an de l'enfant et il a participé à l'élaboration des questionnaires 6-8 semaines et 1 an. Ce sous module se fixe trois objectifs : a) collecter des informations sur les pratiques et consommations culturelles des parents (pour cerner le « *home climate* » et tester dans la durée la transmission) ; b) cerner les premières interactions culturelles entre parents et enfant ; c) mesurer les effets à long terme de l'éducation artistique et culturelle en fonction des autres facteurs.

Il n'y aura, en revanche, aucune enquête nouvelle ni renouvelée *directement* pilotée par le DEPS en 2010, pour des raisons de calendrier : ce n'est en effet qu'à partir de 2011 que le DEPS lancera à nouveau certaines de ses enquêtes phares, de périodicité supérieure à un an, renouvelées ou pas, comme celle sur les dépenses culturelles des collectivités locales, ou encore sur les pratiques culturelles des Français.

## 2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2010

A priori, aucune exploitation nouvelle ni renouvelée de fichier administratif n'est envisagée par le DEPS en 2010. Les fichiers administratifs exploités en 2010 auront en effet commencé à l'être en 2009 et figurent, à ce titre, dans la rubrique 3 ci-après.

## 2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2010

Création d'un référentiel des unités culturelles, projet piloté par le ministère de la Culture et auquel le DEPS participe. Ce référentiel sera utile à la fois pour répondre aux besoins des différents systèmes d'information des directions du ministère et comme base statistique pour les travaux de production du DEPS sur le champ de l'économie de la culture. Il serait articulé à partir du répertoire Sirene de l'Insee. Sous réserve que le ministère de la Culture crée un poste de chef de projet informatique permettant de concrétiser ce projet, ce référentiel pourrait voir le jour en 2010.

Fin 2010, si les données de l'enquête ESA sont disponibles, utilisation de ces données à des fins de caractérisation des entreprises ayant des activités culturelles ne correspondant pas à un seul poste de la nomenclature d'activités (ex. les galeries d'art).

## 3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
<b>Enquêtes</b>			
Enquête annuelle « 48 » auprès des établissements d'enseignement supérieur artistique et culturel, en collaboration avec le ministère de l'Éducation nationale.	DEPS, cellule statistique		
Suite de la participation à (et de l'exploitation de) l'enquête CEREQ sur l'insertion professionnelle des sortants (diplômés ou pas) des établissements d'enseignement supérieur artistique et culturel.	DEPS, cellule statistique		
<b>Suite de l'exploitation de l'enquête sur les pratiques culturelles des Français :</b> plusieurs enquêtes complémentaires de nature qualitative seront menées auprès de personnes appartenant à l'échantillon de l'enquête nationale et ayant accepté le principe d'une ré-interrogation (une question a été introduite à cet effet dans le questionnaire). Trois thèmes seront privilégiés : celui du contenu réel des pratiques et consommations culturelles (par exemple, musiques, lectures...), par delà les nomenclatures habituelles de genres de films, de livres, de films et de séries télévisées ; celui de la nationalité des produits culturels consommés (français/étrangers) en rapport avec la problématique de la diversité culturelle ; et celui des valeurs culturelles (définitions de la culture, opinions en matière de politique culturelle, rapports à la légitimité culturelle, etc...) dont on cherchera à évaluer la cohérence par rapport aux pratiques observées.	DEPS		
<b>Suite de l'analyse des données des quatre vagues d'enquête « univers culturels des enfants et adolescents » :</b> les enquêtes sur les pratiques culturelles des jeunes fournissent des photographies des rapports à la culture des personnes interrogées. Pour prendre en compte la combinaison et le poids relatif des différents facteurs intervenant dans le processus de vieillissement de la « jeunesse » (goûts personnels, contextes familiaux, sociaux et scolaires, sexe, influences médiatiques, maturation affective nécessaire à la constitution d'une identité, etc.), le DEPS a engagé un projet long de suivi de panel. L'observation longitudinale des pratiques et consommations culturelles	DEPS		



<p>permet de suivre l'évolution des univers culturels au fil de l'avancée en âge en privilégiant une vision extensive des loisirs qui est mise en relation avec d'autres dimensions de l'identité : valeurs, projets de vie, sociabilité, etc. Ce programme est réalisé dans le cadre d'une convention d'échanges de services statistiques avec le Ministère de l'Éducation nationale. Le DEPS « utilise » le panel d'enfants 1997 (9 600 enfants entrés en CP en 1997). Quatre vagues d'enquête ont été réalisées : en 2002 (auprès des enfants et des parents), 2004 (uniquement auprès des enfants), 2006 (idem) et 2008 (idem). Le DEPS a parallèlement signé une convention de recherche avec l'ENS Lyon pour le co-traitement des données statistiques et la production d'analyses qualitatives complémentaires réalisées par entretiens auprès d'enfants d'âge similaire à ceux du panel.</p>			
<b>Exploitation de fichiers administratifs</b>			
<p><b>Production annuelle de l'ensemble des données statistiques de cadrage sur l'emploi culturel et les professions de la culture :</b> cette production est réalisée à partir de l'exploitation et de l'analyse des grandes sources statistiques nationales publiques, voire de sources professionnelles, notamment, la production annuelle de données sur le spectacle grâce à la coordination technique assurée par le DEPS, des travaux de la <i>Commission permanente sur l'Emploi du Conseil national des professions du spectacle</i> (CNPS). Sont concernées les 5 sources suivantes : 1/ l'Enquête Emploi de l'INSEE (exploitation annuelle) ; 2/ les Déclarations Annuelles des Données Sociales (DADS) de l'INSEE (première exploitation par le DEPS en 2007 puis exploitation annuelle) ; 3/ le recensement de la population ; 4/ les données de plusieurs sources spécifiques au spectacle : la Caisse des congés spectacles (intermittents), l'Unedic (intermittents indemnisés par l'Assurance chômage), Audiens (intermittents et permanents cotisant au régime des retraites du spectacle), l'ANPE culture-spectacle (demandeurs d'emploi dans les métiers du spectacle) ; l'Afdas (salariés des entreprises du spectacle ayant bénéficié d'une formation), la Sacem (auteurs, compositeurs et éditeurs de musique), SACD (auteurs dramatiques et audiovisuels) ; 5/ les données de sources spécifiques aux arts plastiques (Maison des artistes) et aux auteurs (Agressa).</p>	DEPS		
<b>Autres travaux répétitifs</b>			
<p>Suite de l'évolution apportée en 2009 à la Base de données socioculturelles (BDSC) gérée par le DEPS, servant notamment à alimenter la publication « Chiffres clés de la culture » : modernisation du contenu et de la présentation, accès facilité aux données sur internet et sur l'intranet du ministère de la Culture.</p>	DEPS, cellule statistique		

#### 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Le DEPS veillera, en concertation avec l'Insee, à ce que le questionnaire de l'ESA spectacle vivant ne soit pas ni trop long ni trop complexe (test du questionnaire auprès d'entreprises dès 2009), et à ce qu'il ne comporte pas de questions portant sur des domaines déjà connus par ailleurs grâce à des sources administratives, notamment en matière fiscale. Le DEPS n'a en revanche aucune marge de manœuvre pour obtenir que la collecte de l'ESA soit dématérialisée, cette décision ne pouvant être prise que par l'Insee.

#### 5. Aspects particuliers du programme 2010

##### 5.1. Aspects « régionaux et locaux »

A priori, aucune évolution n'est prévue en 2010 pour les travaux DEPS sur les aspects régionaux ou locaux.

## **5.2. Aspects « environnement et développement durable »**

Dans le cadre d'un travail de réflexion prospective auquel le DEPS participe, portant sur l'évolution de la politique culturelle du ministère, certaines questions d'ordre environnemental et de développement durable seront abordées, rédigées sous forme de fiches synthétiques, notamment celle-ci : quel impact le changement climatique peut-il avoir à l'horizon 2030 sur la politique du ministère de la Culture ?

## **5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques »**

Au titre de l'observation du suivi des politiques sociales publiques : élaboration d'une méthode pour l'évaluation de la loi « mécénat des particuliers » d'août 2003.

## **5.4. Aspects « européens »**

Dans la continuité de l'appel d'offres de la Commission européenne/Eurostat de 2006-2007 (réalisation d'un *Pocketbook* sur les statistiques culturelles en Europe en 2007 et d'un *Rapport d'expertise sur les sources mobilisées en vue de donner des pistes d'amélioration pour la collecte de données harmonisées sur la culture en Europe et de permettre l'actualisation de la parution*), le DEPS participe à la relance des travaux du Groupe de travail d'experts européens sur les statistiques culturelles en liaison avec Eurostat, dans le cadre de l'ESSnet culture engagé mi-2009 pour deux ans. Le DEPS ne conduira pas l'ensemble des travaux communautaires comme le souhaitait Eurostat, mais pilotera le groupe de travail « Définitions, méthodes, nomenclatures du champ culturel » dont les résultats sont déterminants pour les travaux des autres groupes : « industries culturelles », « financements » et « pratiques culturelles ».

## **6. Diffusion des travaux**

### **Une nouvelle forme de valorisation des publications du département**

La valorisation des publications du département privilégie désormais leur communication sous forme électronique, telle que définie par la politique de dématérialisation de la majeure partie des collections du service en 2007 (décrite en annexe). Elle induit dès lors une diminution de la diffusion papier, désormais destinée essentiellement aux institutionnels, sans toutefois en méconnaître l'impact irremplaçable (accès au contenu sans contrainte technique, disponibilité, meilleure identification des collections, perception synthétique immédiate des contenus, ...). Elle s'ouvre sur les standards de diffusion de l'information scientifique électronique : refonte du site producteur pour un meilleur accès aux documents et contenus ; annonce sur des sites partenaires et portails spécialisés en SHS ; mailing vers une cible d'abonnés dont le fichier constitué en interne compte actuellement environ 6000 inscrits ; projet de création d'une lettre d'information électronique. Elle amorce enfin une diffusion systématique multilingue.

### **La valorisation de ses travaux à travers les colloques, journées d'études, etc.**

Les travaux d'études et recherche font l'objet de restitutions systématiques sous formes de colloques, journées d'étude, débats et présentation des travaux, séminaires, matières d'enseignements en Université, auprès des administrations et établissements publics de la culture, des professionnels de la culture, des réseaux de chercheurs privilégiés du département, y compris européens et étrangers. Ils seront également communiqués aux revues spécialisées selon la thématique. Ces journées et rencontres sont le plus souvent associées à la parution d'une ou de plusieurs publications.

### **La valorisation spécifique des données statistiques du DEPS**

Les activités statistiques du DEPS requièrent une valorisation approfondie. En tant que SSM appartenant à la statistique publique, le DEPS a signé avec l'Insee une convention de mise à disposition des données statistiques du DEPS sur le portail de la statistique publique. Il entend également développer la mise à disposition de ses données d'enquêtes pour réutilisation par la recherche dans le cadre du dispositif du Comité de concertation pour les données en sciences humaines et sociales, dont le ministère de la Culture et de la Communication est membre depuis 2007.

### **Publications envisagées pour 2010**

- Chiffres clés 2010 ;
- 4 pages (Culture Chiffres, Culture Études...) ;
- La Consommation culture et média des ménages français
- Tendances de l'emploi dans le spectacle
- L'Évolution des industries culturelles
- L'Emploi dans le secteur culturel en 2007
- L'Emploi dans les professions culturelles en 2007
- L'Enseignement supérieur artistique et culturel en France
- L'Enseignement musical et chorégraphique en France

## **7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013**

Par rapport au programme statistique à moyen terme 2009-2013 réalisé fin 2008, aucune modification essentielle (reports, ajouts, suppressions, retards importants) n'est prévue en 2010. La plupart des opérations ayant débuté en 2009 et d'une longueur programmée supérieure à une année se poursuivent donc comme prévu en 2010.

## Annexe : liste des publications diffusées effectivement en 2008-2009

### En 2008 :

- Dans la collection **Culture études** :

- Jean-Michel GUY, *Cultures croisées : références interculturelles des Allemands, des Italiens et des Français*, « Culture études 2008-6 », novembre 2008. [La publication est également disponible en allemand, en anglais et en italien.]
- Jean-Cédric DELVAINQUIERE, Bruno DIETSCH, *L'intercommunalité culturelle, un état des lieux*, « Culture études 2008-5 », octobre 2008
- Éric MARTI, *Les enjeux du livre au format poche*, « Culture études 2008-4 », juin 2008
- Hana GOTTESDIENER, Jean-Christophe VILATTE, Pierre VRIGNAUD, *Image de soi – image du visiteur et pratiques des musées d'art*, « Culture études 2008-3 », juin 2008
- Cécile MARTIN, *Les formations à l'administration et à la gestion de la culture : bilan et perspectives*, « Culture études 2008-2 », avril 2008
- Anne GOMBAULT, Caroline URBAIN, Dominique BOURGON-RENAULT, Marine LE GALL-ELY, Christine PETR, *La gratuité des musées et des monuments : qu'en pensent les publics en France ?*, « Culture études 2008-1 », janvier 2008

- Dans la collection **Culture chiffres** :

- Edwige ZADORA, *Les établissements d'enseignement supérieur artistique et culturel relevant du ministère de la Culture Effectifs et diplômés, année scolaire 2007-2008*, « Culture chiffres 2008-5 », décembre 2008.
- Valérie DEROIN, *Statistiques des entreprises des industries culturelles*, « Culture chiffres 2008-4 », décembre 2008
- Bruno DIETSCH, *L'enseignement spécialisé de la musique, de la danse et de l'art dramatique en 2006-2007*, « Culture chiffres 2008-3 », septembre 2008
- Pierre BERRET, *Diffusion et utilisations des TIC en France et en Europe*, « Culture chiffres 2008-2 », juin 2008
- Edwige ZADORA, *Les établissements d'enseignement supérieur artistique et culturel. Effectifs et diplômés, année scolaire 2006-2007*, « Culture chiffres 2008-1 », janvier 2008

- Dans la collection **Culture prospective** :

- Françoise BENHAMOU, Pierre-Jean BENGHOZI, *Longue traîne : levier numérique de la diversité culturelle ?*, « Culture prospective 2008-1 », novembre 2008

- Dans la collection **Questions de culture** :

- Francine LABADIE, François ROUET, *Travail artistique et économie de la création*, actes des deuxièmes journées d'économie de la culture, octobre 2008.

- Dans la collection **Chiffres clés** :

- Jeannine CARDONA, Chantal LACROIX, *Chiffres clés 2008, Statistiques de la culture*, La Documentation française

### En 2009 :

- Dans la collection **Culture études** :

- François ROUET, *La création dans l'industrie du jeu vidéo*, « Culture études 2009-1 », janvier 2009
- Jacqueline EIDELMAN, Benoît CEROUX, *La Gratuité dans les musées et monuments en France : quelques indicateurs de mobilisation des visiteurs*, « Culture études 2009-21 », mars 2009

### À paraître :

- *Les Pratiques locales de mécénat et de parrainage culturel*
- *Les Intermédiaires des marchés culturels*
- *L'Évolution des métiers de la médiation culturelle*
- *La Valorisation de la création plastique*

- Dans la collection **Culture chiffres** :

- Éric CLERON, Frédérique PATUREAU, *L'emploi salarié dans la culture*, « Culture chiffres 2009-1 », janvier 2009
- Chantal Lacroix, *Les dépenses des ménages en biens et consommations culturelles et télécommunications*, « Culture chiffres 2009- », mars 2009
- Jean-Cédric DELVAINQUIERE, Bruno DIETSCH, *Les Dépenses culturelles des collectivités locales en 2006 : près 7 milliards d'euros pour la culture*, « Culture chiffres 2009-3 », avril 2009
- François ROUET, *Les entreprises du commerce de l'art*, « Culture chiffres 2009-4 », avril 2009

- **À paraître** :

- *La Consommation culture et média des ménages français*
- *Tendances de l'emploi dans le spectacle*
- *Les Équipements structurants*
- *L'Insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur de la culture*
- *L'Évolution des industries culturelles*
- *L'Emploi dans le secteur culturel en 2007*
- *L'Emploi dans les professions culturelles en 2007*
- *L'Enseignement supérieur artistique et culturel en France*
- 

- Dans la collection **Culture prospective** :

- Sylvie OCTOBRE, *Pratiques culturelles chez les jeunes et institutions de transmission, un choc de cultures ?*, « Culture prospective 2009-1 », janvier 2009

- **À paraître** :

- *La diversité culturelle, une théorie en questions*
- *Perspective des pratiques culturelles à l'horizon 2025*

- Dans la collection **Questions de culture** :

Olivier DONNAT, *Les pratiques culturelles à lire numérique*, Ministère de la Culture – La Découverte, 2009  
 Hervé GLEVAREC, *La Culture de la chambre*, Ministère de la Culture, DEPS, [à paraître]

- **À paraître** :

- Sylvie OCTOBRE, *Les Univers culturels des jeunes*
- *Le Développement économique territorial*

- Dans la collection **Chiffres clés** :

Chantal LACROIX, *Chiffres clés 2009, Statistiques de la culture*, DEPS, Ministère de la Culture / La Documentation française

**Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer**  
**Service de l'observation et des statistiques - Partie logement**

## 1. Exposé de synthèse

Un répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux sera créé au 1<sup>er</sup> janvier 2011, en lieu et place de l'actuelle enquête sur le parc locatif social (EPLS). Ce répertoire constituera l'épine dorsale de la connaissance du parc de logements sociaux.

Le dispositif d'enquêtes est orienté progressivement vers une meilleure prise en compte des considérations relatives au développement durable. A cette fin, notamment, une rénovation du questionnaire de l'enquête sur le prix des terrains à bâtir sera mise en chantier, de façon à intégrer la performance énergétique.

L'indice du coût de la construction (ICC) va connaître fin 2009 un changement de son mode de calcul, qui autorisera un allègement très substantiel du questionnaire de l'enquête correspondante et dispensera les entreprises de fournir une bonne partie des documents papier qu'elles devaient transmettre jusqu'à présent. Les réflexions engagées quant à la faisabilité et à l'opportunité de collecter (à plus long terme) par voie électronique les principales pièces techniques et contractuelles relatives aux projets de construction sera approfondie et élargie.

La possibilité d'étendre aux DOM le fichier Filocom est à l'étude, de même que la possibilité de le panéliser dans la dimension individuelle.

La réduction des délais de réalisation et de publication du compte satellite du logement entamée ces deux dernières années se poursuivra, un premier compte complet de l'année n étant publié en fin d'année n + 1.

## 2. Travaux nouveaux pour 2010

### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

#### Enquête thématique sur la qualité dans la construction

Il est prévu de réaliser l'enquête en avril 2010 sur l'exercice 2009. Cette enquête s'attachera à décrire la problématique de la qualité sous deux aspects, avec à chaque fois un éclairage sur les aspects environnementaux : la qualité dans le processus de construction (les démarches qualité sur le chantier, la garantie dommage ouvrage, la démarche HQE Haute Qualité Environnementale,...) et la qualité du produit final livré (garanties décennales, quinquennales, avec des réponses très variées de la part des maîtres d'œuvre ; nouveaux labels de performances énergétiques des bâtiments ...). Ces questions touchent les professionnels différemment selon qu'ils sont prescripteurs (Promoteurs immobiliers, constructeurs de maisons individuelles, entreprises générales) ou exécutants (les différents corps d'état). Ses résultats seraient disponibles au 4 trimestre 2010. Les principaux utilisateurs des résultats seraient :

- les pouvoirs publics qui, dans le cadre du Grenelle de l'environnement, mettent un accent tout particulier sur la qualité de la construction neuve,
- les syndicats professionnels : UNTEC, FPC, FFB, FNTP, CAPEB.

#### Resane (statistiques d'entreprises)

Le service profitera de la mise en production du nouveau dispositif RESANE des statistiques annuelles d'entreprises. Il suivra les investissements méthodologiques réalisés sur les groupes d'entreprises.

### 2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2010

#### Répertoire des logements locatifs sociaux

Un répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux est créé par la Loi de mobilisation pour le logement qui vient d'être votée par le parlement, en lieu et place de l'enquête sur le parc locatif social

(EPLS). Les bailleurs seront tenus de transmettre une fois par an les renseignements nécessaires à l'alimentation du répertoire, l'unité statistique en sera le logement, le questionnaire se limitera à quelques éléments essentiels (présents dans les – et aisément extractibles des - systèmes d'information des bailleurs), et l'ensemble des services de l'État et des collectivités territoriales ayant compétence en matière d'habitat auront accès aux données.

La rédaction des spécifications pour le projet informatique correspondant a commencé début 2009. Ce répertoire des logements sociaux entrera en vigueur au 1er janvier 2011 pour les plus gros organismes, et en 2012 pour les autres. Entre temps l'enquête EPLS continuera d'exister sous sa forme actuelle.

### **2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010**

Suivi de la construction neuve de logements et de locaux non résidentiels

La réforme du droit des sols est entrée en application au 1er octobre 2007. La continuité des statistiques a été assurée par le déploiement, en mode dégradé, d'une version modifiée de l'application actuelle Sitadel depuis cette date.

La nouvelle application d'architecture nationale (Sit@del2) est mise en place au premier trimestre 2009. Elle permettra de prendre naturellement en compte les nouveaux documents d'urbanisme, elle apportera aussi des améliorations en terme de qualité et d'homogénéisation des traitements notamment par le passage d'une application régionalisée à une application centralisée.

## **3. Opérations répétitives**

### **3.1. Les enquêtes**

#### Enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN)

L'enquête ECLN permet la production de statistiques trimestrielles sur les mises en vente, les ventes et les prix de vente de logements neufs de la part des promoteurs, au niveau national, ainsi qu'aux niveaux régional voire infra-régional lorsque les règles de secret l'autorisent. L'enquête a été rénovée par ajout de questions (données qualitatives sur le projet et investissement locatif parmi la motivation des acquéreurs), par la mise en place d'une nouvelle architecture informatique nationale et par de nouvelles modalités de diffusion des résultats. La rénovation s'est achevée en 2008.

#### Enquête sur le prix des terrains à bâtir (EPTB)

L'enquête sur le prix des terrains à bâtir a été lancée en 2006. Cette enquête, réalisée chaque année, fournit des informations sur les ménages ayant obtenu un permis de construire pour l'édification d'une maison individuelle, sur la consistance de la maison et sur son mode de chauffage, sur son prix ainsi que sur le prix du terrain. L'enquête sera poursuivie en 2010, et en parallèle une réflexion va débiter en vue d'une refonte du questionnaire, afin de mieux prendre en compte les problématiques de développement durable, notamment le niveau de performance énergétique.

#### Enquête ESA-construction

En 2009, en même temps que le passage à RESANE et pour la première fois, l'enquête ESA-construction a été adaptée au secteur de la promotion-construction qui fait désormais partie du champ de la construction (NAF 41.1) : questionnaire, champ pratique de collecte, méthodes de redressement, appariement avec SITADEL pour les SCI non interrogées... L'extension du cadre chantier au secteur de la promotion immobilière permettra de produire de nouvelles statistiques orientées sur les investisseurs finaux, en plus de celles sur les seuls clients du secteur du BTP.

#### L'indice du coût de la construction (ICC) et l'enquête sur le prix de revient des logements neufs (PRLN)

Les travaux (menés principalement par l'Insee, avec l'aide du SOeS) de rénovation méthodologique du mode de calcul de l'indice sont achevés, et le principe d'un passage à la méthode hédonique (qui consiste à recourir à une équation économétrique pour neutraliser les variations de prix imputables à des modifications de la qualité des logements nouvellement construits) est acté. Le basculement interviendra pour l'indice du 4e trimestre 2009 le 10 avril 2010. Le passage à la méthode hédonique va permettre un allègement considérable du questionnaire. Par ailleurs, la mise en place de la méthode hédonique est aussi l'occasion de remettre à plat le mode de collecte de l'enquête PRLN. Jusqu'à présent l'enquête est réalisée en face-à-face, ce qui est très coûteux. L'allègement du questionnaire permettra de procéder par voie postale.

Avec le schéma de collecte tel qu'il va être mis en œuvre pour la méthode hédonique, pour répondre au questionnaire ICC-PRLN, même simplifié, les entreprises vont continuer toutefois à devoir rechercher les renseignements pertinents dans les documents techniques et contractuels, une opération qui peut rester fastidieuse (moins que jusqu'à présent cependant, le questionnaire étant allégé). Par ailleurs, avec une

collecte par questionnaire, les innovations techniques ne peuvent être prises en compte dans le modèle hédonique qu'après un délai très long, puisqu'il faut tout d'abord qu'une question soit introduite à ce sujet (après une phase de maturation plus ou moins longue, au cours de laquelle l'innovation a fini par prouver sa pertinence en concernant une proportion de plus en plus importante des nouvelles constructions), et qu'ensuite un nombre suffisant d'observations s'accumule pour que l'innovation ait des chances d'obtenir un coefficient significatif dans l'équation économétrique. Le danger existe même que, l'innovation étant devenue la norme, voire même obligatoire (ex : le Label BBC – Bâtiment Basse Consommation), il soit alors trop tard pour tester la significativité d'une variable associée et que le saut qualitatif soit de toute façon achevé, sans qu'il ait pu être quantifié ni pris en compte dans les valeurs passées de l'ICC, qui ne peut être révisé. Pour y remédier, on peut envisager, à moyen terme, de demander aux entreprises non plus de remplir un questionnaire, mais de transmettre (par voie électronique) les principaux documents techniques et contractuels relatifs à l'opération de construction, à charge pour les statisticiens d'en extraire la substantifique moelle. Cette option d'une collecte électronique des pièces aurait l'avantage de permettre une prise en compte plus rapide des innovations dans le modèle hédonique, pour autant que l'information relative à l'innovation considérée figure bien dans les documents collectés, ce que l'on peut supposer. Elle permettrait en outre d'obtenir sur chaque construction échantillonnée une information beaucoup plus riche, autorisant par exemple un suivi des techniques de construction. La faisabilité et l'opportunité d'un tel schéma de collecte ont fait l'objet d'un premier examen, sur le champ de la maison individuelle, et du point de vue des constructeurs. Cet examen doit maintenant se poursuivre, du point de vue du service statistique (impact organisationnel et financier) et être étendu au champ de l'habitat collectif.

#### L'indice des prix de l'entretien-amélioration de logements (IPEA)

L'expérimentation de la collecte simplifiée pour les petites entreprises sans salarié se poursuit, moyennant quelques ajustements, et couvre désormais l'ensemble de l'échantillon pour ce qui est de la phase de sélection des entreprises. S'agissant de la collecte conjoncturelle des prix, l'allègement sera complet en 2010.

#### Les enquêtes mensuelles de branche dans le bâtiment (B) et les travaux publics (TP)

Les enquêtes mensuelles de branche sont réalisées par voie postale par les fédérations professionnelles (FFB/FNTP) auprès des entreprises ayant une activité de bâtiment ou de travaux publics à titre principal ou secondaire. L'enquête sur les travaux publics a pour objectif de fournir des indicateurs conjoncturels : travaux réalisés, salaires payés, marchés conclus, effectifs ouvriers permanents et heures travaillées sur les chantiers. L'enquête sur le bâtiment a pour objectif de contribuer au calcul de l'Indice de la Production Industrielle (IPI) de l'Insee et des indices d'activité et d'emploi et de salaire de la profession.

### **3.2. Exploitation de fichiers administratifs**

#### FILOCOM

Dans le cadre d'un protocole avec la Direction générale des finances publiques (DGFIP), le service de l'observation et des statistiques (SOeS) dispose tous les deux ans (années impaires) de données fiscales et foncières issues du mariage des fichiers de la taxe d'habitation, de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, des propriétaires et des propriétés bâties.

Ce fichier fournit une information de première importance sur le couple logement-occupant. Son apport principal repose, outre son exhaustivité, sur une information à un niveau géographique très fin, la connaissance des revenus des occupants et la possibilité d'effectuer des études longitudinales. Le fichier permet en outre de connaître l'âge du parc de logements et la durée d'occupation. Utilisées en liaison avec d'autres sources, les données contenues dans ce fichier enrichissent l'analyse des situations locales d'habitat.

Le champ longitudinal s'est circonscrit jusqu'ici au logement (présence d'un identifiant logement). Il a permis notamment la réalisation en 2006 d'une étude réalisée pour la Cour des comptes sur le parc locatif social sur la période 1999-2005, en 2007 d'une étude pour l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale sur les ménages à bas revenus, et en 2008 d'une étude sur la mobilité résidentielle.

La dimension longitudinale pourrait être renforcée par l'ajout d'un identifiant individu qui permettrait de suivre la trajectoire résidentielle des personnes. Une première piste consistant à demander à la DGFIP l'ajout de cet identifiant aux variables actuellement fournies pour le fichier 2010 s'est révélée infructueuse. Le SOeS se penche sur des travaux visant à générer cet identifiant grâce aux techniques de hachage-chaînage utilisées en épidémiologie (modèles probabilistes reposant sur le calcul de scores). Les premières études préalables ont démarré en 2009.

Un second projet en cours consiste à fabriquer, après expertise et confrontation avec d'autres sources (RGP), un fichier pour les DOM. Pour l'heure, les premières expertises sont favorables pour les départements de la Réunion et de la Martinique.



### 3.3. Autres travaux

#### Le compte satellite du logement

Les séries de comptes du logement couvrent les années 1984 à 2006. Les évolutions des loyers sont reprises dans le cadre central des comptes nationaux et sont transmises à Eurostat pour le calcul des parités de pouvoir d'achat.

Les méthodes de chiffrage de l'investissement et des locaux d'hébergement seront expertisées. La coordination du chiffrage du compte avec les évaluations de la comptabilité nationale sera confortée.

Une réduction des délais de production, entreprise en 2006, a été poursuivie en 2007 et 2008 avec la mise en place d'une nouvelle méthode de chiffrage de l'investissement permettant de présenter des chiffres dès le printemps n+1 pour une partie de l'investissement de l'année n. La diminution des délais de production sera très significativement accentuée en 2009, année au cours de laquelle un compte complet 2008 sera publié dès décembre, soit une amélioration de 6 mois.

Les études ou éclairages sur les thèmes connexes au logement, s'appuyant sur les productions statistiques du Meeddat et sur l'enquête logement de l'Insee réalisée en 2006 (diffusée au cours du premier semestre 2008), seront renforcées.

## 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

#### Indice du coût de la construction (ICC) et enquête PRLN

Le passage à la méthode hédonique va alléger de manière considérable la charge de réponse pour les entreprises interrogées : celles-ci devaient fournir jusqu'à présent non seulement les réponses au questionnaire d'enquête, mais aussi tous les documents techniques relatifs à la construction (plans, descriptifs des marchés, CTTP, etc.). Seuls le marché et le questionnaire seront désormais nécessaires, et celui-ci sera allégé très substantiellement.

#### IPEA

L'expérimentation de la collecte simplifiée pour les petites entreprises sans salarié se poursuit, moyennant quelques ajustements, et couvre désormais l'ensemble de l'échantillon pour ce qui est de la phase de sélection des entreprises. S'agissant de la collecte de prix conjoncturelle, l'allègement sera complet en 2010.

## 5. Aspects particuliers du programme 2008

### 5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Voir la réorganisation des travaux des cellules statistiques régionales évoqués ci-dessus.

### 5.2. Aspects environnement

L'enquête EPTB inclut un questionnement sur les modes de chauffage (énergies renouvelables).

Dans le cadre de l'enquête PRLN, des questions ont été rajoutées sur les labels (encadrés par les nouvelles réglementations sur les logements neufs) et contribuant potentiellement à la formation des prix. On mentionnera également l'enquête thématique sur la qualité dans la construction vue à la fois dans le processus de construction et dans le produit final livré (cf. ci-dessus 2.1).

### 5.3. Aspects européens

L'enquête TIC 2009, d'initiative européenne, aura lieu en 2010.

## 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-20013

Opérations	Prévision	Observations	Suivi
Suivi des permis de construire et des mises en chantier (Sitadel)	La nouvelle application doit être mise en production dans moins d'un mois, comme prévu	RAS	
Répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux	2011	Répertoire créé par l'art.38 de la loi de mobilisation pour le logement. Un décret et un arrêté préciseront les modalités de transmission des infos par les bailleurs	Spécifications en cours de rédaction pour le projet informatique. Délais serrés, mais tenables
Enquêtes thématiques auprès des entreprises de la construction			Le programme d'enquêtes se déroule conformément au calendrier prévu
Refonte du mode de collecte de l'enquête ICC-PRLN		La collecte (par voie électronique) des principales pièces est à l'étude (projet de moyen terme)	Les allègements permis par le passage à l'indice hédonique seront réalisés en 2009
Compte satellite du logement			Réduction des délais : en cours de réalisation. Documentation et réflexion méthodologique : à lancer.
Filocom			Panélisation, et extension aux DOM : étude de faisabilité en cours de réalisation.
Exploitation des bases fiscales pour une meilleure connaissance des marchés immobilier et foncier		En attente d'une décision de la DGFIP sur le projet Patrim.	

## Annexe : liste des publications diffusées effectivement en 2008-2009

1. « chiffres et statistiques » sur la construction de logements (mensuel)
2. « chiffres et statistiques » sur la construction de locaux (mensuel)
3. « chiffres et statistiques » sur la construction de logements neufs (ECLN) (trimestriel)
4. « chiffres et statistiques » sur le parc locatif social (annuel)
5. « chiffres et statistiques » sur le prix des terrains à bâtir (annuel)
6. « le point sur » le cycle de la commercialisation des logements neufs (à paraître décembre 2009)
7. « le point sur » les modes de chauffage des maisons individuelles neuves (à paraître juin 2009)

### • *Enquête annuelle d'entreprise*

Dépliant « Les entreprises de construction en 2006 », troisième trimestre 2008.

« EAE – Construction 2006, Résultats définitifs » - SESP Infos rapides, mai 2008

Les entreprises de la construction en 2007, Résultats définitifs, SOeS Chiffres et Statistiques, mai 2009.

### • *Prix des travaux d'entretien - amélioration*

« L'indice de prix des travaux d'entretien-amélioration de logements – résultats trimestriels » - collection Chiffres et statistiques, publiés à la fin du trimestre suivant le trimestre de référence et mis à disposition sur le site Internet.

« Comptes du logement – édition 2008 (compte 2006) », les rapports du SESP collection chiffres et analyses, CGDD, juillet 2008

« Comptes du logement – édition 2009 (comptes 2007 et 2008) », les rapports du SOeS collection chiffres et analyses, CGDD, à paraître décembre 2009

« Hausse record des dépenses de logement en 2006, net ralentissement en 2007 », SESP en BREF n°28, juillet 2008

« les dépenses de logement en 2008 et 2009 », SESP en BREF n°, décembre 2009

« Prix des logements anciens : les déterminants liés aux biens et à la négociation », Notes de synthèse du SESP n°169, avril 2008

« Depuis 2005, la construction neuve de logements allie ruralité et proximité des grands pôles urbains », SESP en BREF n°30, octobre 2008

« l'occupation du parc des ménages à faibles revenus », Le Point Sur, à paraître avril 2009

« la mobilité résidentielle », Le Point Sur, à paraître, juin 2009

« inégal destin des générations », Le Point Sur, à paraître, septembre 2009

« la localisation de la construction neuve au cours de la période 2005-2008 », REE, juin 2009

« la localisation de la construction neuve au cours de la période 2005-2008 », Note de Synthèse, à paraître septembre 2009

« les ménages multi-proprétaires », Le Point Sur, à paraître, décembre 2009

« les travaux d'amélioration financés par les ménages », Le Point Sur, à paraître décembre 2009

**Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale  
et du développement solidaire**  
Département des statistiques, des études et de la documentation

## 1 - Exposé de synthèse

Le département des statistiques du MIINDS a été mis en place le 1<sup>er</sup> janvier 2008, comme le reste de l'administration de ce ministère. Il a le statut de service statistique ministériel depuis avril 2008.

Il a pour objectifs principaux : la valorisation des sources administratives dont le ministère et ses établissements de tutelle sont les propriétaires ; la réalisation d'enquêtes statistiques et l'utilisation de ces enquêtes et de celles de l'ensemble du service de la statistique publique aux fins d'études sur les domaines des politiques publiques du ministère ; la participation à des études d'impact commandées par la perspective de mise en œuvre de politiques nouvelles.

Le SSM-Immigration est étroitement associé à la conception du futur schéma directeur informatique, notamment dans l'organisation future des flux des informations administratives entre les différents producteurs, dans le choix des nomenclatures des champs à vocation statistique et dans la création d'un entrepôt de données sur les étrangers immigrants. Le SSM-Immigration a mis en place un comité de programmation des enquêtes et études (CPEE), dès 2008, qui a pour objet de fixer les grandes lignes de son programme de travail annuel, compte tenu de ses ressources humaines et du budget dont il dispose. Il est prévu d'associer en amont de manière plus formelle, à partir de 2010, le Service de la Statistique Publique et d'autres institutionnels à la préparation de ce CPEE.

Le département poursuivra la tâche de mettre aux normes statistiques les données administratives issues des différentes applications dont le ministère et les établissements dont il a la tutelle sont propriétaires. La mise en place du dispositif d'enquêtes, dès 2009, auprès des nouveaux arrivants (ELIPA<sup>1</sup>) conduira en 2010 à réaliser la seconde vague d'ELIPA, d'une part, et à tirer de la première vague les principales caractéristiques des populations ciblées et leur appréciation du dispositif d'accueil de l'OFII<sup>2</sup>, d'autre part.

## 2 – Travaux nouveaux pour 2010.

Les principales pistes du programme 2010 seront confirmées par la prochaine réunion du CPEE.

### 2.1 – Enquêtes.

- Il n'est pas prévu à ce stade d'enquêtes quantitatives nouvelles en 2010. La deuxième vague de l'enquête ELIPA sera réalisée en fin 2010. Il n'est pas impossible que, sur la base des premiers résultats de la première vague ELIPA, il soit décidé de programmer une enquête qualitative, comme il a été mentionné dans la fiche CNIS demandant l'avis d'opportunité sur le dispositif global ELIPA.
- Cependant, la réflexion sur la mise en œuvre d'un suivi des étrangers s'installant durablement en France a conduit à envisager une enquête en 2011 sur les ressortissants des pays tiers à l'UE-27 bénéficiant pour la première fois d'une carte de résident. L'année 2010 sera mise à profit pour construire ce projet d'enquête et, plus particulièrement, de bâtir un questionnaire permettant d'identifier les parcours d'intégration a posteriori.

### 2.2 – Exploitations nouvelles de sources administratives.

- L'application de gestion des dossiers des résidents étrangers en France (AGDREF) est en cours de refonte. L'achèvement de la rénovation est prévu en 2010. Le département est étroitement associé à ce processus qu'il accompagnera jusqu'à son terme pour, d'une part, recommander la présence de champs indispensables au suivi statistique et à la caractérisation des flux

<sup>1</sup> ELIPA : enquête longitudinale sur l'intégration des primo-arrivants.

<sup>2</sup> Office Français d'Immigration et d'Intégration, le nouvel opérateur, ex-ANAEM.

migratoires et, d'autre part, définir le contenu de l'entrepôt des données statistiques, et de ses modes d'accès selon les utilisateurs.

- Le département finalisera en 2010 la mise en œuvre de traitement d'apurement des données administratives de l'application sur les visites médicales (IMMI) dont l'évolution est envisagée à cette échéance (en lien avec le nouveau schéma directeur informatique), de l'application sur les contrats d'accueil et d'intégration (CAI) et de l'application sur les visas (RMV<sup>3</sup>).
- Dans le cadre de la réflexion sur l'élaboration du schéma directeur informatique du ministère (2010), à laquelle le département participe activement, l'objectif de constituer un entrepôt de données unique rassemblant les données statistiques du parcours administratif du migrant est confirmé (les visas, les demandes d'asile, les visites médicales, les contrats d'accueil et d'intégration, les titres de séjour, et les acquisitions de nationalité française). La création de cet entrepôt sera aussi l'occasion de définir des jeux de tableaux de bord à servir aux différentes unités opérationnelles, un document de synthèse permettant un suivi infra-annuel des politiques dont le ministère a la charge et de produire au fil de l'eau une batterie d'indicateurs de gestion commandés par la LOLF, la RGPP, par exemple.

### 2.3 – Autres travaux statistiques

- Plusieurs chantiers déjà ouverts se prolongeront en 2010 et pourront évoluer de manière sensible selon les résultats des étapes à venir. Il s'agit notamment des travaux engagés sur les sources Enquête Emploi et DADS qui pourraient offrir un détail d'informations plus précis sur les nationalités. Ce détail permettrait d'ajuster les actions en faveur de l'immigration professionnelle en liaison avec les principales origines géographiques des flux migratoires actuellement enregistrés.
- Compte tenu des retards constatés sur la partie diffusion, il est probable qu'il faudra attendre l'année 2010 pour finir de construire les vecteurs éditoriaux (principalement, avec le média internet).
- Le projet d'actualiser les atlas régionaux des populations immigrées, peut-être sous une forme différente que celle retenue en 2004 (valorisation des données du RP99 et de l'enquête Histoire familiale 99, par région), est en cours de réflexion. La précédente opération se fondait sur une convention Insee-FASILD (aujourd'hui, l'ACSE) et se déclinait à l'échelon régional. Des contacts en cours avec la direction de la diffusion et de l'action régionale de l'Insee devraient aboutir en vue d'actualiser ces atlas. Le MIINDS est demandeur, pour appui aux programmes régionaux et départementaux d'intégration des populations immigrées (PRIPI et PDIPI).

---

<sup>3</sup> RMV : Réseau Mondial Visa.

### 3 – Opérations répétitives

Les seules opérations répétitives concernent l'exploitation des sources administratives autrefois réalisées par le ministère de l'intérieur, l'ex-direction de la population et des migrations et les services producteurs.

#### TRAVAUX REPETITIFS

Thèmes et opérations	Unité responsable	Suivi	Observations
Exploitation du fichier des bénéficiaires de titres de séjour.	MIIINDS		
Exploitation du fichier des naturalisations.	MIIINDS		
Exploitation du fichier des visas.	MIIINDS		
Exploitation des remontées en provenance des préfectures concernant les mesures prononcées d'éloignement et les verbalisations pour fraude.	MIIINDS		
Retraitement des données sur les mesures exécutées d'éloignement, l'asile, les contrats d'accueil et d'intégration, les visites médicales.	MIIINDS		Les données de base sont transmises au DSED par la DCPAF, l'OFPRA et l'OFII.
Traitement et transmission des données d'immigration et d'asile à Eurostat.	MIIINDS		En liaison avec l'OFPRA et l'Insee (e-DAMIS).
Exploitation de diverses sources (EEC, EAR, État-civil, DUE, DADS...) sur les populations étrangères et/ou immigrées.	MIIINDS		

### 4 – Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet

### 5 – Aspects particuliers du programme 2010

#### 5.1 – Aspects régionaux et locaux

Pour le département, cette préoccupation se situe essentiellement sous l'angle de l'étude des concentrations territoriales des immigrés, à partir par exemple des données du recensement de la population. Plusieurs sources administratives permettent des informations localisées (par exemple : titres de séjour, visites médicales) et pourraient être mobilisées à la demande. Elles pourraient être combinées avec les données du RP 2006, en liaison notamment avec le projet d'atlas annoncé au § 2.3.

#### 5.2 – Aspects "développement durable"

Sans objet

#### 5.3 – Aspects évaluation des politiques publiques

Cette préoccupation d'évaluation des politiques publiques est clairement affichée, que ce soit dans le cadre du schéma directeur informatique pour lequel il s'agit d'un objectif important (aide à la décision à partir d'indicateurs annuels ou infra-annuels) ou dans les objectifs du dispositif d'enquêtes sur le parcours d'intégration des primo-arrivants que le département met en place.

#### 5.4 – Aspects "européens"

- Le SSM-Immigration est chargé de répondre aux exigences du règlement européen relatif aux statistiques communautaires sur la migration et la protection internationale (n° 862/2007 du 11 juillet 2007). A ce titre, il collationne auprès des divers producteurs concernés (notamment, l'Insee et l'OFPPA) les réponses à fournir à Eurostat aux articles 3 à 8 de ce règlement. L'Insee se charge, par ailleurs, de répondre au questionnaire commun des Nations-Unies pour lequel le SSM fournit les données dont il dispose.
- Le chef du département est aussi en charge de représenter le MIIINDS comme point de contact national (PCN) du réseau européen des migrations (REM). Le programme de travail du réseau comprend notamment la production annuelle d'un rapport statistique sur l'immigration ; la participation des 27 États membres permet à la Commission de réaliser une synthèse européenne. Ce travail est d'ailleurs comparable à celui demandé dans le cadre du SOPEMI<sup>4</sup> de l'OCDE qui contribue à la publication annuelle d'un document de synthèse : Perspectives des migrations internationales.

## 6 – Diffusion des travaux

Contribution annuelle au SOPEMI.

Rapport statistique du Réseau européen des migrations (REM).

Projet d'atlas sur les populations immigrées.

Diffusion, sous forme de 4-pages :

- . Étude sur l'emploi des immigrés à partir de l'enquête emploi en continu ;
- . Étude sur la première vague de l'enquête ELIPA ;

Exploitation des données du recensement sur des thèmes à définir et en concertation avec la cellule "études sur les immigrés" de l'Insee.

## 7– Suivi des travaux prévus au programme moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Système d'information		Échéance 2010	Étape CNIL à venir	
ELIPA		2009, 2010 et 2012	Délai respecté	
Enquête auprès des bénéficiaires d'une carte de résident		2011	Avis CNIS en 2010	
Enquête auprès des naturalisés		2013	Avis CNIS en 2012	

<sup>4</sup> Système d'observation permanente des migrations.

## Annexe :

**Liste des publications "diffusées"<sup>5</sup> en 2008-2009**

Les publications bouclées en attente de diffusion externe sont :

**Infos migrations N° 8 – février 2009**

L'insertion professionnelle des immigrés en 2007

*Yves Breem*

Données de cadrage sur la population active immigrée originaire des pays tiers

**Infos migrations N° 7 – janvier 2009**

Les conditions de logement des immigrés en 2006

*Yves Breem*

Les immigrés connaissent de moins bonnes conditions de logement que les Français de naissance : ils sont logés dans des logements plus petits, de moins bonne qualité et plus chers.

**Infos migrations N° 6 – janvier 2009**

Les ménages immigrés en 2006 : des locataires en zone urbaine

*Yves Breem*

Résumé : Les immigrés sont majoritairement locataires en zone urbaine. Les immigrés ont plus de difficultés pour accéder au logement et aussi pour payer leur loyer.

**Infos migrations N° 5 – novembre 2008**

Profil des migrants accueillis dans le cadre du dispositif public en 2006

*Corinne Régnard*

Portrait des signataires et des non signataires du contrat d'accueil et d'intégration accueillis dans le cadre du dispositif public d'accueil en 2006 à partir d'une enquête réalisée par la DREES cette même année.

**Infos migrations N° 4 – novembre 2008**

La population active étrangère

*Yves Breem*

Principales caractéristiques de la population active étrangère par âge, sexe, secteur d'activité, taux d'activité, de chômage et d'emploi.

**Infos migrations N° 3 – novembre 2008**

La population étrangère résidant en France

*Corinne Régnard*

Description de la population étrangère résidant en France par nationalité, âge et localisation géographique en France métropolitaine.

**Infos migrations N° 2 – novembre 2008**

Mixité franco-étrangère : quelle réalité sociale ?

*Beate Collet et Corinne Régnard*

Dans cette étude, la notion de couples mixtes franco-étrangers ne s'appuie pas uniquement sur les unions entre Français et étrangers, mais s'étend également aux populations issues de l'immigration et aux liens entretenus avec les pays d'origine.

**Infos migrations N° 1 – octobre 2008**

Les entrées annuelles des ressortissants des pays tiers sur le marché de l'emploi de 2004 à 2006

*Jean-François Léger*

Estimation du flux annuel d'étrangers qui entre sur le marché du travail français dans le cadre de l'immigration à caractère permanent et qui sont arrivés en France à un autre titre que l'immigration de travail.

<sup>5</sup> Toutes les publications sont accessibles sur le site intranet du MIIINDS. Aucune diffusion externe n'a été décidée pour l'instant, notamment en raison de l'impossibilité matérielle de placer leur version électronique sur le site actuel du ministère.



**Haut commissaire à la jeunesse**  
**Direction de la jeunesse, de la formation populaire et de la vie associative**  
**Mission des études, de l'observation et des statistiques (MEOS)**

## 1 - Exposé de synthèse

La « mission des études, de l'observation et des statistiques » est rattachée depuis le début du mois de septembre 2008 à direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA), elle-même sous la tutelle du Haut commissaire à la jeunesse depuis le 12 janvier 2009. Ce positionnement ne remet pas en cause la transversalité des missions de la MEOS qui continuent de s'inscrire dans le champ « jeunesse, sport et vie associative ».

Dans le cadre du programme moyen terme 2009-2013, trois axes prioritaires ont été retenus. Ils visent à améliorer notre connaissance dans trois domaines : la pratique sportive des français, l'emploi associatif et le poids économique du sport.

Concernant la pratique sportive des français, un projet d'enquête a été soumis à la direction des sports du ministère de la santé et des sports qui a donné son accord. Les difficultés relatives au financement de l'opération ont été résolues début avril avec la prise en charge financière du projet par le centre national de développement du sport (CNDS).

L'emploi dans le secteur associatif repose sur plusieurs composantes : le bénévolat, le volontariat et le salariat. C'est cette dernière composante que l'on souhaite étudier, en caractérisant les associations employeuses de salariés, les salariés employés par ces associations et leurs conditions d'emploi. Ces travaux dont le démarrage était suspendu à la signature de la convention de mise à disposition par l'INSEE des données DADS à la DJEPVA, pourront être lancés au deuxième trimestre 2010.

Une meilleure connaissance de l'économie du sport nécessite d'enrichir le système d'information sur les différents acteurs économiques de ce secteur. Cette préoccupation s'inscrit directement dans les travaux européens liés à la mise en place d'un compte satellite du sport.

## 2. Travaux nouveaux pour 2010

### 2.1. Enquête sur « la pratique des activités sportives en France »

Cette enquête reprend les principaux thèmes de celles qui avaient été menées en 2000 et en 2003. La dernière enquête s'appuyait sur le dispositif EPCV de l'INSEE, tandis que celle de 2000 avait été pilotée directement par la mission statistique du ministère en charge des sports et l'INSEP.

L'objectif est de décrire précisément la pratique sportive, qu'elle soit autonome ou encadrée, et de faire apparaître, dans la mesure du possible, des pratiques émergentes. Elle permettra d'évaluer le nombre de licenciés et de décrire le profil socio-économique des pratiquants. Quelques questions sur l'accidentologie liée à la pratique sportive complètent le questionnaire.

Un avis d'opportunité a été soumis au CNIS lors de l'inter-formation statistique sociale qui s'est réunie le 27 novembre 2008 et le conseil a émis un avis favorable. Le passage au comité du label est prévu au mois d'octobre 2009.

L'appel d'offres sera lancé au cours de la seconde quinzaine du mois d'avril. Le prestataire retenu effectuera les tests au cours de l'été et la collecte devrait se dérouler en fin d'année 2009. L'exploitation des données, réalisée conjointement avec l'INSEP, s'étalera sur toute l'année 2010 avec des premiers résultats à l'été 2010 (publication d'un Stat-info) et la rédaction d'un ouvrage à paraître dans la collection de l'INSEP « Statistiques – Repères et analyses ».

### 2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2010

La MEOS, en collaboration avec le bureau « développement de la vie associative, du volontariat et du bénévolat » de la DJEPVA, souhaite s'appuyer sur les DADS et CLAP afin d'analyser les caractéristiques

des associations employeuses et de leurs salariés, ainsi que produire des études sur le thème de l'emploi associatif, notamment sportif.

Il s'agira de procéder à une analyse exploratoire des variables au niveau national et départemental, par secteur d'activité et par tranches d'effectifs. Dans un premier temps, les travaux porteront sur l'année 2006.

Les données observées concerneront principalement :

- La démographie des associations employeuses, leurs caractéristiques, leurs effectifs salariés, les masses salariales versées,
- La démographie des salariés, leurs caractéristiques, les salaires perçus,
- Les conditions d'emploi des salariés.

### 3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
<b>Enquêtes</b>			
Recensement annuel des licences sportives	MEOS		Questionnaire adressé à l'ensemble des fédérations sportives agréées.
<b>Exploitation de fichiers administratifs</b>			
<b>Autres travaux répétitifs</b>			
Statistiques sur les diplômes professionnels ou non délivrés par le ministère	MEOS		Exploitation d'une base de données du ministère.
Statistiques sur les contrats aidés du champ « jeunesse et sports »	MEOS		Exploitation de données fournies par la DARES.
Estimation annuelle du poids économique du sport (dépense sportive des acteurs économiques)			Source : comptes annuels nationaux, DGCL, Enquêtes annuelles d'entreprises.

### 4. Allègement de la charge statistique de collecte

Sans objet

### 5. Aspects particuliers du programme 2010

#### 5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Les travaux d'exploitation des DADS et CLAP permettront non seulement d'appréhender l'emploi associatif au niveau national, mais également aux niveaux régional et local.

#### 5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Sans objet

#### 5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

La MEOS est chargé de calculer plusieurs indicateurs LOLF liés aux domaines « sports » et « vie associative ». Elle est notamment responsable de l'amélioration de la qualité de ces indicateurs, tant en termes de définition que de collecte des informations.

#### 5.4. Aspects « européens »

La MEOS participe à un groupe de travail animé par les responsables de l'Unité Sport de la Commission européenne. Ce groupe, réunissant une dizaine d'États membres volontaires, s'attache à définir le cadre

méthodologique d'un compte satellite du sport, le périmètre du secteur « sport » (définition statistique, activités liées directement ou indirectement au sport).

## 6. Diffusion des travaux

La MEOS publie ses principaux résultats dans sa collection « Info-stat », sous forme de 4 ou 6 pages. Elle utilise également un format dépliant pour les « chiffres-clés du sport » et les « chiffres-clés de la jeunesse ».

Au cours de l'année 2010, les publications suivantes sont prévues :

1er trimestre 2010

- « chiffres clés de la jeunesse – mars 2010 » (dépliant)

2<sup>ème</sup> trimestre 2010

- « le poids économique du sport en 2008 » (stat-info)

3<sup>ème</sup> trimestre 2010

- « la pratique des activités physiques et sportives en France » (stat-info)

4<sup>ème</sup> trimestre 2010

- « chiffres-clés du sport – novembre 2010 » (dépliant)

- « licences et clubs des fédérations sportives agréées en 2009 »

- « la pratique des activités physiques et sportives en France » (ouvrage)

## 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Enquête pratique sportive	MEOS	2009	Résultats en 2010	
Emploi associatif : exploitation DADS et CLAP	MEOS et bureau « Vie associative » du Ministère	2009	Premiers résultats 2 <sup>ème</sup> semestre 2009	
Compte satellite du sport	MEOS	permanent	Réunions semestrielles du groupe européen	
Recensement annuel des licences sportives	MEOS	annuel		
Compte de la dépense sportive	MEOS	annuel		
Contrats aidés dans l'emploi sportif	MEOS		Publication au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2009	
Diplômes professionnels	MEOS		Publication au 3 <sup>ème</sup> trimestre 2009	

**Annexe : liste des publications diffusées effectivement en 2008-2009**

- « Les chiffres-clés de la jeunesse – mars 2008 » (dépliant)
- « Les sports de nature en France » (stat-info)
- « Les chiffres-clés de la vie associative » (dépliant)
- « Les chiffres clés du sport - novembre 2008 »
- « Le poids économique du sport en 2006 » (stat-info)

A paraître au 2<sup>ème</sup> trimestre 2009

- « Les licences et clubs des fédérations sportives agréées » (stat-info)
- « Le poids économique du sport en 2007 » (stat-info)

Pour information :

- programme présenté à la Commission Services publics et services aux publics

## **Institut national des hautes études de sécurité Observatoire national de la délinquance - OND**

### **1. Exposé de synthèse**

L'observatoire national de la délinquance (OND) est un département de l'institut national des hautes études de sécurité (INHES), établissement public administratif, sous tutelle du ministère de l'Intérieur. En 2010, selon les projets actuellement en cours d'élaboration, tant l'INHES que l'OND pourraient connaître une évolution très significative de leur organisation. Il est envisagé d'élargir aux questions pénales le domaine d'étude de l'INHES qui deviendrait alors un établissement public interministériel placé sous la tutelle du premier ministre. L'OND pourrait donc voir son champ d'analyse statistique étendue aux données sur les suites pénales des crimes et délits portés à la connaissance de la police, de la gendarmerie et désormais de la Justice. Ce processus d'évolution de l'INHES et de l'OND se traduirait notamment par un changement de nom et par un déménagement de locaux.

On rappelle que selon le décret actuellement en vigueur, datant du 29 juillet 2004, et jusqu'à l'éventuelle entrée en vigueur d'un nouveau texte, les missions de l'observatoire national de la délinquance sont les suivantes :

1. Recueillir les données statistiques relatives à la délinquance auprès de tous les départements ministériels et organismes publics ou privés ayant à connaître directement ou indirectement des faits ou des situations d'atteintes aux personnes ou aux biens ;
2. Exploiter les données recueillies en procédant notamment aux analyses globales ou spécifiques de la délinquance ;
3. Communiquer les conclusions qu'inspirent ces analyses aux ministres intéressés et aux partenaires de l'observatoire ;
4. Assurer la mise en cohérence des indicateurs, de la collecte et de l'analyse des données ;
5. Faciliter les échanges avec d'autres observatoires, en particulier l'Observatoire des zones urbaines sensibles ;
6. Animer un réseau de correspondants ;
7. Organiser la communication au public de ces données.

Le programme de travail de l'OND est déterminé par son conseil d'orientation, structure indépendante composée de près de 30 membres (élus, représentants de l'administration ou du secteur privé, de chercheurs et d'universitaires) qui a été renouvelée à l'été 2008.

Lors de chaque rapport annuel, le conseil d'orientation émet en particulier des préconisations que l'OND met en œuvre, sous réserve de faisabilité. Par la suite, les travaux statistiques conduits par l'OND sont présentés au conseil d'orientation pour validation avant leur publication.

Depuis 2007, le calendrier des travaux de l'OND s'articule autour de deux temps fort : la publication du bilan annuel au mois de janvier et la publication du rapport annuel au mois de novembre. Les nouveaux travaux peuvent être publiés soit sous forme d'articles appelés « grand angle », soit dans le rapport annuel. Les mises à jour de données déjà diffusées s'effectuent dans des articles de type « repères » ou dans des fiches thématiques du rapport annuel.

Si le recrutement de personnel statisticien se déroule en 2009 comme l'OND le souhaite, l'année 2010 pourrait être une année d'intensification des travaux d'étude sur l'enquête « Cadre de vie et sécurité ». Cette enquête annuelle de victimation fait déjà l'objet dans les rapports annuels de l'OND d'article sur

l'évolution du nombre d'atteintes déclarées par les personnes interrogées et sur le profil des victimes, avec une attention majeure portée aux questions de violences physiques.

En 2009, ce travail a d'ores et déjà été complété d'un article sur les taux d'atteintes aux biens des ménages à l'échelle de grands regroupements régionaux en comparaison des faits constatés par la police et la gendarmerie (voir « *Victimation et délinquance enregistrées dans huit grands ensembles régionaux - Géographie comparée des vols liés aux véhicules et des vols dans les résidences des ménages* » dans les « *cahiers de la sécurité* » de l'INHES, n°8 mai 2009) et sera suivi par un « Grand angle » sur la victimation et le sentiment d'insécurité dans les transports en commun. L'OND aimerait poursuivre en 2010 à la fois l'analyse locale des statistiques extraites de l'enquête de victimation, grâce aux 3 enquêtes annuelles consécutives qui seront alors disponibles, et l'étude comparée de la victimation et du sentiment d'insécurité mais cette fois de façon plus générale et pas uniquement dans les transports en commun.

Toujours si les conditions matérielles le permettent, 2010 pourrait être la première année de réalisation d'une enquête de victimation en milieu scolaire. Ce projet, qui trouve son origine dans une préconisation du conseil d'orientation de l'OND, est en cours de conception au ministère de l'éducation nationale. L'OND participe activement à cette phase et pourrait, si l'enquête se réalise, assurer une partie de l'exploitation des données sur la victimation à l'école.

En matière de délinquance enregistrée par la police et la gendarmerie, une évolution majeure, longtemps repoussée, est attendue pour 2010. Il s'agit de l'entrée en service de nouvelles bases de données sur les faits constatés. Le jour où l'OND ne recevra plus sur les faits constatés de crimes et délits un tableau figé, appelé « état 4001 », composé de compteurs d'infractions comptabilisées selon leur lieu et leur date d'enregistrement, mais une base de données où chaque fait formera une ligne et sera accompagné d'informations sur leur déroulement (date et lieu de commission), leur victime et éventuellement leur mis en cause, les possibilités d'étude statistiques seront bouleversées.

La conjonction de la mise à disposition de données de délinquance constatée située selon leur lieu de commission et des statistiques détaillées de l'INSEE extraites du recensement ouvrirait de vastes champs d'étude et d'analyse. L'OND souhaite notamment se rapprocher de l'INSEE à propos des concepts de « bassins de délinquance » ou de « population présente ».

En attendant cette perspective, l'OND poursuit sa politique active de recherche d'informations qualitatives sur les faits constatés. Il s'agit de collecter de l'information soit à partir des bases de données opérationnelles de la police et de la gendarmerie (outils de rapprochement judiciaire très riches mais qui exigent un travail complexe pour les services informatiques des administrations afin d'en extraire des statistiques), soit à partir d'échantillon de procédures dont l'accès a été demandé au Procureur de la République. Des études sur les homicides, les violences sexuelles ou encore les violences intra familiales sont en cours de développement et pourraient aboutir ou avoir des prolongements en 2010.

Chaque point de programmation évoqué s'inscrit dans le cadre d'un, voire de plusieurs éléments du programme de moyen terme de l'OND. Leur réalisation en 2010 et *a fortiori* sur la période 2009-2013 est en grande partie conditionnée par un contexte matériel que l'OND ne maîtrise pas. La réalisation du programme dans sa forme la plus ambitieuse est en tout cas envisageable aujourd'hui.

## **2. Travaux nouveaux pour 2010**

### **2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an**

L'enquête « cadre de vie et sécurité » 2010 pourrait au terme de test en cours se voir complétée de questions de victimation sur les usages frauduleux de cartes bancaires, d'une question d'opinion sur la police et la gendarmerie et d'un module de victimation complet sur les menaces au sein du ménage.

L'OND est associé à l'enquête de victimation en milieu scolaire qui est aussi en phase de test. Il est prévu d'interroger environ 18 000 élèves et les personnels d'un échantillon national de 300 collèges sur les atteintes personnelles dont ils auraient pu avoir été les victimes au cours de l'année scolaire en cours (interrogation en fin de deuxième trimestre) et sur les opinions sur la sécurité et le climat scolaire dans leur établissement. L'enquête fournira uniquement des indicateurs valables à l'échelle nationale.

### **2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2010**

Si les nouvelles bases de données de la police et de la gendarmerie sur les faits constatés, voire de la Justice sur les affaires orientées par les Parquets, sont en service en 2010, l'OND aura comme première

tâche de définir des modalités d'extractions de statistiques. Il devra déterminer si les nouveaux outils créent ou non une rupture de série dans la collecte d'information afin de savoir si les statistiques qui existent aujourd'hui pourront être comparées à celles à venir.

Une étude de faisabilité est en cours actuellement sur l'extraction de données sur les déclarations d'usager à la main courante. Il s'agit de savoir quels types d'incidents font l'objet d'une déclaration et si par la suite, il arrive que l'usager décide de porter plainte pour le même fait, ou pour la répétition d'un fait similaire à celui à l'origine de sa première déclaration. Si l'étude est autorisée par la CNIL, l'OND pourra en 2010 apporter des informations qualitatives sur le processus de déclaration des faits à la police et à la gendarmerie sous forme de main courante, de plainte, voire des deux. L'enquête de victimation apportera des données de cadrage utiles en cette matière.

### 2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010

L'élargissement des compétences de l'OND, si elle devait avoir lieu en 2010, conduirait l'observatoire à se réorganiser afin d'intégrer dans son programme de travail des statistiques sur la réponse pénale qui sont actuellement traitées par le ministère de la Justice. Cela pourrait faire l'objet d'une présentation devant le CNIS.

## 3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Observations
<b>Enquêtes</b>	
« Cadre de vie et sécurité »	Pierre angulaire du dispositif de mesure de l'évolution des phénomènes de délinquance – Premiers résultats de l'enquête de l'année publiés en novembre dans le rapport annuel dont la date de publication a été modifiée à cet effet
<b>Exploitation de fichiers administratifs</b>	
État 4001	Statistiques sur les faits constatés, les faits élucidés et les personnes mises en cause publiées de façon régulière dans le bilan annuel, les bulletins mensuels, les « repères » et les fiches thématiques du rapport annuel. Les études introduisant des indicateurs nouveaux font l'objet d'article de type « Grand angle »
Autres données sur la délinquance enregistrée par la police ou la gendarmerie (main courante informatisée, contraventions enregistrées par la gendarmerie nationale)	Statistiques publiées de façon régulière dans le bilan annuel, les bulletins mensuels et les fiches thématiques du rapport annuel
<b>Autres travaux répétitifs</b>	
Les statistiques sur les atteintes subies par certaines professions ou les infractions collectées par certains organismes	Statistiques publiées dans le rapport annuel (voir sommaire en annexe). Exemples : les douanes, les impôts, les sapeurs pompiers, les entreprises de transports (RATP, SNCF, UTP), la violence en milieu hospitalier ou les faits d'insécurité dans l'habitat social

## 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Dans le cadre de l'opération « Contribuer au développement des enquêtes de victimation au sein des organismes confrontés aux phénomènes de violence », l'OND pourrait prendre des contacts au sujet d'une enquête de victimation auprès des entreprises.

## 5. Aspects particuliers du programme 2009

### 5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Le site « cartocrime.net » a été lancé fin avril 2009. Sa forme actuelle a vocation à être améliorée, notamment grâce à la possibilité offerte aux internautes de laisser des commentaires sur le site.

L'OND devrait assurer de façon régulière la diffusion de recueil de statistiques sur les faits constatés, les faits élucidés et les personnes mises en cause à l'échelle départementale. Cela exige la conception de nouveaux outils méthodologiques.

De même, une étude sur les faits constatés à Marseille est en cours. Elle s'inscrit dans les travaux cartographiques de l'OND et s'inspirera notamment des études réalisées à Paris à partir des extractions du STIC.

### **5.2. Aspects « environnement et développement durable »**

A la suite d'une préconisation du conseil d'orientation, l'OND a publié dans son rapport annuel 2008, une première étude sur les atteintes à l'environnement. Il entend rechercher auprès d'organismes chargés de la répression de ces atteintes des informations détaillées sur ce type d'infractions.

### **5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :**

Les travaux de l'OND peuvent intervenir dans le cadre de l'évaluation des politiques publiques. L'exploitation du module « Violences intrafamiliales » de l'enquête « Cadre de vie et sécurité » en est une illustration : la communication institutionnelle autour de ce phénomène social s'appuie notamment sur les premiers résultats de l'enquête et le suivi des effets de la politique de prévention et sont envisageables grâce à la répétition chaque année de ce module.

De façon plus générale, la volonté de l'OND de définir des processus de mesure rigoureux dans une matière complexe comme la délinquance peut intéresser les organismes qui lui fournissent des statistiques, et en particulier la police et la gendarmerie. La façon dont l'OND présente les statistiques sur les faits constatés et sur les faits élucidés permet de faire évoluer certaines habitudes, même si c'est un processus qui demandera du temps et de la persévérance.

### **5.4. Aspects « européens »**

Depuis 8 mois, l'Observatoire national de la délinquance a été désigné, aux côtés du ministère de la Justice, comme point de contact national auprès de la direction générale « Justice, Liberté, Sécurité » de la Commission européenne dans le cadre de ses travaux sur la collecte, l'analyse et l'harmonisation des statistiques criminelles au sein de l'Union européenne. Cette participation était auparavant assumée par la Direction générale de la police nationale.

Il ressort des premières réunions auxquelles l'OND a été convié que les travaux et réflexions en cours sont nombreux.

La Commission européenne entend tout d'abord travailler au développement d'indicateurs sur le trafic d'êtres humains et le blanchiment. Cet objectif va nécessiter une collaboration avec les services spécialisés de la police judiciaire pour laquelle l'OND a déjà saisi la DGPN dans le cadre d'une réflexion plus large sur la mise en place d'indicateurs propres à la criminalité organisée.

La Commission européenne a missionné une entreprise privée (UNYSIS) en vue de réfléchir à une nomenclature des crimes et délits constatés commune à l'ensemble des États membres de l'Union (dénommée EULOCS). L'OND, avec le ministère de la Justice, a déjà répondu à une première demande d'UNYSIS et une rencontre a été organisée avec des collaborateurs de cette société en décembre 2008. Le travail sur cette nomenclature, beaucoup plus précise que l'état 4001, devrait se poursuivre en 2009 et devrait entraîner nécessairement, à moyen terme, une adaptation, voire une réforme, de l'état 4001.

La Commission européenne, en collaboration avec Eurostat, a lancé le projet de réalisation d'une enquête européenne de victimation (EU CVS). Ce projet, qui est en cours de discussion depuis plusieurs années, devrait être inscrit au programme européen des enquêtes statistiques sociales en 2013. Il nécessite l'attention soutenue de la France compte tenu de l'existence de notre propre enquête nationale de victimation.

La Commission européenne prévoit également la réalisation d'une enquête de victimation en direction des entreprises à l'image de ce qui a été fait en Italie (83 000 entreprises interrogées par voie électronique et 11 000 réponses). La France devra nécessairement s'investir dans un tel projet qui serait une première sur le territoire national.

Enfin, et ce n'est pas le moindre des projets, la Commission européenne entend réfléchir à la réalisation d'un rapport annuel de la criminalité en Europe, avec en ligne de mire, la création éventuelle, à moyen terme, d'un observatoire européen de la criminalité. A ce titre, et parce que l'OND est la seule structure de ce type existant en Europe, il a été sollicité pour participer au sous-groupe de travail créé à cet effet et qui ne regroupe, pour le moment, que l'Espagne, l'Allemagne, la Suède et l'Italie.



## 6. Diffusion des travaux

Le sixième rapport annuel sera publié au dernier trimestre 2010. Il contiendra une mise à jour des études déjà présentes dans les rapports annuels précédents et des articles sur les nouveaux thèmes d'études. Une partie de ces derniers, évoqués supra, sera traitée dans les publications de type « Grand Angle », dans des articles plus longs et orientés sur les questions de méthodes « Résultats et méthodes », dans une forme plus succincte dans la collection « Repères » ou pour les études cartographiques dans la collection « Focus »

## 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Date de lancement	Observations
Collecter et diffuser les statistiques sur toutes les infractions enregistrées par la police et la gendarmerie	2009	En mai 2009, l'OND a mis en ligne l'application « cartocrime.net » qui permet d'accéder de façon conviviale aux statistiques sur les faits constatés
Mieux connaître les lieux de commission des faits constatés	2010 ou 2011	L'OND attend l'entrée en service des bases de données modernisées de la police et de la gendarmerie
Mieux connaître le profil des victimes et des mis en cause	2009	Grand angle 17 et 18 à paraître dans les semaines qui viennent
Analyser des échantillons de procédures pour répondre aux demandes qualitatives des phénomènes complexes ou émergents	2009	Thèmes d'étude actuels : violences et alcool, homicide, violences sexuelles,
Coordonner la collecte et l'analyse des statistiques sur les atteintes subies par les personnels et les biens	2009	Thème sur le quel l'OND assure actuellement une coordination : les violences intrafamiliales, la violence à l'école, la violence dans le football
Déterminer le devenir des plaintes dans les statistiques judiciaires	2010 ou 2011	L'OND attend l'entrée en service des bases de données modernisées de la police et de la gendarmerie et leur lien avec les bases judiciaires
Établir les évolutions des atteintes touchant les ménages et les personnes de 14 ans et plus à partir de l'enquête annuelle de victimation INSEE-OND	2009	Principaux articles du rapport annuel à paraître en novembre
Établir des indicateurs structurels sur les faits subis et les victimes par regroupement d'enquêtes successives	2009	Des articles ont déjà exploités les deux premières enquêtes en les regroupant (voir rapport annuel 2008), la 3 <sup>e</sup> enquête annuelle va encore développer les possibilités d'analyse
Étendre l'enquête de victimation aux DOM et développer les extensions locales	2010 ou 2011	L'OND ne peut pas développer ces projets sans participation des collectivités locales concernées
Contribuer au développement des enquêtes de victimation au sein des organismes confrontés aux phénomènes de violence	2010 ?	L'enquête de victimation en milieu scolaire voit sa réalisation dépendre de décisions budgétaires à venir
Établir un bilan annuel multi sources	2009	Pour l'instant, c'est possible pour certaines atteintes, comme les vols, mais pas encore pour les violences. L'enquête 2009 pourrait le permettre
Diffusion des statistiques	2009	L'OND a de nombreux projets d'articles prévus avant l'été, cela illustre sa politique de diffusion qui consiste à rendre publiques toutes ses études

## **ANNEXE : liste des publications diffusées effectivement en 2008-2009**

**Hormis les bulletins mensuels sur les faits constatés par les services de police et les unités de gendarmerie, le département OND a publié :**

- Bilan annuel des crimes et délits enregistrés en 2007
- Les personnes mises en cause en 2007 (Repères n°7)
- Les faits élucidés par les services de police et les unités de gendarmerie (Grand angle n°12)
- Violences intra-relationnelles, violences dans le cadre professionnel, violences en situation de la vie quotidienne : les trois grandes catégories de violences physiques non crapuleuses (Grand angle n°13)
- Les violences au sein du couple enregistrées par la police et la gendarmerie nationales entre 2004 et 2007 (Grand angle n°14)
- Phénomènes de délinquance dans les transports ferrés d'Ile de France (Grand angle n°15)
- Origines, destinations, relations spatiales des mis en cause et des victimes de violences sexuelles à Paris en 2008 (Résultats & Méthodes n°9)
- Origines et destinations des mis en cause et des victimes de violences physiques crapuleuses enregistrées à Paris en 2005 (Résultats & Méthodes n°10)
- Rapport annuel de l'OND (novembre 2008)
- Bilan annuel des crimes et délits enregistrés en 2008 (janvier 2009)
- Les escroqueries et abus de confiance enregistrés en 2008 (Repères n°9)
- Mis en cause et élucidation en 2008 (Grand angle n°16)

## **Sommaire du rapport annuel 2008**

AVANT-PROPOS

INTRODUCTION

PREAMBULE METHODOLOGIQUE

### **DOSSIER 1 – LA VICTIMATION**

- Les victimations subies en 2006 et 2007. Exploitation des résultats des enquêtes « cadre de vie et sécurité » INSEE-INHES/OND de 2007 et 2008
- Les victimes de violences physiques dans les enquêtes « cadre de vie et sécurité » 2007 et 2008. Profil des personnes de 18 à 60 ans s'étant déclarées victimes de violences physiques sur deux ans établi en cumulant les résultats des deux premières enquêtes « cadre de vie et sécurité »
- Les trois enquêtes nationales de victimation : ressemblances et différences
- Ne plus croire aux miracles : Pour une évaluation des politiques publiques de prévention de la délinquance juvénile

### **DOSSIER 2 – CRIMES ET DELITS CONSTATES**

L'activité des offices centraux de police judiciaire

L'activité judiciaire pénale en 2006

Les crimes et délits enregistrés à Paris en 2007

Le rapport faits élucidés / faits constatés à Paris en 2007

Les signalements d'usagers enregistrés dans la main courante de la préfecture de Police de Paris en 2007

Eléments de mesure des violences entre conjoints

Eléments de connaissance de la fraude documentaire à l'identité

Qu'est ce qu'un service de sécurité publique rentable ?

Eléments de connaissance des infractions au droit de l'environnement

### **FICHES THEMATIQUES**

1. Les atteintes aux biens enregistrées en 2007

2. Les faits constatés d'atteintes aux biens enregistrés en 2007 dans les départements métropolitains et ultramarins
3. Les atteintes volontaires à l'intégrité physique enregistrées en 2007
4. Les faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique enregistrés en 2007 dans les départements métropolitains et ultramarins
5. Les escroqueries et infractions économiques et financières enregistrées en 2007
6. Les infractions révélées par l'action des services enregistrées en 2007
7. Les « autres crimes et délits » enregistrés en 2007
8. Les personnes mises en cause par les services de police et les unités de gendarmerie en 2007
9. Les mineurs mis en cause en 2007 par les services de police et les unités de gendarmerie
10. Les femmes mises en cause en 2007 par les services de police et les unités de gendarmerie
11. Les étrangers mis en cause en 2007 par les services de police et les unités de gendarmerie
12. Les mis en cause pour atteintes aux biens en 2007
13. Les mis en cause pour atteintes volontaires à l'intégrité physique en 2007
14. Les mis en cause pour escroqueries et infractions économiques et financières en 2007
15. Les mis en cause pour infractions révélées par l'action des services en 2007
16. Le rapport faits élucidés/faits constatés en 2007
17. Les phénomènes criminels traités par les douanes en 2007
18. Les infractions au code de la consommation et au droit de la concurrence en 2007
19. Les infractions fiscales en 2007
20. Les actes de violence recensés par SIVIS dans les établissements publics du second degré en 2007-2008
21. Les vols de métaux enregistrés par la Gendarmerie nationale en 2007
22. Les vols et tentatives de vols dans les coffres-forts et les distributeurs automatiques de billets recensés par l'OCLDI en 2007
23. Les vols et tentatives de vols de fret enregistrés par l'Office central de lutte contre la délinquance itinérante en 2007
24. Les atteintes à l'environnement constatées par les unités de la gendarmerie nationale en 2007
25. Les infractions au droit du travail enregistrées par l'OCLTI et la DILTI en 2007
26. Les faits d'insécurité dans l'habitat social en 2006
27. Les signalements des usagers dans la main courante informatisée en 2007
28. Insécurité et délinquance routières en 2007
29. Les contraventions dressées pour violences par la Gendarmerie nationale en 2007
30. Les appels pour différends conjugaux enregistrés par le 17 à Paris en 2007
31. Les personnes prises en charge par l'administration pénitentiaire en 2007
32. Les faits de nature à troubler la tranquillité publique dans les équipements municipaux de la ville de Paris
33. La violence enregistrée dans le football amateur durant la saison 2007-2008
34. L'indemnisation du vol dans l'assurance dommages en 2006
35. Les incidents recensés par le groupe La Poste en 2007

#### **LES ATTEINTES DECLAREES PAR CERTAINES PROFESSIONS**

36. Les atteintes aux personnels et aux biens de la Police nationale en 2007
37. Les atteintes aux personnels de la Gendarmerie nationale en 2007
38. Les condamnations pour infractions dont sont victimes les magistrats
39. Les agressions déclarées par les sapeurs-pompiers de Paris en 2007
40. Les agressions déclarées par les sapeurs-pompiers volontaires et professionnels en 2007
41. Les atteintes aux biens et aux personnels de la direction générale des douanes et droits indirects en 2007
42. Les atteintes contre les agents et leurs biens, les services et installations des impôts en 2007
43. Les atteintes subies par les personnels de la RATP et de la SNCF : distinction atteintes physiques / atteintes verbales
44. Les atteintes physiques et verbales subies par les personnels des entreprises de transport sur les réseaux Île-de-France / Hors Île-de-France
45. Les atteintes physiques et verbales subies par les personnels des entreprises de transport sur les réseaux bus/tram et métro/RER/trains
46. Les agressions déclarées par les médecins en 2007
47. Les atteintes volontaires déclarées par le corps arbitral de football
48. Les actes de violence signalés en milieu hospitalier en 2007

**L'OND, 5 ANS APRES**

L'OND : réussite politique et limites scientifiques, indépassables ? (Christian Mouhanna et Jean-Hugues Matelly)

L'utilisation des statistiques à l'OND, un bilan flatteur, mais des pistes de progrès encore nombreuses (Stéfan Lollivier)

L'OND, un aiguillon incontournable au service de la performance des politiques de sécurité intérieure (Michel Gaudin)

L'apport de l'OND à l'évolution de la gendarmerie dans le domaine statistique (Rolland Gilles)

L'OND, un outil au service d'une photographie aux multiples facettes (Isabelle Mandraud)

Quand un observatoire cherche à imposer plus de transparence. Réflexion bilan sur l'action de l'OND (Frédéric Ocqueteau)

Vers un observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (Pierre-Victor Tournier)

**OBSERVATIONS DES MEMBRES DU CONSEIL D'ORIENTATION**

Observations de Jacques Mahéas, sénateur de la Seine-Saint-Denis

**GEOGRAPHIE CRIMINELLE DE LA FRANCE**

Géographie des crimes et délits constatés par les services de police et les unités de gendarmerie en 2007

**REGARDS SUR L'ETRANGER**

La criminalité enregistrée aux Etats-Unis en 2006

La criminalité déclarée aux Etats-Unis à travers le NCVS

La criminalité enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles

La criminalité déclarée en Angleterre et au Pays de Galles selon l'enquête de victimation BCS 2007/2008

La criminalité enregistrée en Allemagne en 2007

La criminalité enregistrée en Suède en 2007

**PRECONISATIONS**

Les suites des préconisations émises par le Conseil d'orientation de l'OND

Les préconisations 2008 du Conseil d'orientation de l'OND

Pour information :

Programme présenté à la Commission Services publics et services aux publics

**Ministère de l'éducation nationale**  
**Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche**  
**Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance - DEPP**

**Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche**  
**Sous-direction des systèmes d'information et études statistiques - SIES**

## 1. Exposé de synthèse

L'année 2009 aura été marquée par la réorganisation du Système Statistique Public (SSP) dans le domaine de l'éducation. Le champ de l'enseignement supérieur et de la recherche, jusque-là de la compétence de la Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance (DEPP, est maintenant du ressort de la sous-direction des Système d'Information et Etudes Statistiques (SIES) qui s'est créée au sein du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Une convention passée entre la DEPP et le SIES permettra aux deux organismes de collaborer étroitement sur les sujets d'intérêt commun (nomenclatures, comptes de l'éducation, suivi de cohortes) et assurera donc la continuité du service en matière de production et d'études statistiques dans le domaine éducatif.

L'année 2010 devrait être marquée par la reprise et la poursuite de sujets ou de thèmes de première importance pour le SSP, en accord avec les orientations à moyen-terme. La mise en place de dispositifs d'observation des parcours des élèves et des étudiants au sein du système éducatif devrait se poursuivre, après un temps de concertation sur le principe d'un numéro unique d'identification des élèves. Ce numéro unique est pourtant une nécessité pour pouvoir suivre les élèves, sachant que la seule finalité du dispositif est l'étude statistique des parcours. L'activation d'un système de cryptage de cet identifiant, actuellement en cours d'expertise, garantira la stricte anonymisation des informations.

Second axe important : les informations localisées. Les opérations de géoréférencement des établissements, notamment, se poursuivent. On devrait disposer courant 2010 d'une base permettant de situer finement l'offre de formation.

Autre avancée : la consolidation du système d'information sur les sortants du secondaire et leur insertion professionnelle à court terme, pour répondre à une demande récurrente en la matière. Des travaux sur l'insertion professionnelle des diplômés du supérieur seront également conduits en 2010, en lien avec les universités (enquête d'insertion et analyse des résultats).

Enfin, un effort important sera fait pour mieux répondre, dans la mesure du possible, aux demandes de statistiques internationales.

## 2. Travaux nouveaux pour 2010

### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

#### • Enquête victimation en milieu scolaire

Pour mieux appréhender les phénomènes de violence à l'école et prendre en compte le point de vue des victimes, la DEPP préparera durant l'année 2010, en partenariat avec l'observatoire national de la délinquance (OND), une enquête de victimation en milieu scolaire auprès d'élèves de collèges, qui devrait se dérouler en mars 2011.

#### • Enquête auprès d'enseignants

La DEPP lancera une nouvelle enquête auprès d'un échantillon représentatif, au niveau national, d'enseignants du second degré public. La plus grande partie de l'enquête porte sur les conditions d'exercice des enseignants, leur appréhension du métier mais aussi les difficultés rencontrées. Quelques

questions déjà posées lors des précédentes enquêtes sont reprises afin d'en mesurer l'évolution dans le temps.

- **Enquête européenne sur les compétences en langues étrangères**

Enquête destinée à fournir un indicateur des compétences en langues étrangères des jeunes européens en fin de scolarité obligatoire.

- **Evaluation de l'expérimentation de l'enseignement intégré des sciences et de la technologie (EIST) au collège.**

L'évaluation de l'expérimentation de l'enseignement intégré des sciences et de la technologie (EIST) au collège a débuté en novembre 2008. Le but de cette enquête est de mesurer les effets de ce type d'enseignement sur les apprentissages des élèves, leur intérêt pour la science et leur orientation vers les filières de formation scientifiques. Les progrès de ces élèves seront comparés avec ceux d'un groupe témoin. L'évaluation s'effectuera sur un panel d'élèves au début et à la fin de chaque année scolaire pendant les quatre années de scolarité au collège, de 2008 à 2012.

- **Les évaluations-bilans**

Les évaluations-bilans en fin d'école et en fin de collège, sont organisées depuis 2003 selon un cycle dans lequel se succèdent les domaines disciplinaires : en 2003, ont eu lieu des évaluations de la maîtrise de la langue et des langages en fin d'école et de maîtrise des compétences générales en fin de collège, les acquis en langues vivantes étrangères ont été évalués en 2004, le comportement des élèves à l'égard de la vie en société l'a été en 2005, l'histoire-géographie-éducation civique en 2006, les sciences expérimentales en 2007 et les mathématiques en 2008. Le cycle a repris en 2009.

Ces opérations sont réalisées sur des échantillons nationaux d'élèves ; au-delà des épreuves proprement dites, des questionnaires de contexte sont soumis aux élèves, aux chefs d'établissements et éventuellement aux enseignants.

- **Les compétences de base des élèves en français et en mathématiques en relation avec le socle commun, en fin d'école et en fin de collège.**

Cette évaluation annuelle des compétences, commencée en 2007, concerne des échantillons nationaux d'élèves de façon à permettre l'établissement d'indicateurs qui figurent dans les programmes annuels de performance de la mission « enseignement scolaire » de la LOLF.

Les tests de français et de mathématiques, permettant le calcul de ces indicateurs, sont passés par des échantillons nationaux d'élèves en fin de CM2 et en fin de collège. Ces indicateurs sont établis sur des échantillons représentatifs d'élèves des réseaux « ambition-réussite », des réseaux Éducation Prioritaire hors « ambition-réussite » et du reste du secteur public, ainsi que du secteur privé. Il sera ainsi possible de suivre au niveau national l'évolution des proportions d'élèves maîtrisant les compétences de base essentielles, ainsi que l'évolution des écarts entre les différentes populations. Ces indicateurs n'ont pas de déclinaisons académiques.

- **Les effets de l'accompagnement éducatif**

Le but de cette enquête est d'évaluer les effets de la mise en place des actions d'accompagnement éducatif sur les résultats scolaires des élèves qui en bénéficient comparativement à ceux qui n'en bénéficient pas. L'évaluation a lieu par questionnaire auprès d'un échantillon d'élèves de troisième.

## 2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2010

- **Système d'information du premier degré**

Depuis 2005, le ministère de l'éducation nationale a mis en place un système d'information de gestion pour les directeurs d'écoles publiques et privées. Ce système permet la gestion individuelle des élèves et comporte des données sur la scolarité en cours de l'élève et sa scolarité de l'année antérieure. À la rentrée 2008, environ 80 % des écoles publiques adhèrent à ce système d'information et la généralisation est prévue pour la rentrée 2009. À terme, les données de ce système d'information seront remontées à la DEPP pour élaborer le constat des effectifs d'élèves à la rentrée et constituer une base d'étude de données individuelles anonymes. En attendant la généralisation complète de ce système d'information, la DEPP procédera à de premières analyses de fichiers à la rentrée 2008 et tentera, dans la mesure du possible, d'estimer certains indicateurs sur la base des 80 % d'élèves renseignés.

Ce système gèrera également des informations sur les divers intervenants, des informations générales sur l'école et un outil de simulation d'ouvertures et fermetures de classes. Il sera partagé (avec des droits d'accès différenciés) par les directeurs d'école, les inspecteurs (IEN et IA) et les collectivités territoriales concernées.

- **SIFA (Système d'information sur la formation des apprentis)**

Le système mis en place pour l'ensemble des académies en 2007 consiste à faire remonter des CFA des fichiers individuels d'apprentis. Les informations collectées portent principalement sur l'origine scolaire, l'origine sociale, les formations suivies et le sexe. Ce dispositif remplace l'ancienne enquête sur support papier (dite enquête n°51). Cela permet de disposer d'une information de meilleure qualité en ayant la possibilité de repérer les doubles au sein des fichiers d'apprentis, et dans quelques années d'analyser des parcours d'apprentis. De façon plus générale, cela permet de faire à la demande tous les croisements de critères possibles, et d'être ainsi en mesure de mieux répondre aux besoins européens en matière de statistiques de l'éducation.

Depuis janvier 2009, le portail professionnel dédié à la remontée des données individuelles des apprentis a transféré aux CFA la correction de leurs données et une partie des contrôles de cohérence. Cela doit, à terme, simplifier et accélérer le processus de collecte.

#### • **SISE (Système d'information sur le suivi de l'étudiant)**

##### *Extension du champ*

Initié avec quatre universités en 1995, le dispositif SISE couvre aujourd'hui (à la rentrée 2008/2009) les champs suivants : toutes les universités et grands établissements, les écoles normales supérieures et établissements assimilés, les IUFM, les instituts catholiques, la quasi-totalité des écoles d'ingénieur et 88 % des écoles de management (à diplôme visé), soit environ 270 établissements, représentant une population de 1,6 million d'étudiants. Conformément aux orientations de moyen terme, le système de remontées individuelles sur les étudiants sera proposé aux quelques écoles d'ingénieurs et aux écoles de management non encore adhérentes à SISE. Pour l'année universitaire 2009-2010, l'augmentation du nombre d'écoles de management devrait se poursuivre. La progression est lente parce qu'elle passe par des négociations bilatérales nécessairement longues et que l'entrée dans le système SISE se fait sur la base du volontariat. En 2009-2010, tout le champ des écoles d'ingénieurs devrait être couvert par des remontées individuelles. En 2008, les premières remontées des résultats aux diplômes des écoles de management via SISE ont été mises en place. Dès la première année, la quasi-totalité des écoles utilisant le dispositif SISE pour les inscriptions ont intégré cette remontée. Cette intégration devrait se poursuivre en 2009-2010.

Il est également envisagé de conduire une réflexion sur la possibilité d'intégrer de nouveaux établissements (vétérinaire, architecture) dans le dispositif SISE.

##### *Rénovation du dispositif SISE*

Sur la base d'une étude préalable menée en 2006, la première phase de rénovation du système SISE, qui a plus de dix ans, s'est engagée en février 2007 et s'est terminée fin 2008. Celle-ci permet en fluidifiant les relations avec les établissements via une plate-forme internet de réaliser des gains de productivité tout en préservant les exigences de qualité et d'avancer le calendrier de l'activité afin de permettre une diffusion plus rapide des données recueillies. Ce nouveau système a été disponible pour comptabiliser les effectifs des étudiants dès la rentrée scolaire 2009-2010. En 2009, une seconde phase de rénovation va être lancée afin d'étendre les fonctionnalités de la première version du système rénové. Cette seconde version devrait être disponible pour les remontées 2009-2010.

#### • **Service des enseignants du second degré (application « base relais »)**

##### *Extension du champ*

L'application « base relais » mettant en relation les élèves et les enseignants ne prenait en compte que le secteur public. Concernant l'enseignement privé sous contrat, la constitution de bases relais est en cours d'expérimentation pour l'année scolaire 2008-2009. Cette expérimentation est limitée aux établissements ayant à leur disposition les applicatifs SCONET concernant les élèves et STS-WEB permettant de saisir les services des enseignants. A ce jour les bases relais du secteur privé, concernant les établissements ayant à leur disposition les applicatifs SCONET et STS WEB, de la moitié des académies sont remontées à la DEPP. La constitution des bases relais « privé » sera possible dès la généralisation de la diffusion des applicatifs SCONET et STS WEB à tous les établissements du secteur privé sous contrat. Cette généralisation est prévue pour la rentrée 2009.

### **2.3. Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010**

#### • **Mise en place d'une base nationale des identifiants élèves-étudiants (BNIE)**

Cette base a en réalité le statut d'un répertoire. Il permet d'attribuer un numéro (INE=Identifiant national élève-étudiant) à un élève nouvellement inscrit dans le système éducatif et de retrouver ce numéro tout au long de sa carrière scolaire, en cas de besoin (notamment lors de la mobilité vers l'apprentissage, l'enseignement agricole, l'enseignement supérieur, ...). Ce numéro doit servir à améliorer la gestion du système éducatif (élimination des doubles inscriptions, ...) et sera inclus, sous une forme cryptée, dans les fichiers à finalité statistique pour permettre l'étude de trajectoires d'élèves.

Une première expérimentation a été faite début 2005 en lien avec l'expérimentation du système d'information (SI) du premier degré. Le système est opérationnel depuis la rentrée 2005 sur le premier degré en accompagnement de la montée en charge du Système d'information du premier degré. À la fin de l'année 2007, ce sont presque trois millions d'élèves qui ont été ainsi immatriculés, soit la moitié des effectifs du premier degré. L'objectif est d'étendre ce champ au second degré, à l'enseignement supérieur, à l'apprentissage et à l'enseignement délivré dans des établissements sous tutelle d'autres ministères que celui de l'éducation nationale, notamment celui de l'agriculture. Pour préparer cette extension, des études d'impact ont été menées avec les acteurs concernés du second degré MEN, de l'enseignement agricole, de l'apprentissage. Elles sont en cours sur le champ de l'enseignement supérieur. Les différents scénarii ont été confrontés aux contraintes techniques de réalisation au premier semestre 2008. Face aux interrogations qui ont été exprimées sur l'utilisation de ces identifiants, il a été jugé préférable de différer l'extension de la BNIE à d'autres niveaux d'enseignement. Une concertation sur les finalités, exclusivement statistiques, et les conditions d'utilisation de cette base doit avoir lieu en 2010 ; son aboutissement constitue un préalable à l'entrée dans la phase d'extension.

#### • **Cryptage des identifiants d'élèves-étudiants (projet FAERE)**

La configuration du système de cryptage des identifiants d'élèves-étudiants se terminera au cours du premier trimestre 2010. Ce système devrait permettre à terme de constituer des fichiers statistiques retraçant les parcours d'élèves dans le système éducatif, avec une totale garantie d'anonymisation des informations. Ces fichiers seraient utilisés à des fins d'analyses et d'études.

#### • **Géoréférencement des établissements de formation**

Le besoin d'une information à des niveaux géographiques fins est de plus en plus pressant. La DEPP s'est donc engagée dans un projet de géoréférencement de tous les établissements de formation, de façon à disposer d'informations localisées. Ce géoréférencement se fait dans le cadre d'une convention avec l'Institut géographique national (IGN). Les travaux devraient se terminer au premier trimestre 2010. Des mises à jour annuelles sont prévues.

#### • **Géoréférencement des fichiers d'élèves**

Les fichiers individuels d'élèves recueillis par la DEPP constituent une source d'information riche, notamment sur les formations suivies, et remarquablement fine : elle est théoriquement exhaustive et les académies disposent des localisations géographiques précises via les adresses des élèves et des établissements.

La DEPP et l'INSEE se sont engagés fin 2008 dans un processus de géoréférencement des élèves de sixième afin de répondre aux besoins de calculs d'indicateurs par ZUS (retard scolaire à l'entrée en sixième) au lieu de résidence des élèves et non plus seulement au lieu de scolarisation. L'année 2009 est consacrée à l'extension du géo référencement pour tous les élèves du secondaire.

#### • **Système d'information sur les moyens des établissements publics du second degré**

Par suite de la loi « Initiative et responsabilités » d'août 2004 les personnels d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général des lycées et collèges publics sont gérés par les collectivités territoriales. Ces dernières gèrent les affectations de ces personnels et peuvent remplacer la mise à disposition de personnels par des contrats de service. Pour continuer à rendre compte de la répartition des moyens selon le département, la région, la zone (ZEP, ZUS,...) ou le type d'établissement, le service statistique du MEN doit obtenir des collectivités territoriales une information sur les moyens qu'elles affectent au niveau de chaque établissement (cf. décret en Conseil d'État 2007-572 et arrêté du 18 avril 2007). La mise en place de ce système d'information partagé a fait l'objet de discussions avec les associations de collectivités territoriales. L'application EPI rénovée sera un système d'information partagé entre le MEN et les collectivités territoriales.

#### • **Fiche mutualisée Etablissement**

Le principe porteur du projet est la capitalisation et la mutualisation des expériences académiques pour construire une fiche établissement partagée par l'administration centrale et les académies. Les objectifs de cet outil sont de servir de support au pilotage et à l'évaluation des établissements (interne/externe, national/académique), mais aussi à la communication auprès du grand public, notamment les parents d'élèves. Elle permettra au chef d'établissement de disposer des valeurs d'un grand nombre d'indicateurs simultanément pour son établissement, pour le département et l'académie d'appartenance et au niveau national.

#### • **Insertion professionnelle des diplômés du supérieur**

L'insertion professionnelle des diplômés du supérieur faisant désormais partie des missions des établissements d'enseignement supérieur, des travaux de mesure et d'analyse de cette insertion



professionnelle seront menés en 2010 (enquête réalisée à partir de décembre 2009, analyse des résultats à partir de mai 2010). L'enquête, opération pilote pour 2009, a vocation à devenir annuelle.

### 3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
<b>Enquêtes</b>			
Les effectifs d'élèves des établissements privés de l'enseignement secondaire, les classes préparatoires aux grandes écoles et les sections de technicien supérieur.	DEPP B1		
Les effectifs dans les centres de formation d'apprentis (CFA) (enquête rapide).	DEPP A1		Sera remplacée par SIFA à terme
Les effectifs d'étudiants des établissements d'enseignement supérieur hors université (pour les établissements hors SISE)	SIES		
Le devenir des bacheliers 2002 et des bacheliers du panel d'élèves 1995	SIES		
Le devenir des bacheliers 2008	SIES		
L'insertion professionnelle des jeunes sortis de l'enseignement scolaire ou de l'apprentissage	DEPP A1		
Le devenir des bacheliers 2002 et des bacheliers du panel d'élèves 1995	SIES		
Le devenir des bacheliers 2008	SIES		
Suivi de la scolarité des élèves entrés au cours préparatoire en 1997	DEPP B1		
Suivi de la scolarité des élèves entrés en sixième en 2007	DEPP B1		
Violence en milieu scolaire - SIVIS	DEPP B3		
<b>Enquêtes sur les dépenses de recherche et de développement des entreprises, organismes, associations...</b>	SIES		
<b>Exploitation de fichiers administratifs ou de collectes sous statut administratif</b>			
Les élèves non francophones nouvellement arrivés en France	DEPP B1		
La scolarisation des élèves handicapés dans le premier degré et le second degré	DEPP B1		Informations au niveau individuel
Les élèves dans les écoles publiques et privées du premier degré - SI 1er degré	DEPP B1		Informations au niveau individuel
Les élèves dans les établissements publics et privés du second degré -Scolarité	DEPP B1		Informations au niveau individuel

Base nationale des identifiants élèves – BNIE	DEPP A4		
Base centrale des établissements – RAMSESE	DEPP A4		
Absentéisme des élèves	DEPP B3		Collecte sous statut administratif
Système d'information sur la formation des apprentis - SIFA	DEPP A1		Informations au niveau individuel
SISE-Inscriptions Système d'information sur le suivi de l'étudiant	SIES		Les effectifs d'étudiants dans les universités et dans certains autres établissements d'enseignement supérieur (IUFM, certaines écoles d'ingénieurs, de management, certains grands établissements, etc.) (informations au niveau individuel)
SISE-diplômes Système d'information sur le suivi de l'étudiant	SIES		Diplômes délivrés dans les universités et dans certaines écoles d'ingénieurs et de management (informations au niveau individuel)
Les nouveaux inscrits en première année de cursus licence	SIES		
La validation des acquis de l'expérience dans l'enseignement professionnel et technologique	DEPP A1		
La validation des acquis de l'expérience dans l'enseignement supérieur	DEPP A1		
Bilan des actions de formation continue dans les GRETA et les CAFOC	DEPP A1		Application STAGE qui sera remplacée d'ici 2010 par PROGRE. La phase de transition entre les deux applications se situe en 2008. Il n'y aura pas de résultats d'enquête en 2009.
Les résultats aux examens du Diplôme National du Brevet	DEPP B1		Enquête rapide sur les résultats agrégés par département, puis résultats au niveau individuel extraits de l'application OCEAN
Les résultats aux examens de l'enseignement technologique et professionnel	DEPP B1		
Les résultats du baccalauréat général, technologique et professionnel	DEPP B1		Enquête rapide sur les résultats agrégés par académie, puis résultats au niveau individuel extraits de l'application OCEAN
Les résultats au brevet de technicien supérieur (BTS)	SIES		Résultats au niveau individuel extraits de l'application OCEAN
Les élèves et étudiants boursiers de l'enseignement supérieur	SIES		Application AGLAE
Bilan des concours déconcentrés des ATS	DEPP A 2		Application OCEAN
Le personnel rémunéré au titre du ministère de l'Éducation nationale	DEPP A 2		Fichiers de paye
Les mouvements des corps des instituteurs et des professeurs des écoles : constat et prévisions	DEPP A 2		Application AGAPE
Le service des enseignants du	DEPP A 2		Application « Base relais »

second degré public			
Absences non remplacées des enseignants	DEPP B3		Collecte sous statut administratif
Parc immobilier et capacité d'accueil des établissements publics du second degré	DEPP A 3		Application EPI
Les technologies de l'information et de la communication	DEPP A 3		Application ETIC
Les comptes financiers des établissements publics du second degré	DEPP A 3		Application COFI-Pilotages
Recensement des subventions reçues au titre de la taxe d'apprentissage par les établissements du second degré et les CFA	DEPP A 3		
<b>Autres travaux répétitifs</b>			

#### 4. Allègement de la charge statistique

La couverture des établissements privés du second degré par le système 'Scolarité' a permis de supprimer l'enquête papier auprès de ces établissements. De même, la généralisation du système d'information du premier degré aboutira à faire disparaître l'enquête 19 papier. Au niveau de l'apprentissage, le passage au système 'SIFA' remplacera l'ancienne enquête papier. Enfin, dans le supérieur, la couverture des établissements par le système 'SISE' permet de supprimer progressivement l'enquête papier auprès de ces établissements. La collecte des informations des enquêtes papier est en voie de dématérialisation : les établissements pourront prochainement répondre au questionnaire sur un site Internet sécurisé.

De manière générale, les services s'efforcent de limiter les enquêtes auprès des établissements en utilisant les informations contenues dans les systèmes d'information du ministère. Les services statistiques des ministères de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche interviennent depuis de nombreuses années lors de la conception de ces systèmes afin qu'ils intègrent bien la dimension « pilotage global » des unités (de l'établissement à l'administration centrale), autrement dit qu'ils permettent d'établir des statistiques et des indicateurs pertinents et ne se limitent pas à la gestion purement administrative de cas individuels.

#### 5. Aspects particuliers du programme 2010

##### 5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Déclinaison d'indicateurs de performance aux niveaux académiques et départementaux.

##### 5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Participation à des groupes de travail sur la définition d'indicateurs de développement durable.

##### 5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

Lancement de travaux en collaboration avec des organismes extérieurs ou sous-traités à des centres de recherche

##### 5.4. Aspects « européens »

Définition d'indicateurs et de benchmarks faisant partie du cadre stratégique actualisé pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Participation au groupe de travail sur la construction de l'indicateur pour la compétence-clé européenne « apprendre à apprendre ».

#### 6. Diffusion des travaux

Rénovation du site Web statistique, et mise en ligne de tableaux associés aux publications statistiques.

## 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Evolution IVAL	DEPP B3			Publication en avril 2009 des IVAL nouvelle méthodologie
Enquête de victimation en milieu scolaire	DEPP B3			Expérimentation de l'enquête en mai 2009
Indicateurs de valeurs ajoutés des collèges	DEPP B3			Report du dossier en 2010
Nouveau panel de bacheliers	SIES		Remplacement du précédent panel	Première interrogation en 2009
Prolongation du panel étudiant-élèves pour constitution d'un panel démographique	INSEE		Reprise par l'INSEE de ce panel de la DEPP	Fait. Enquêtes réalisées en 2005, 2006, 2007 et 2008. Volet santé en 2007.
Evaluations bilans	DEPP B2			Nouveau cycle qui permettra d'observer les évolutions par rapport au Cycle 1 débuté en 2003
Evaluation de l'expérimentation de l'enseignement intégré des sciences et de la technologie (EIST) au collège	DEPP B2			A débuté en novembre 2008, s'effectuera de 2008 à 2012
La maîtrise des compétences du socle commun	DEPP B2			Nouvel indicateur destiné à remplacer celui des compétences de base dans le PLF
Journée d'appel de préparation à la défense (JAPD)	DEPP B2			En coordination avec le ministère de la Défense. Regard rétrospectif sur 10 ans d'évaluation
FAERE (fichiers académiques d'élèves pour la recherche et les études)	DEPP	Constitution de fichiers avec identifiants cryptés pour les académies et la DEPP	Mise en place d'un groupe de travail DEPP-services statistiques académiques (SSA) en 2009	

## Annexe

### Liste des publications diffusées en 2008

*L'ETAT DE L'ÉCOLE* – n°18 – octobre 2008 (français, anglais, espagnol)

*L'ETAT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE* – n°2 – décembre 2008

*REPERES ET REFERENCES STATISTIQUES* – 25<sup>e</sup> édition – septembre 2008

*ATLAS REGIONAL Effectifs d'étudiants en 2006-2007* – juin 2008

*FILLES ET GARCONS A L'ÉCOLE SUR LE CHEMIN DE L'ÉGALITE* – mars 2008

*LE BAC A 200 ANS* – juin 2008

*LES NOTES D'INFORMATION : 38 numéros en 2008*

Les élèves du premier degré à la rentrée 2007 dans les écoles publiques et privées

Les élèves du second degré à la rentrée 2007 dans les établissements publics ou privés

Les professeurs de langues vivantes : la passion des langues au service des élèves

Parc immobilier et capacité d'accueil des établissements publics du second degré

Les sorties sans qualification : la baisse se poursuit

L'activité de la formation continue universitaire fléchit en 2005 – 1 – publics et formations

L'activité de la formation continue universitaire fléchit en 2005 – 2 – diplômes délivrés et chiffre d'affaire

L'évolution des acquis des élèves de 15 ans en culture ma thématique et en compréhension de l'écrit – Premiers résultats de l'évaluation internationale PISA 2006

Les concours de recrutement des personnels ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé – Session 2006

La recherche en biotechnologie des entreprises implantées en France 2000-2004

La réussite scolaire des femmes et des hommes en Europe

Motivations, perspectives et conditions d'exercice des nouveaux personnels de direction nommés en septembre 2004

Le suivi et le devenir des élèves accueillis en classes et ateliers-relais – Année scolaire 2005-2006

Evolution des performances en lecture des élèves de C.M.1 – Résultats de l'étude internationale PIRLS

Les coopérations public-privé pour innover en France

Disparités d'accès et parcours en classes préparatoires

Les inspecteurs territoriaux et leur formation à l'École supérieure de l'éducation nationale

L'activité de formation continue dans les GRETA en 2006

Résultats définitifs de la session 2007 du baccalauréat

Les étudiants en classes préparatoires aux grandes écoles – Croissance soutenue des effectifs à la rentrée 2007

Les concours de recrutement des personnels enseignants du second degré public – Session 2007

Les enseignants du second degré dans les collèges et lycées publics en 2007-2008

Résultats des brevets de technicien supérieur – Session 2007

L'accès à la licence des bacheliers 2002

Résultats provisoires du baccalauréat France métropolitaine et DOM – Session de juin 2008

Les personnels enseignants de l'enseignement supérieur 2007-2008

Les étudiants inscrits dans les universités publiques françaises en 2007

Les instituts universitaires de formation des maîtres 2007-2008

La taille des structures pédagogiques dans les établissements du second degré public à la rentrée 2007

Les étudiants dans les écoles de management en 2007-2008 – Croissance soutenue des effectifs

L'éducation aux médias dans le second degré

Prévisions des effectifs dans l'enseignement supérieur pour les rentrées de 2008 à 2017

L'apprentissage : une voie de formation attractive, entre tradition et mutation

Les actes de violence recensés par SIVIS dans les établissements publics du second degré en 2007-2008

Les évaluations en lecture dans le cadre de la journée d'appel de préparation à la défense – Année 2007

La réussite au premier groupe d'épreuves de la session 2007 du baccalauréat (Série S)

Méthodologie de l'évaluation des compétences de base en français et en mathématiques en fin d'école et en fin de collège

Lire, écrire, compter : les performances des élèves de C.M.2 à vingt ans d'intervalle 1987-2007

*LA REVUE ÉDUCATION & FORMATIONS : 2 numéros en 2008*

L'orientation

Comparaisons internationales

*LES DOSSIERS EVALUATION ET STATISTIQUES : 3 numéros en 2008*

Insertion des apprentis et des lycéens

Portrait des nouveaux personnels de direction du second degré – Interrogation de la promotion 2004, six mois après sa nomination en février-mars 2005

Les inspecteurs territoriaux et leur formation à l'École supérieure de l'éducation nationale (ESEN)

*PUBLICATIONS ELECTRONIQUES*

- Indicateurs de résultats des lycées – enseignement général, technologique et professionnel
- Résultats des évaluations des élèves de 6<sup>ème</sup>
- Tableaux statistiques - TS Résultats détaillés d'enquêtes aux niveaux national, académique ou départemental, en ligne et nouvelles parutions signalées aux abonnés : 22 numéros en 2008

## **Sites Internet sous la responsabilité éditoriale de la DEPP**

### **1 – Sites généraux de publications**

Le portail de l'Infocentre ministériel : <http://www.infocentre.education.fr>

**Les publications de la DEPP**, actualités et archives :

- sur le site du ministère de l'éducation nationale, rubrique « Outils de documentation et d'information », sous-rubrique « Évaluation et statistiques », « Les publications » : <http://www.education.gouv.fr/pid132/les-publications.html> ;
- sur le site du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, rubrique « Outils », sous-rubrique « Documentation », Evaluation et statistiques : <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid20303/evaluation-statistiques.html> ;
- à partir du portail de l'Infocentre ministériel : <http://www.infocentre.education.fr>

**IVAL** : Indicateurs de résultats des lycées d'enseignement général et technologique et des lycées professionnels : <http://indicateurs.education.gouv.fr/>

### **2 – Sites relatifs à l'évaluation des élèves :**

- Le portail de l'évaluation des élèves : <http://educ-eval.education.fr>
- Les outils professionnels d'aide à l'évaluation diagnostique des élèves <http://www.banqoutils.education.gouv.fr/> . Ce site est également accessible à partir du portail de l'évaluation des élèves.

### **3 – Autres sites thématiques :**

Le Réseau européen des responsables des politiques d'évaluation des systèmes éducatifs :

<http://www.reva-education.eu>

## Ministère de la justice et des libertés

### Sous-direction de la statistique et des études (SDSE)

#### 1. Exposé de synthèse

La statistique officielle de la chancellerie est encore fondée en grande partie sur les indicateurs d'activité, alimentés par les juridictions à l'aide des tableaux de bord (TdB) à leur disposition. Ce dispositif présente les inconvénients suivants :

- les tableaux de bord ne permettent de remonter que des données agrégées figées

Les demandes de données nouvelles qui ne figurent pas en tant que telles sont en général difficiles à satisfaire. Toute demande particulière de la chancellerie, qui ne figure pas directement dans les TdB en tant que compteur, n'est pas satisfaite à partir du dispositif des TdB mais à partir des fichiers détail.

La plupart des demandes nouvelles suscitées par les évolutions législatives ne peuvent être satisfaites rapidement. Cela nécessite des évolutions des modules statistiques qui sont très lourdes en termes de moyens et de temps pour la SDSE. De plus, on se heurte au goulot d'étranglement de la SDIT (Sous-Direction de l'Informatique et des Télécommunications) qui est sous dimensionnée.

- les indicateurs issus des tableaux de bord ne peuvent faire l'objet d'un retraitement statistique pour en améliorer la qualité

La qualité des indicateurs peut souffrir de quelques affaires mal saisies ou de certaines variables qui n'ont pas été saisies pour certaines affaires. Pour effectuer des imputations, des corrections, des redressements, il est nécessaire de remonter à la donnée primaire. Cette opération, difficile à mettre en œuvre dans les TdB, est une opération statistique classique à partir des fichiers détail.

Le souhait de la SDSE est de se désengager le plus possible de la responsabilité des outils de contrôle de gestion de la Chancellerie et de pilotage par les juridictions : les indicateurs d'activité et les tableaux de bord. Ce désengagement permettrait de dégager des moyens pour recentrer la statistique de la SDSE sur :

- l'extraction des données détail en sortie des logiciels de gestion ou des Infocentres permettant des statistiques plus fiables, plus souples pour répondre aux demandes nouvelles et permettant aussi de disposer de réelles séries chronologiques annuelles et infra annuelles,
- le développement et la création d'instruments plus élaborés comme le panel des mineurs permettant de réaliser des analyses longitudinales et non simplement transversales,
- la poursuite et le développement d'outils permettant la connaissance des justiciables et des phénomènes sociaux comme cela a été fait avec les premières enquêtes auprès des justiciables.

Cette orientation devrait être facilitée par la mise en place de l'Infocentre Pharos développé par la Cellule Contrôle de Gestion de la DSJ (Direction des Services Judiciaires) et par la mise en place des Infocentres Statistiques nationaux sur l'ensemble des domaines judiciaires.

#### 2. Travaux nouveaux pour 2010

##### • Enquête auprès des justiciables

La première enquête auprès de 5 000 victimes de délits, dont l'affaire a fait l'objet d'une réponse pénale, a été collectée en mars et avril 2006 sur un champ incomplet. Cette enquête a été reconduite en 2007 et en 2008 mais cette fois la base de sondage repose sur l'ensemble des bases affaires (y compris les affaires des grands TGI de province). Les enquêtes réalisées en 2006 et en 2007 ont fait l'objet de deux rapports d'études et de deux Infostat. L'enquête 2008 a été centrée sur la prise en compte de l'intervention du juge d'instruction dans la procédure. Un rapport d'étude est en cours de réalisation.

Sur l'année 2009, une enquête d'opinion sur les connaissances et représentations du public sur la prison a été engagée en liaison étroite avec la Direction de l'administration pénitentiaire. Cette enquête est réalisée en population générale sur un échantillon de 3000 personnes de plus de 18 ans.

L'année 2010 devrait explorer la satisfaction du justiciable sur d'autres domaines que le pénal.

### • Statistique pénale

Mise en production du module d'extraction des données détail à partir de l'Infocentre statistique, lié à la nouvelle application de gestion CASSIOPÉE. La première version (V1) de l'Infocentre devrait être opérationnelle mi-2009.

Dans la V1 de l'Infocentre, 5 fichiers de données détail seront extraits :

- le fichier détail "Affaire"
- le fichier détail "Auteur"
- le fichier détail "Enquêtes"
- le fichier détail "Décisions"
- le fichier détail "Obligations".

Ces fichiers sont destinés à alimenter une base relationnelle. De nouveaux fichiers seront créés et les fichiers existants seront enrichis avec la mise en production des nouvelles versions de l'Infocentre Cassiopée.

Des fichiers détail pourraient aussi être réalisés dans le domaine de l'application des peines à partir de l'Infocentre lié à l'application de gestion APPI (Application des Peines Probation Insertion).

### • Statistique des mineurs

#### Panel des mineurs

La collecte des données du panel de l'année 2008 a porté sur les parquets de l'ensemble des TGI. Les anciens logiciels de gestion « mineurs » hétérogènes sur l'ensemble du territoire sont remplacés progressivement en 2009 par Cassiopée pour le pénal et APPI pour l'application des peines. Par contre, l'activité civile des tribunaux pour enfants sera toujours collectée en 2009 à partir du logiciel Wineurs.

Il est donc nécessaire de prévoir :

- la mise en production du module d'extraction des données utiles au panel relatives au pénal (hors application des peines) à partir de la nouvelle chaîne pénale Cassiopée
- la mise en production du module d'extraction des données utiles au panel relatives à partir de l'application des peines à partir du logiciel APPI.

#### Données détail

Les variables des données détail relatives aux mineurs seront présentes dans les fichiers détails extraits des Infocentres statistiques Cassiopée pour le pénal et APPI pour l'application des peines. Les variables relatives aux mineurs sont en nombre restreint dans la V1 de l'Infocentre Cassiopée.

### • Statistique civile

Conception et premières réflexions sur le projet de logiciel Portalys sur la statistique du domaine civil.

## 3. Opérations répétitives

La liste des opérations statistiques permanentes conduites au ministère de la Justice est la suivante :

• **Direction des Affaires Civiles et du Sceau** : Statistiques sur la profession d'avocat

• **Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse**

Gestion Automatisée des Mesures confiées aux Établissements du secteur public (GAME)

Statistiques des Mesures confiées au secteur associatif habilité

• **Direction de l'Administration Pénitentiaire**

Statistique mensuelle et trimestrielle sur la population pénitentiaire

Statistique d'activité des Juges d'application des peines et des services de probation et d'insertion professionnelle

• **Secrétariat Général - SDSE**

#### Dispositifs civils

Répertoire général civil : affaires détaillées, registres

Tableaux de bord et de suivi détaillé des affaires des cours d'appel, TGI et Conseils des Prud'hommes

Répertoire des tribunaux de commerce : affaires détaillées, registres

TASS, tribunaux, et cours régionales des pensions

Acquisitions de la nationalité française

PACS

Conciliateurs de Justice



Enquêtes sur les associations de médiation civile  
Réparation des détentions provisoires à tort.

#### Dispositifs pénaux

Cadres du Parquet

Prototype d'infocentre national NCP

Casier Judiciaire National

Répertoire de l'instruction

Activité des associations d'aide aux victimes, d'alternatives aux poursuites et de contrôle judiciaire

Délégués et médiateurs du Procureur

CRPC, activité du JLD et des JIRS (enquête électronique dite Perben II)

Indicateurs mensuels de suivi de la délinquance des mineurs.

#### Autres dispositifs permanents

Indicateurs trimestriels d'Activité (dans les domaines civil, pénal et mineurs)

Indicateurs annuels du domaine civil

Répertoire de l'Aide Juridictionnelle

Tableaux de bord mineurs

Panel des Mineurs

Activité des maisons de justice et du droit et des antennes de justice.

## 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet en ce qui concerne le Ministère de la justice

## 5. Aspects particuliers du programme 2010

### 5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

Le SSM apporte une contribution importante à l'évaluation des politiques de Justice à travers des enquêtes régulières et sa participation à des groupes de travail portant sur l'évaluation. Ces activités s'inscrivent dans le prolongement des travaux permanents de la sous-direction de maintenance évolutive (adaptation aux évolutions juridiques) des logiciels de suivi de l'activité des juridictions, dont les sous-produits statistiques alimentent en continu l'évaluation de l'action du Ministère (montée en charge de l'application des nouveaux textes, développement de telle ou telle procédure, pilotage de la performance).

Les enquêtes statistiques auprès des juridictions, à vocation d'évaluation sont les suivantes :

- éviction du conjoint violent (trimestrielle)
- utilisation de la visioconférence pour réduire les extractions de prisonniers (mensuelle)
- suivi de la délinquance des mineurs (mensuelle)
- évaluation des dispositifs mis en place par la Loi Perben 2 (activité du juge des libertés et de la détention et activité des juridictions interrégionales spécialisées ) (trimestrielle)
- évaluation de l'activité du juge des victimes (trimestrielle)

Deux enquêtes d'opinion :

- satisfaction des usagers des maisons de la Justice et du Droit
- satisfaction des victimes d'infractions pénales

Contributions aux groupes de travail sur l'évaluation :

- évaluation préalable de la réforme de l'instruction (Ministère)
- coûts, efficacité, qualité de la Justice (Conseil d'État)
- ressources et outils de l'évaluation préalable (interministériel)

### 5.4. Aspects « européens »

#### • Eurostat

Au 1<sup>er</sup> semestre 2006, un plan d'action de l'Union européenne concernant ***l'élaboration d'une stratégie de mesure de la délinquance et de la justice pénale*** a été mis au point. Pour mettre en œuvre ce plan d'action, deux instances sont créées :

1 – un ***groupe expert*** (auprès de la DG JLS) sur les besoins politiques en matière d'information sur la délinquance et la justice pénale,

2 – un **groupe de travail statistique** sur la délinquance et la justice pénale qui comprend des représentants des systèmes statistiques des États membres.

La SDSE représente la France au groupe de travail. Cette représentation est désormais facilitée par le fait que le ministère de la Justice participe chaque année à l'enquête de victimation dont l'OND et l'INSEE sont à l'origine.

Dans ce cadre, Eurostat a mis en place une task force "Statistics on crime, victimisation and criminal justice". La SDSE y représente la France. Le but de la task force est de proposer aux pays membres des variables harmonisées pour des enquêtes de victimation, d'établir des séries statistiques sur la délinquance et de suivre des études sur des types de délinquance qui intéressent la DG Justice, liberté, sécurité de la Commission européenne.

#### • Conseil de l'Europe

Le Conseil de l'Europe a créé une commission européenne pour l'efficacité de la Justice (CEPEJ) dont une des tâches est l'élaboration et l'exploitation d'un questionnaire adressé aux pays membres sur la justice : données statistiques et informations sur l'organisation et la procédure judiciaire. La SDSE est fortement impliquée dans la réponse à la partie statistique du questionnaire.

## 6. Diffusion des travaux

### 6.1. Direction de la Protection Judiciaire et de Jeunesse

Bilans statistiques annuels de l'activité des établissements du secteur public et des établissements et services du secteur habilité justice.

### 6.2. Direction de l'Administration Pénitentiaire

- Statistique mensuelle de la population détenue
- Statistique trimestrielle de la population détenue
- Chiffres-clés de l'administration pénitentiaire
- Rapport annuel de l'administration pénitentiaire (et ses "tirés à part")
- Cahiers de démographie pénitentiaire
- "Travaux et documents"

### 6.3. Direction des affaires civiles et du sceau

- Statistiques sur la profession d'avocat

### 6.4. Secrétariat Général – SDSE

### 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

opérations	Unité	Prévision	Observation	Suivi
Cassiopée	-Bureau des dispositifs statistiques et des études -Bureau de l'informatique statistique	Déploiement de l'application sur le suivi du pénal	Alimentation de l'infocentre PHAROS à partir des fichiers détail	Version 1 déployée au 2ème trimestre 2009
Portalys	Bureau des dispositifs statistiques et des études -Bureau de l'informatique statistique	Premières études préparatoires à l'établissement d'un cahier des charges pour un logiciel intégré des procédures du civil	En attente d'une décision de lancement	
Enrichissement de l'offre Internet avec des tableaux détaillés	Bureau des dispositifs statistiques et des études -Bureau de l'informatique statistique	Définition et spécification des tableaux		
Avancement de la publication des « chiffres clés de la Justice » au mois de juin	Bureau des dispositifs statistiques et des études	Première édition précoce visée en juin 2009	Dépend des livraisons de données non produites par la sous-direction	

**Paru en 2008-2009**

## Publications traditionnelles et sous format électronique

- Les Chiffres clés de la justice -données 2007- internet
- Les Chiffres clés de la justice -données 2008 – à paraître
- L'Annuaire statistique de la justice, édition 2008, séries 2002-2006

## Données par juridiction mises à disposition sur internet uniquement

- L'activité judiciaire en 2007
- L'aide juridictionnelle en 2007
- Les associations de médiations familiales et lieux de rencontre en 2007
- L'activité des conciliateurs en 2007
- L'activité des tribunaux pour enfants en 2007

## Infostat justice (4 pages)

- Les condamnations de personnes morales en 2005
- Les divorces prononcés de 1996 à 2007
- Les affaires prud'homales en 2007
- L'appel des décisions des cours d'assises : conséquences sur la peine
- L'activité pénale des parquets en 2007
- L'appel des décisions des cours d'assises : conséquence sur la déclaration de culpabilité
- Les admissions à l'aide juridictionnelle en 2006
- (à paraître)
- L'adoption
- La perception de la justice par les victimes d'infractions
- Les étrangers en situation irrégulière
- Suivi socio-judiciaire
- Connaissance et représentations des Français sur la prison
- Cadre de vie et sécurité

## Rapports d'étude

- Les condamnations prononcées en 2007
- L'activité des maisons de justice et du droit en 2007
- L'activité des maisons de justice et du droit en 2006
- Les décisions des cours d'assises d'appel
- Les condamnations de personnes morales de 2003 à 2005
- (à paraître)
- La perception de la justice par les victimes d'infraction selon le type de procédure
- Les décisions d'adoptions en France et à l'étranger

**A paraître en 2010**

## Publications traditionnelles et sous format électronique

- Les Chiffres clés de la justice (données 2009)
- L'Annuaire statistique de la justice séries 2004-2008.

## Données par juridiction mises à disposition sur internet uniquement

- L'activité judiciaire en 2008
- L'aide juridictionnelle en 2008
- Les associations de médiations familiales et lieux de rencontre en 2008
- L'activité des conciliateurs en 2008
- L'activité des tribunaux pour enfants en 2008.

## Infostat et rapports d'études (thèmes à définir)

Pour information :

- programme présenté à la Commission Services publics et services aux publics

**Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville**

**Ministère de la santé et des sports**

**Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees)**

## 1 - Exposé de synthèse

### 1. Exposé de synthèse

La DREES exerce une double mission au sein des ministères sanitaires et sociaux :

- ▶ Elle éclaire le débat économique et social en produisant une information statistique régulière, en réalisant des études et en suscitant les recherches dans les domaines de la santé et de la solidarité
- ▶ Elle éclaire la conception et la mise en œuvre des politiques publiques dans ces domaines au sein des Ministères concernés, par la production d'analyses prospectives et par le suivi et l'évaluation des résultats et des impacts économiques et sociaux des politiques menées.

Le programme de statistiques de la DREES pour 2010 s'inscrit dans cette double mission. Il s'efforce notamment d'intégrer les demandes d'analyses et de statistiques formulées par les ministres, les partenaires sociaux et par les directions de l'administration.

En 2010, les orientations du programme de travail de la DREES sont fortement influencées par :

- ▶ La poursuite de l'expertise de nouvelles sources administratives, telles les DADS-U ou les PMSI (MCO, HAD, SSR) afin de pouvoir mener ensuite des études, par exemple, sur l'offre hospitalière ou les effectifs et la rémunération des personnels des établissements de santé et afin d'envisager un allègement des enquêtes auprès des établissements.
- ▶ La nécessité de renforcer la connaissance des comportements et besoins des publics et des modalités de leur prise en charge par les politiques publiques, afin d'apporter une vision d'ensemble ou de nouveaux éclairages. Dans ce cadre, la Drees préparera notamment la collecte de l'enquête nationale sur les conditions de vie des personnes atteintes d'une maladie longue ou chronique.
- ▶ La nécessité de développer des indicateurs avancés de l'évolution de la pauvreté ou de l'exclusion par la mise en place d'une enquête permanente auprès des responsables de la mise en œuvre d'actions concernant ces populations, qu'ils soient dans le public ou dans le secteur associatif.

## 2. Travaux nouveaux pour 2010

### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

- Enquête auprès d'acteurs de terrain sur les phénomènes émergents de pauvreté et d'exclusion. *(demande d'avis d'opportunité examinée le 24 mars au cours de la formation démographie condition de vie)*
- Enquête nationale sur les conditions de vie des personnes atteintes d'une maladie longue ou chronique *(demande d'avis d'opportunité examinée le 24 mars au cours de la formation démographie condition de vie)*

- 2<sup>nd</sup> volet de l'enquête « Santé et itinéraire professionnel » réalisée sous la responsabilité de la DARES et de la DREES (*avis d'opportunité du 6 juin 2005 sur l'ensemble de l'opération*)

## 2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2010

La **Statistique Annuelle des établissements de santé (SAE)** est l'un des grands systèmes d'information de référence du Ministère sur les établissements de santé, complémentaire du PMSI puisqu'elle renseigne sur leurs capacités et équipements. L'enquête de l'été 2008 auprès des utilisateurs nationaux et régionaux l'a confirmé. Elle alimente de nombreux indicateurs (notamment pour le suivi des plans urgence, Alzheimer, etc.) et tableaux de bord, parmi lesquels on peut citer Platines, PRODIGE (tableau de bord de contractualisation État-ARH, pilotage DHOS) ou les PQE (annexe PLFSS, pilotage DSS). Afin d'optimiser la collecte, une refonte à moyen terme de la SAE a été engagée, afin d'aboutir à l'horizon 2010 à un raccourcissement de ses délais de diffusion (données N disponibles à l'été N+1). Par ailleurs, la collecte des **rapports d'activité de psychiatrie** en 2009 permettra de compléter les informations fournies par la SAE et le Rim-P sur la prise en charge hospitalière de la santé mentale, et permettra d'alimenter la préparation des prochains SROS.

La diffusion **d'indicateurs de qualité des soins** des établissements de santé est depuis plusieurs années un projet prioritaire pour le Ministère et un devoir vis-à-vis des usagers. La Drees pilotera avec le concours de la Dhos et de la DGS un groupe chargé de préparer la diffusion en 2010 des indicateurs issus du projet Compaqh via le site Platines. La DREES, la DHOS et la HAS, en lien avec l'ATIH instruisent les questions relatives à la construction, l'interprétation et la diffusion d'indicateurs de mortalité. Une phase d'expérimentation et de concertation avec les professionnels sera réalisée d'ici la fin 2009, avant d'envisager, le cas échéant, une généralisation et une diffusion via le site Platines.

L'acquisition fin 2009 d'une nouvelle base annuelle exhaustive constituée par l'Insee à partir de la source AcoSS sur les non-salariés et leurs revenus, ainsi qu'un panel depuis 2004, permettra des exploitations dès 2010 et un suivi des revenus d'activité complets (salaires et revenus libéraux) des professionnels de santé libéraux : médecins, chirurgiens-dentistes, infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, etc. Une expertise sera menée pour comparer les évolutions de revenus que l'on peut tirer de cette source avec d'autres mesures de l'évolution des revenus libéraux et des salaires.

Suite au colloque CNIS-ADF de janvier 2008, la Drees développera ses outils de mise à disposition des données collectées et cherchera à développer ses liens avec l'ADF, de façon à construire un système d'information partagé. Une première étape sera la co-animation par la Drees d'un groupe de travail du CNIS sur la construction d'indicateurs de l'action sociale des départements. Ce groupe de travail rendra ses travaux fin 2009 auprès de la formation « Statistiques locales du CNIS ». Ce chantier devra par ailleurs prendre en compte les évolutions organisationnelles induites par la création des futures directions de la cohésion sociale et des agences régionales de santé.

## 2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010

Après la publication des nouvelles **projections régionalisées de médecins** (par spécialités, mode d'exercice, etc.) à l'horizon 2030 la DREES mettra en chantier des projections régionalisées d'infirmières au même horizon, qui seront publiées début 2010. Ces travaux sont menés en collaboration avec l'ensemble des directions du ministère concernées et l'ONDPS.

L'exercice de prospective démographique concernant les infirmières s'accompagnera d'un investissement sur les **conditions d'exercice et trajectoires professionnelles des infirmiers** : projet alliant démographie (formation, répartition, structures d'exercice, cessation), activité (type de tâches), rémunération et carrière des infirmiers. Le projet produira des résultats au fil de son déroulement jusqu'en 2010.

La Drees étudiera la redistribution opérée par le système de santé, en s'intéressant plus particulièrement à la **redistribution induite par l'assurance maladie**, grâce à son modèle de microsimulation INES. Elle engagera une révision du questionnaire sur l'offre de contrats pour mieux connaître les primes payées par les assurés). Elle mobilisera par ailleurs les données de l'ACAM pour étudier la situation économique des organismes complémentaires et rédigera à partir de ces données transmises par l'ACAM un rapport annuel à remettre au parlement en septembre, comme le prévoit la LFSS 2009

La réédition en 2009 de **l'enquête sur les événements indésirables graves** associés aux soins en établissements de santé avec le concours de la DGS, de la Dhos, de l'INVS, de la HAS, de l'AFSSAPS, permettra en 2010 d'évaluer les progrès réalisés par le système de soins dans ce domaine ces cinq dernières années.

La Drees réalisera fin 2009-début 2010 une enquête auprès des **bénéficiaires de la PCH ou de l'ACTP**, pour étudier les conditions d'utilisation de ces prestations et la satisfaction de leurs bénéficiaires en termes de couverture de leurs besoins.

Avec la **mise en place du RSA** en juin 2009, la Drees investira de façon prioritaire le développement des outils de suivi de la montée en charge et de l'évaluation du nouveau dispositif. La réflexion sur ces outils n'est cependant pas encore aboutie à ce jour.

Différents types d'outils devront notamment être mobilisés, à savoir :

- des tableaux de bord comportant des données agrégées issues des caisses de sécurité sociale (CNAF et CCMSA), de façon à disposer de données régulières sur le nombre de bénéficiaires, leurs caractéristiques, les entrées et les sorties dans le dispositif ; des données issues du pôle emploi sur la recherche d'emploi et sur les contrats aidés bénéficiant aux allocataires du RSA ; des données des conseils généraux et de Pôle Emploi décrivant les actions d'insertion vers et dans l'emploi.
- des indicateurs de retour à l'emploi ou de persistance dans l'emploi, ainsi que des descripteurs des types d'emplois occupés : la réflexion devra porter sur la façon d'obtenir ces indicateurs (données administratives ou enquêtes/cohortes)
- des études sur l'organisation mise en place par les acteurs (monographies ou enquête).

## 3 - Opérations répétitives (publication à mettre à jour)

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
<b>ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ</b>					
SAE	Enquête administrative Annuelle	Établissements de santé publics et privés	Exhaustif	- Équipement, plateaux techniques - Activité- Personnel par établissement et par discipline	Études et résultats N° 618, décembre 2007 N° 614, décembre 2007 N° 605, octobre 2007 Site de diffusion des données de la Statistique annuelle des Établissements de Santé
Rapports d'activité des secteurs psychiatriques	Enquête administrative Annuel	Secteur de psychiatrie infanto-juvéniles et en milieu pénitentiaire	Exhaustif	- Activité - Personnel - patients	Document de travail N°76 – février 2005 N°77 – février 2005
Base nationale de RSA (PMSI)	Exploitation statistique de fichiers administratifs Annuelle	Établissements de santé publics et privés	Exhaustif	- clientèle des hôpitaux - pathologies traitées - durées de séjour - modes d'entrée/sortie	Études et résultats N° 473 mars 2006 N° 654 aout 2008
<b>PROFESSIONS DE SANTÉ</b>					
ADELI	Système d'information national sur les professionnels de santé	Professionnels de santé, du social et psychologues	Exhaustif	état civil - situation professionnelle - activités exercées	Document de travail N° 121 mars 2008 N° 127 octobre 2008
Écoles de formation aux professions de santé	Enquête menée en commun avec le Ministère de l'Éducation Nationale Annuelle, DGS, DHOS, DGAS, DRASS	8 500 étudiants pour l'enquête 2001 2002	Échantillon	- Effectifs des élèves - Nombre de diplômés - Origines sociales et géographiques	Document de travail N° 118- octobre 2007 N° 128 janvier 2009
Panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice en médecine générale	Avec le concours des observatoires régionaux de la santé (ORS) et des unions régionales de médecins libéraux (URML) et des unions régionales des caisses d'assurance maladie (URCAM) de 5 régions		Échantillon (environ 1900 médecins) Basse-Normandie Bourgogne Bretagne Pays de la Loire PACA	- cadre d'activité, - environnement professionnel - rythmes de travail, - pratiques de prise en charge	Études et résultats N° 610 novembre 2007 N° 649 aout 2008
<b>ÉTAT DE SANTÉ DE LA POPULATION</b>					
Santé de la mère et de l'enfant	Exploitation des certificats de santé 8ème jour, 9ème et 24 mois  Annuelle	Département	Exhaustif Échantillon pour dép. de la région parisienne	-caractéristiques socio-démographiques et médicales des enfants- profession, âge de la mère - déroulement de la grossesse et de l'accouchement	



INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
Enquête en milieu scolaire	Examens de santé réalisés par la médecine scolaire  Annuelle	Balayage successif de plusieurs classes d'âge sur un rythme triennal (bilan à 6 ans, en classe de 3ème, en CM2)	Sondage stratifié par académie	Poids et taille, pathologies chroniques, vaccination, asthme et allergies	Études et résultats N° 573 mai 2007 N° 632 avril 2008
Suivi des IVG	Depuis 2001, la SAE sert d'unique référence pour la série du nombre d'IVG couvrant les années 1995 et suivantes. La structure par âge des femmes ayant eu recours à une IVG est celle du PMSI. Annuelle	Établissements de santé publics et privés	Exhaustif	Nombre Structure par âge Répartition selon le mode d'intervention	Études et résultats  N° 624, février 2008
<b>DÉPENSES DE SANTÉ ET RELATIONS AVEC L'ASSURANCE MALADIE</b>					
Centralisation des documents comptables des établissements de santé	Exploitation des comptes administratifs et des budgets des établissements de santé. Annuelle	Établissements de santé	Échantillon		Comptes nationaux de santé n+1
Enquête auprès des organismes complémentaires	Enquête annuelle	Mutuelles et de sociétés d'assurance exhaustive des institutions de prévoyance	Échantillon de mutuelles et de sociétés d'assurance exhaustive des institutions de prévoyance	-activité des opérateurs complémentaires de l'assurance maladie -population couverte -cotisations et remboursements proposés par domaine (hospitalisation, dentaire, ...).	Études et résultats N° 635 mai 2008 N° 575, mai 2007
Médicament à l'hôpital	Recueil annuel	Établissements de courts séjours (MCO) de long séjour (SSR) et psychiatriques. France métropolitaine +DOM	Exhaustif	achats de médicaments par les établissements (prix et quantités) consommations réparties entre médicaments dispensés dans les unités de soins et ventes au public (rétrocession)	Études et résultats N° 563 • mars 2007
<b>ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX, DE L'ACTION SOCIALE ET DES PROFESSIONS</b>					
ES (difficulté sociale)	Enquête Quadriennale	Établissements et services pour - enfants en difficulté sociale - adultes et famille en difficulté sociale	Exhaustif (10 000 établissements et services)	- caractéristiques et activité de l'établissement - Personnel - Clientèle	Études et Résultats N° 620, janvier 2008 Documents de travail N°113 - juillet 2007 N° 119, novembre 2007

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
ES (handicap)	Enquête Quadriennale	Établissements et services pour - enfants handicapés - adultes handicapés	Exhaustif (10 000 établissements et services)	- caractéristiques et activité de l'établissement - Personnel - Clientèle	Études et Résultats N° 466 février 2006 N° 641 juin 2008 N° 669 novembre 2008
EHPA	Enquête Quadriennale	Établissements d'hébergement pour personnes âgées	Exhaustif (10 000 établissements)	- caractéristiques et activité de l'établissement - Personnel - Clientèle	Études et Résultats N°485-avril 2006 N°494 – juin 2006 N°515-août 2006 Document de travail N°106 janvier 2007
Enquête sur la Protection Maternelle et Infantile	Exploitation d'informations administratives transmises via les conseils généraux Annuelle	Données transmises par les Conseils Généraux DDASS	Exhaustif	- Nombre d'établissements - Place d'accueil - Personnel-Consultations-Établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans	Document de travail N° 125 mai 2008 Études et Résultats N° 548 janvier 2007 N° 608, novembre 2007 N° 681 février 2009
Enquête auprès des établissements de formation aux professions sociales	Enquête annuelle	Établissements de formation, étudiants	Exhaustif	nombre d'étudiants en formation nombre de diplômes	Document de travail N° 98 juin 2006 N°117- octobre 2007 Études et Résultats n° 513 août 2006
Bénéficiaires de l'Aide Sociale : -aux personnes âgées -aux personnes handicapées - à l'enfance  Dépenses de l'aide sociale	Exploitation annuelle de formulaires normalisés transmis par les départements (Conseils Généraux) et de questionnaires remplis par les DDASS (État) Remontée administrative	Départements DDASS	Exhaustif : 100 DDASS et 100 départements	- Bénéficiaires par forme d'aide - Dépenses brutes et nettes pour les départements par forme d'aide -Personnel - suivi et évaluation des Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ)	Études et Résultats N° 656 septembre 2008 Document de travail N°124 mai 2008 N°122 avril 2008 Études et Résultats N° 622, janvier 2008 N° 682, mars 2009
Personnels des services sanitaires et sociaux	Enquête annuelle	DDASS		-	
<b>LUTTE CONTRE L'EXCLUSION</b>					
Base de données sur les minima sociaux	Tableaux de synthèse des gestionnaires de minima sociaux (CNAF, UNEDIC...) Semestrielle	Bénéficiaires	Exhaustif	Caractéristiques socio-démographiques (âge, sexe, situation familiale, diplôme, départements de résidence, ancienneté dans le dispositif)	Études et Résultats Annuel sur l'ensemble : N° 617, décembre 2007 Trimestriel sur le RMI : N° 627, mars 2008 N° 642 juin 2008 N° 657 septembre 2008 N° 673 décembre 2008 N° 683 mars 2009

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
Échantillon national inter-régimes d'allocataires de minima sociaux ENIAMS	Constitution de la septième vague de à partir de l'appariement du même échantillon démographique avec les fichiers administratifs d'allocataires au 31 décembre	Allocataires ou anciennement allocataires du RMI de l'API et de l'ASS ou de l'AAH.	Échantillon	Permet d'apprécier les flux d'entrées et de sorties des quatre régimes de minimum social et les transitions entre régimes	Études et Résultats N° 680 février 2009
<b>RETRAITES</b>					
Échantillon inter régimes de retraités EIR	Exploitation statistique et consolidation des fichiers de caisses de retraite. Enrichissement du fichier à partir des DADS, du fichier de paye de la fonction publique et du fichier UNEDIC.	Individus Générations paires entre 1910 et 1954 : la quasi-totalité des caisses	Environ 150 000 en 2004, environ 200 000 en 2008	- Montant des retraites par individu - Durée des cotisations - Age à la liquidation - Données socio-démographiques - Dernière catégorie socioprofessionnelle - Dernier salaire d'activité ou indemnité chômage	Études et Résultats N°538 - novembre 2006 N° 556- février 2007 N° 587-juillet 2007
Échantillon inter régimes de cotisants EIC	Exploitation statistique des données fournies par organismes gestionnaires des régimes de retraite obligatoires, l'Unedic, l'INSEE et services de l'État concernés	Individus nés entre le 1er et 12 octobre 1934 ou entre le 1er et le 10 octobre des années 1938, 1942, 1946, 1950, 1954, 1958, 1962, 1966, 1970,1974	Échantillon de cotisants	- données socio-démographiques - situation d'activité et conditions d'emploi, durée de carrière, durée d'affiliation, montant des droits acquis...	Document de travail N°538 novembre 2006  Études et résultats n° 40-mai 2005 n° 558-février 2007
Suivi des bénéficiaires du minimum vieillesse	Exploitation statistique des fichiers d'allocataires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse des caisses de retraite concernées	Allocataires	Exhaustif pour 12 caisses d'assurance vieillesse représentant 90% du total	- Sexe - Age - État matrimonial - Nationalité - Département de résidence	Études et résultats N° 631 avril 2008  Document de travail N° 121 mars 2008 N° 129 mars 2009
Épargne retraite Informations statistiques agrégées portant sur les souscripteurs, les cotisations et les rentes versées.	Système d'information statistique obligatoire. Données recueillies auprès des sociétés de gestion en épargne salariale, des sociétés d'assurance, des mutuelles et d'institutions de prévoyance	Données agrégées	France entière	Informations statistiques agrégées portant sur les souscripteurs, les cotisations et les rentes versées.	Études et Résultats N° 626, février 2008
Enquête annuelle auprès des caisses de retraites	Exploitation statistique de données administratives		Quasi-totalité du champ des retraités : onze régimes de base et cinq complémentaires		Document de travail N° 86 mars 2009  Études et Résultats N° 587, juillet 2007 N° 662 octobre 2008

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
<b>FAMILLE, HANDICAP, DEPENDANCE</b>					
Bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et de la prestation compensatrice du handicap (PCH) + données agrégées sur les bénéficiaires de l'aide ménagère	Exploitation statistique de remontées d'informations des conseils généraux et des caisses de retraite	Département	France entière	Décisions d'attribution de la prestation - Nombre de bénéficiaires - Caractéristiques socio-démographiques des bénéficiaires - Montant moyen de la prestation+ attribution d'une aide ménagère	Études et Résultats N° 637 mai 2008 N° 666 octobre 2008  En consultation Internet : Système d'information statistique sur les bénéficiaires de l'APA
<b>Département « méthodes et systèmes d'information »</b>					
FINESS Fichier national des établissements sanitaires et sociaux	Répertoire des structures autorisées à installer des équipements sanitaires ou sociaux (Entité Juridique) et des lieux dans lesquels sont installés ces équipements et s'exercent les activités de soins ou de service social correspondant (Établissement).	Établissements sanitaires et sociaux	Exhaustif	Type d'établissement Catégorie Discipline Capacité Tarif Participation au service public hospitalier	En consultation internet

#### 4 - Allègement de la charge statistique des entreprises

Néant

#### 5 - Aspects particuliers du programme 2008

##### 5.1 Aspects régionaux et locaux

Néant

##### 5.2 Aspects européens

Néant

#### 6 - Liste des publications

Les **Dossiers solidarité santé** réunissaient jusqu'en 2006 des articles portant principalement sur les grands thèmes de la santé et de l'action sociale. Ces dossiers sont diffusés à la Documentation Française.

Depuis 2007, les articles sont publiés séparément les uns des autres et uniquement diffusés sur Internet. Tout comme les dossiers, ces articles sont essentiellement axés sur la présentation et l'analyse des résultats des enquêtes suivies par la DREES.

##### Articles

N° 8 - 2008 - **Vingt ans après les premières unités, un éclairage sur le développement des soins palliatifs en France**

*Anne Dujin, Bruno Maresca, Marie-Hélène Cabé, Olivier Blandin et Gilles Poutout*

N° 7 - 2008 - *Les consommations d'antibiotiques dans les centres hospitaliers universitaires en 2005*

*Marie-Émilie Clerc, Brigitte Hauray et Sophie Stamenkovic*

N° 6 - 2008 - *Cessation d'activité libérale des médecins généralistes : motivations et stratégies*

*Anne Véga, Marie-hélène Cabé et Olivier Blandin*

N° 5 - 2008 - *Prime pour l'emploi, redistribution et incitation à l'emploi*

*Vincent Bonnefoy, Benoît Mirouse, Isabelle Robert-Bobée, Fanny Mikol et Augustin Vicard*

N° 4 - 2008 - *Impact du vieillissement sur les structures de soins à l'horizon 2010, 2020 et 2030*

*Marie-Claude Mouquet et Philippe Oberlin*

N° 3 - 2008 - *La protection sociale : un aperçu de la situation en Bulgarie et en Roumanie*

*Guillaume Delautre, avec la collaboration de Sylvie Cohu et Diane Lequet-Slama*

## Document de travail

Les documents de travail se décomposent en trois collections. La collection « Études » présentent les premiers résultats d'enquêtes de travaux d'études préliminaires. La collection « Statistiques » se compose de séries longues, de résultats complets d'enquêtes, de documents méthodologiques. La collection « Sources et méthodes » présente la documentation des enquêtes et les travaux de méthode.

### Série Études et recherche

- **n° 86 mars 2009**

les retraites en 2007

- **n° 85, février 2009**

rapport sur l'état des lieux du dispositif de soins palliatifs au niveau national

*Marie-Hélène Cabé, Olivier Blandin, Gilles Poutout (Atemis)*

- **n° 84, décembre 2008**

les contrats d'assurance dépendance sur le marché français en 2006

*Sandrine Dufour-Kippelin*

- **n° 83, novembre 2008**

étude sociologique sur les conditions d'entrée en institution des personnes âgées et les limites du maintien à domicile

*Jean Mantovani, Christine Rolland, Sandrine Andrieu*

- **n° 82, novembre 2008**

examen des liens entre les modes de financement et la planification et les modifications induites par la T2A - Rapport final

*Claire Briffaut, Marie-Eve Mouret, Ariane Piana-Rogez (Pricewaterhousecoopers)*

- **n° 81, novembre 2008**

la prise en charge des populations dites précaires dans les établissements de soins

*Michel Maric, Emmanuel Gégoire, Lucie Leporcher (IRIS)*

- **n°80 aout 2008**

l'évolution de la situation économique et financière des cliniques privées à but lucratif entre 2005 et 2006

Johanne Aude

### Série Statistiques

- **n° 129, mars 2009**

les bénéficiaires des allocations du minimum vieillesse au 31 décembre 2007

Nathalie Augris

- **n° 128, janvier 2009**

la formation aux professions de la santé en 2007

Dorothee Jolly

- **n° 127, octobre 2008**

les médecins - estimations au 1er janvier 2008

Daniel Sicart

- **n° 126, septembre 2008**

comptes nationaux de la santé 2007

Annie Fenina, Yves Geffroy, Michel Duée

- **n° 125, mai 2008**

l'accueil collectif et en crèches familiales des enfants de moins de 6 ans en 2006

enquête annuelle auprès des services de PMI

Guillaume Bailleau

- **n° 124, mai 2008**

dépenses d'aide sociale départementale en 2006

*Élise Clément*

- **n° 123, mai 2008**  
les professions de santé au 1er janvier 2008  
*Daniel Sicart*
- **n° 122, avril 2008**  
bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2006  
Guillaume Bailleau et Françoise Trespeux
- **n° 121, mars 2008**  
l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse  
bénéficiaires au 31 décembre 2006  
*Nathalie Augris*

## Études et Résultats Hebdomadaire Diffusion gratuite à la DREES

### N° 683, mars 2009

*le nombre d'allocataires du RMI au 31 décembre 2008*  
*Isabelle Mirouse, CNAF*  
*Marie Hennion-Aouriri et Emmanuelle Nauze-Fichet, DREES*

### N° 682, mars 2009

*les dépenses d'aide sociale départementale en 2007*  
*Élise Clément, DREES*

### N° 681, février 2009

*l'offre d'accueil collectif des enfants de moins de 6 ans en 2007*  
*Guillaume Bailleau, DREES*

### N° 680, février 2009

*les allocataires de minima sociaux en 2007*  
*Sandrine Mathern, avec la collaboration de Sandrine Micheaux et Nathalie Augris, DREES*

### N° 679, février 2009

*la démographie médicale à l'horizon 2030 : de nouvelles projections nationales et régionales*  
*Ketty Attal-Toubert et Mélanie Vanderschelden, DREES*

### N° 678, février 2009

*modes de garde et d'accueil des enfants de moins de 6 ans en France en 2007*  
*Sévane Ananian et Isabelle Robert-Bobée, DREES*

### N° 677, février 2009

*le Compte social du handicap en 2007*  
*Alexandre Bourgeois et Michel Duée, DREES*

### N° 676, janvier 2009

*les affectations des étudiants en médecine à l'issue des épreuves classantes nationales en 2008*  
*Mélanie Vanderschelden, DREES*

### N° 675, janvier 2009

*quelles caractéristiques sociales et quel recours aux soins pour les bénéficiaires de la CMUC en 2006 ?*  
*Bénédicte Boisguérin, DREES*

### N° 674, décembre 2008

*les prestations familiales et de logement en 2007*  
*une redistribution en faveur des familles nombreuses et des personnes isolées*  
*Emmanuel Berger, avec la participation de Vincent Bonnefoy, DREES*

### N° 673, décembre 2008

*le nombre d'allocataires du RMI au 30 septembre 2008*  
*Marie Hennion-Aouriri et Emmanuelle Nauze-Fichet, DREES*  
*Isabelle Mirouse, CNAF*

### N° 672, décembre 2008

*les montants des retraites selon le lieu de naissance et de résidence*  
*Virginie Christel et Alexandre Deloffre, DREES*

### N° 671, décembre 2008

*les sept premières années de carrière des infirmiers diplômés en 1998*  
*Carine Ferretti et Clémentine Garrouste, DREES*

### N° 670, novembre 2008

*les fonds de solidarité pour le logement : l'aide des départements au logement des personnes défavorisées*  
*Éric Renard, DREES*

### N° 669, novembre 2008

*les structures pour enfants handicapés en 2006 : un développement croissant des services à domicile - Résultats de*

l'enquête ES 2006

*Alice Mainguéné, DREES*

**N° 668, octobre 2008**

perdre un parent pendant l'enfance : quels effets sur le parcours scolaire, professionnel, familial et sur la santé à l'âge adulte ?

*Nathalie Blanpain, DREES*

**N° 667, octobre 2008**

les comptes de la protection sociale en 2007

*Alexandre Bourgeois et Marie Hennion-Aouriri, DREES*

**N° 666, octobre 2008**

l'allocation personnalisée d'autonomie et la prestation de compensation du handicap au 30 juin 2008

*Philippe Espagnol, Seak-Hy Lo et Clotilde Debout, DREES*

**N° 665, octobre 2008**

les prestations de protection sociale en 2007

*Alexandre Bourgeois et Michel Duée, DREES*

**N° 664, octobre 2008**

la spécialisation des établissements de santé en 2006

*Philippe Lombardo, DREES*

**N° 663, octobre 2008**

typologie des contrats les plus souscrits auprès des complémentaires santé en 2006

*Marie-Laure Arnould, Guillaume Vidal, DREES*

**N° 662, octobre 2008**

les retraites en 2006

*Alexandre Deloffre, DREES*

**N° 661, octobre 2008**

épisodes dépressifs : des situations multiples

*Thomas Morin, DREE*

**N° 657, septembre 2008**

le nombre d'allocataires du RMI au 30 juin 2008

*Sophie Cazain et Isabelle Mirouse, CNAF*

*Marie Hennion et Emmanuelle Nauze-Fichet, DREES*

**N° 656, septembre 2008**

les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2007

*Guillaume Bailleau et Françoise Trespeux, DREES*

**N° 655, septembre 2008**

les Comptes nationaux de la santé en 2007

*Annie Fenina, Yves Geffroy et Michel Duée, DREES*

**N° 654, septembre 2008**

l'impact du vieillissement sur les structures de soins à l'horizon 2010, 2020, 2030

*Marie-Claude Mouquet et Philippe Oberlin, DREES*

***Revue française des Affaires sociales***

La RFAS est une revue thématique trimestrielle pluridisciplinaire dans le champ de la santé et des politiques de solidarité (voir les recommandations aux auteurs).

La revue est en vente à la Documentation Française.

N° 4, octobre-décembre 2008

**politiques de la santé, du handicap et de l'aide sociale, au Canada et aux États-Unis**

N° 2-3, avril-septembre 2008

**santé et travail**

N° 1, janvier-mars 2008

**état de santé : quelques illustrations des apports, limites et perspectives de l'Enquête décennale Santé**

*Comptes nationaux de la santé, rapport, une édition par an*

*Les comptes de la protection sociale, une édition par an*

*Chiffres et indicateurs régionaux et départementaux, pas de périodicité stricte*

*Suivi barométrique de l'opinion des Français à l'égard de la santé, de la protection sociale, de la précarité, de la famille et de la solidarité : résultats de la huitième vague en ligne sur le site de la DREES.*  
*La vie deux ans après le diagnostic du cancer*  
*Les établissements de santé, un panorama pour l'année 2006*  
*La prise en charge de la santé mentale*  
*Suivi de la loi de santé publique :*  
*L'état de santé de la population en France, rapport 2007*  
*Données sur la situation sanitaire et sociale en 2005*  
*Rapport "Indicateurs de suivi de l'atteinte des 100 objectifs du rapport annexé à la loi du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique"*